

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DROIT À L'AUTODÉTERMINATION DES PEUPLES INDIGÈNES ET
AUTOGESTION : LE CAS DE LA POLICE COMMUNAUTAIRE DANS
L'ÉTAT DE GUERRERO (MEXIQUE)

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

EMILIE-EMMANUELLE JOLY

SEPTEMBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire est l'aboutissement d'un – très – long processus qui n'aurait été possible sans le soutien et la patience (incommensurable!) de ma co-direction, les professeur-es Nancy Thède et Francis Dupuis-Déri. Il et elle m'ont encouragée à laisser tomber les guillemets et à penser par moi-même. Ils ont également su respecter mes choix académiques et professionnels tout en m'appuyant dans la réalisation, à mon rythme, de ce mémoire et je leur en suis grandement reconnaissante.

De manière plus personnelle, ce mémoire n'aurait vu le jour sans l'accompagnement et l'amitié de plusieurs camarades et ami-es, particulièrement Josianne Lavoie et Geneviève Pagé qui, de Montréal à Washington DC, m'ont accompagnée dans la réflexion et ont su me maintenir motivée pour relever ce défi qui m'est apparu, bien souvent, insurmontable. Je tiens aussi à remercier Olivier Barsalou et Marc-André Cyr pour leur révision et leurs commentaires critiques qui ont alimenté ma rédaction.

La recherche de terrain me permettant d'ancrer ce mémoire dans la réalité n'aurait été possible sans l'appui de Jaime Quintana Guerrero, Ericka Zamora Pardo, Valentín Hernandez, Paola Silva, Apolonia Plácido Valerio et Abel Barrera Hernández qui m'ont fait découvrir les dessous de la *Montaña* de Guerrero et qui m'ont ouvert nombre d'espaces auxquels je n'aurais eu accès sans leur confiance et appui. Pour le travail de terrain, je remercie aussi l'appui financier de l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC).

Finalement, je souhaite dédier ce mémoire aux communautés, aux policiers communautaires et aux coordonnateurs régionaux qui, depuis 1995, aspirent à une liberté que l'État tente systématiquement de leur nier. Leur courage est pour moi une inspiration continue et je suis honorée d'avoir bénéficié de leur confiance. À tous ces camarades, familles, organisations et communautés qui m'ont accueillie, m'ont permis de les écouter et m'ont considérée d'emblée comme une *compañera*, ce mémoire est aussi le vôtre.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	vi
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
L'AUTODÉTERMINATION ET L'AUTONOMIE DES PEUPLES INDIGÈNES DANS LA LITTÉRATURE LATINO-AMÉRICAINNE DOMINANTE	10
1.1 La réforme constitutionnelle de 2001	12
1.2 L'autonomie au Mexique	14
1.3 La conquête d'un régime d'autonomie	17
1.4 Le contrôle du territoire et des ressources	19
1.5 Le processus de démocratisation	21
1.6 Une nouvelle distribution du pouvoir menant à la création d'autogouvernements	24
1.7 Limites de la vision de l'autodétermination dans la littérature latino-américaine dominante	27
CHAPITRE II	
THÉORIES ANARCHISTES ET AUTODÉTERMINATION DES PEUPLES INDIGÈNES : L'AUTOGESTION COMME MODE D'EXPRESSION DE L'AUTODÉTERMINATION	30
2.1 Une définition théorique de l'autogestion et de l'autonomie	32
2.1.1 Autonomie individuelle et autonomie collective	33
2.1.2 Autocréation et construction	35
2.2 Les bases de l'autogestion	36
2.2.1 Remise en question du pouvoir	37
2.2.2 Remise en question de l'État	41
2.2.3 Remise en question de la démocratie	43
2.3 Les pratiques de l'autogestion	45
2.3.1 Valeurs commune	46
2.3.2 L'autogestion comme base de projets autonomes contribuant à la construction d'une société autonome	47
2.4 Conclusion	53

CHAPITRE III

LA POLICE COMMUNAUTAIRE ET LA COORDINATION RÉGIONALE DES
AUTORITÉS COMMUNAUTAIRES DE LA *COSTA CHICA-MONTAÑA* 54

3.1	Les facteurs expliquant l'émergence de la Police Communautaire dans la région de la <i>Costa Chica-Montaña</i> de l'état de Guerrero	55
3.1.1	Territoire	57
3.1.2	Identité indigène commune	59
3.1.3	Expériences de production autogérée	62
3.1.4	Violence, « guerre sale » et délinquance.....	64
3.1.5	Division municipale de l'État de Guerrero	72
3.1.6	Us et coutumes	73
3.2	La Police Communautaire	75
3.2.1	Première tentative d'organisation	76
3.2.2	Fondation de la Police Communautaire	78
3.2.3	1995-1998 : De la sécurité à la justice	79
3.3	La Coordination régionale des autorités communautaires: Un système de sécurité, de justice et de rééducation indigène	81
3.3.1	Fondation de la Coordination régionale des autorités communautaires ..	81
3.3.2	Structures internes	83

CHAPITRE IV

PROCESSUS INTERNES ET RELATIONS AVEC L'ÉTAT 89

4.1	Le démocratie directe	89
4.1.1	Nomination	90
4.1.2	Prise de décision	94
4.2	L'exercice de la justice exercée par la Coordination régionale des autorités communautaires	96
4.2.1	Fondements de la justice exercée par la CRAC	97
4.2.2	Délits et sanctions	100
4.3	La participation des femmes	102
4.4	Les projets autonomes	107
4.5	Confrontation et cooptation	110
4.5.1	Criminalisation de membres de la police communautaire et la Coordination régionale des autorités communautaires	111

4.5.2 Cooptation et intégration	114
CONCLUSION	116
ANNEXE	122
1. Carte de la région	123
2. Synthèse du Règlement interne	124
BIBLIOGRAPHIE	141

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
3.1	Organigramme du Système communautaire de sécurité, de justice et de rééducation	76
3.2	Tableau de l'évolution des structures de la Police communautaire et de la Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC)	87
4.1	Tableau des délits et sanctions dans le système de sécurité, justice et rééducation	100

RÉSUMÉ

Ce mémoire cherche à faire le point sur les concepts d'autodétermination et d'autonomie dans la littérature mexicaine et à intégrer une analyse critique de l'État dans l'étude de la construction de l'autonomie des peuples indigènes. Il s'agit d'un apport théorique s'attardant à l'évolution du concept d'autonomie et de ses multiples formes conceptuelles pour mettre en contraste la perspective institutionnelle de reconnaissance par l'État du droit des peuples indigènes et l'autogestion. Précisément, ce mémoire s'intéresse aux différentes manières de penser le concept d'autonomie des peuples indigènes tout en essayant de dépasser une vision centrée sur le rôle de l'État dans la reconnaissance de cette autonomie. Le défi est alors de remettre en question la centralité de l'État dans le but de penser une autonomie qui puisse dépasser les modèles traditionnellement étato-centristes. Il s'agit de chercher à dépasser la limite conceptuelle qui présume que l'autonomie doit découler d'une concession de l'État et qu'elle ne peut naître et se consolider sous la forme d'un projet autonome. Pour se faire, le recours aux théories anarchistes permet une base conceptuelle et théorique riche en réflexion.

Pour mettre en contexte cette remise en question de l'État et lui donner vie tant dans la théorie que dans la pratique, ce mémoire se penche sur l'étude du cas de la Police communautaire et de la Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC) de l'État de Guerrero, au sud du Mexique. L'analyse de ce système communautaire de sécurité, d'impartition de la justice et de rééducation nous permet d'approfondir les avancées, limites et contradictions de cette reconceptualisation.

Mots-Clés : Peuples indigènes, Mexique, Police communautaire, autodétermination, autonomie, autogestion, anarchisme.

INTRODUCTION

Ce mémoire cherche à faire le point sur les concepts d'autodétermination et d'autonomie dans la littérature mexicaine et à intégrer une analyse critique de l'État dans l'étude de la construction de l'autonomie des peuples indigènes. Précisément, ce mémoire s'intéresse aux différentes manières de penser le concept d'autonomie des peuples indigènes, en y apportant une approche critique du rôle de l'État. Le défi est alors de remettre en question la centralité de l'État dans le but de penser une autonomie qui puisse dépasser les modèles traditionnellement étato-centristes. Il s'agit de chercher à dépasser la limite conceptuelle qui présume que l'autonomie doit découler d'une concession de l'État et qu'elle ne peut naître et se consolider sous la forme d'un projet autonome. Finalement, pour mettre en contexte cette remise en question de l'État et mieux réfléchir à cette reconceptualisation de la notion d'autonomie, nous avons choisi d'étudier le cas de la Police communautaire et de la Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC) de l'État de Guerrero, au Mexique.

La demande d'autonomie par les peuples indigènes¹ d'Amérique Latine n'est pas une revendication nouvelle. Des luttes de résistance et d'émancipation indigènes se manifestent depuis les conquêtes coloniales espagnole et portugaise lors de l'instauration des États-nations, face aux luttes républicaines et, aujourd'hui, face aux réformes néolibérales, des luttes de résistance et d'émancipation indigènes se manifestent: de Tupac Amaru à Bartolina Sisa, de Jacinto Canek à Emiliano Zapata, du soulèvement zapatistes à la grève de la faim des prisonniers mapuches, les peuples indigènes d'organisent et revendiquent leurs droits.

¹ On choisit délibérément, dans ce mémoire, d'utiliser le terme « indigène » plutôt que celui d'« autochtone » en raison, premièrement, du construit social qui l'accompagne en se basant sur la définition d'indigène de Rodolfo Stavenhagen (1991), devenu un terme à travers lequel on reconnaît les distinctions culturelles et sociologiques et qui, à de nombreuses occasions, s'est aussi converti en un appel symbolique à la lutte pour la résistance, la défense des droits humains et la transformation de la société; et deuxièmement, de sa proximité linguistique avec le terme « *indígena* » communément utilisé en langue espagnole.

Historiquement, ces luttes émancipatrices ont pris diverses formes : rébellions, luttes armées, participation indigène aux luttes d'indépendance, guérillas, participation électorale, ou mobilisation de l'opinion publique internationale. Toutefois, l'approche contemporaine de défense des droits s'est imposée comme cadre dominant et la revendication de l'autodétermination est de plus en plus perçue comme une lutte politico-juridique pour la reconnaissance étatique.

Depuis la fin des années quatre-vingt et l'adoption de la Convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du travail (OIT) en 1989², les enjeux relatifs aux peuples indigènes ont gagné en visibilité et reconnaissance, devenant un sujet d'actualité et d'intérêt particulier en droit international, tout comme dans les domaines de la science politique, de l'anthropologie et de la sociologie. Ces gains semblent toutefois mitigés par les effets négatifs qu'entraîne l'ouverture du front de la défense de droits : les revendications des peuples indigènes en faveur de l'autonomie se transforment en revendication pour le respect de droits bafoués et l'approche légale est priorisée, souvent au détriment de la construction de mouvements autonomes et d'initiatives indépendantes de l'État, comme peuvent l'être des projets autogérés ou des auto-gouvernements locaux. Ainsi, bien que des instruments, comme la Convention 169 et la plus récente *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*³ adoptée en 2007, reconnaissent les droits des peuples indigènes comme des droits humains et des droits naturels, leur reconnaissance –et leur respect subséquent– se heurte à l'intransigeance des États, particulièrement aux États confrontés à des luttes de libération nationale ou des revendications territoriales ou relatives à la propriété et au contrôle des ressources naturelles. On peut alors constater que l'insertion des revendications indigènes dans le cadre juridique international (comme revendications pour des droits reconnus par des instruments internationaux) amène les peuples indigènes à transposer leur champ de bataille dans l'arène juridique. Ce déplacement permet l'usage de nouvelles stratégies de lutte et de nouveaux instruments –surtout juridiques–, mais entraîne également une tendance à réduire

² La Convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du travail (OIT) est entrée en vigueur le 5 septembre 1991 et a antérieurement été ratifiée par le Mexique le 5 septembre 1990. Le texte complet est disponible en ligne à : <http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/convdf.pl?C169>

³ Adoptée le 13 septembre 2007, le texte complet de la déclaration est disponible en ligne à : <http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/fr/drip.html>

l'autodétermination à un droit *octroyé* aux peuples indigènes par l'État et donc nécessairement soumis à la volonté étatique.

Dès lors, les contradictions s'imposent. La prémisse de la reconnaissance étatique n'étant que rarement questionnée, l'exercice de l'autodétermination des peuples indigènes reste sujet à des limites qui vont à l'encontre de sa nature même : les structures sociopolitiques indigènes précèdent l'avènement de l'État-nation. Il apparaît alors, dans la littérature dominante, une difficulté conceptuelle à repenser l'autonomie des peuples indigènes à l'extérieur du carcan de l'État alors que, fondamentalement, leur autonomie présume des relations sociales, économiques, politiques et juridiques antérieures à l'État moderne. L'État est donc considéré comme une prémisse incontestable alors que l'histoire et les structures traditionnelles indigènes constituent un des meilleurs exemples pour repenser et débattre de l'émergence de structures extérieures à l'État.

Orientations théoriques et conceptuelles

L'objectif de ce mémoire est de présenter une perspective critique du rôle de l'État dans la construction de l'autonomie indigène. Cette perspective permet la remise en question de concepts souvent pris pour acquis dans le domaine de la science politique. Pour restreindre le champ d'étude et le mettre en contexte avec la réalité qui nous intéresse, soit une étude de cas provenant du Mexique, nous avons délibérément choisi de privilégier la littérature savante mexicaine, en faisant référence de manière assez ciblée à la littérature latino-américaine⁴. Nous avons aussi choisi de nous concentrer sur le contexte mexicain et de ne pas traiter des nouveaux modèles constitutionnels d'autonomie tels qu'on peut les étudier en Bolivie, considérant qu'ils mériteraient –et jouissent- d'une analyse qui leur est propre. Les auteurs latino-américains présentés dans ce mémoire le seront en fonction de la pertinence quant à

⁴ Dans les dernières années, la portée de la reconnaissance constitutionnelle de l'autonomie des peuples indigènes s'est redéfinie, particulièrement avec l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution bolivienne en février 2009. L'expérience de l'Assemblée constituante et de l'adoption référendaire est exemplaire, mais nous avons délibérément choisi de ne pas en traiter dans ce mémoire. Nous nous sommes plutôt concentrés sur les approches relatives à l'autonomie élaborées ou discutées spécifiquement au Mexique, en utilisant sporadiquement des auteurs latino-américains pour renchérir un point quant à ces approches. Ce traitement sélectif ne saurait être interprété comme un désintérêt quant à l'importance du modèle bolivien, mais plutôt simplement un choix pour se concentrer sur la réalité entourant l'étude de cas présentée.

l'étude du cas mexicain. En effet, la littérature mexicaine est prolifique sur le sujet de l'autodétermination des peuples indigènes et un effort intellectuel critique semble tout à propos pour présenter cette littérature, grandement méconnue au Québec, qui cadre avec l'objet d'étude. Pour se faire, nous nous sommes principalement attardés aux trois courants principaux qui se sont développés au Mexique quant à la construction de l'autonomie : l'autonomie régionale, l'autonomie communale et l'autonomie municipale. Nous nous intéressons aussi à un cadre développé par Héctor Díaz-Polanco⁵, anthropologue et sociologue mexicain aujourd'hui considéré comme une des références les plus importantes sur les thèmes de l'autonomie des peuples indigènes, du multiculturalisme et de l'État plurinational.

Bien que la littérature sur l'autodétermination des peuples indigènes soit prolifique, on y note des limites conceptuelles quant à la remise en question du rôle de l'État. En effet, la majorité des approches en science politique, des théories réalistes aux postmodernes en passant par les théories marxistes, maintiennent l'État – bien qu'il puisse être sujet à des transformations comme dans l'approche postmoderne – au centre de l'organisation du politique. Pour questionner la centralité de l'État et soutenir le débat quant à l'autonomie des peuples indigènes, rares sont les approches qui permettent de dépasser les limites étato-centristes de la vision de l'autodétermination comme un processus concédé par l'État. Pour ce faire, il apparaît nécessaire de se tourner vers des approches critiques qui acceptent de remettre en question la centralité de l'État et de réfléchir aux dynamiques internes et externes du pouvoir. Les approches anarchistes acceptent, d'emblée, de remettre en question l'État. Elles rejettent l'idée selon laquelle l'État constitue le pôle central de la légitimité des expressions de l'autonomie politique. L'autonomie n'a plus besoin d'être reconnue par l'État pour se légitimer, elle est plutôt soumise à un processus interne de construction qui lui donne sens et portée.

⁵ Díaz-Polanco représente une voix progressiste, d'allégeance aux théories critiques marxistes et, en ce qui a trait au rôle de l'État, définit les bases de l'approche dominante étato-centriste. Il est considéré, au Mexique et en Amérique Latine, comme un des penseurs du courant dominant sur l'autonomie des peuples indigènes et a su se construire une place de choix comme conseiller des Nations Unies, et des présidents Daniel Ortega (pour la conception du régime d'autonomie pour la Côte Atlantique du Nicaragua) et Evo Morales (pour l'Assemblée constituante et le modèle d'État plurinational). Il est alors des plus enrichissants de partir d'un cadre soutenu par Díaz-Polanco pour questionner la place centrale de l'État dans la reconnaissance de l'autonomie des peuples indigènes.

D'emblée, dans cette étude, une mise en garde théorique et conceptuelle s'impose. La référence aux approches anarchistes ne cherche pas à faire coller l'étiquette anarchiste à des pratiques indigènes. Au contraire, l'on cherche plutôt à réfléchir de façon critique aux enjeux qu'illuminent ces théories. Il s'agit donc de se référer à des théories critiques qui offrent une diversité de concepts pour analyser les structures de pouvoir à l'extérieur de la sphère étatique et pour repenser le rôle de l'État. Les approches anarchistes ouvrent la porte à la reconceptualisation de l'autonomie dans une perspective d'autogestion et laisse entrevoir un cadre permettant d'analyser la construction de l'autonomie comme un projet autonome ne découlant pas de l'octroi ou de la reconnaissance de l'État. L'objectif est donc de repenser l'autonomie sans se réduire à la prémisse de la centralité de l'État.

Démarche méthodologique

Ce mémoire ne vise pas à appliquer une théorie à un cas particulier et donc à confirmer ou infirmer une hypothèse formelle. À partir d'un cas réel exploré par une étude de terrain exhaustive, ce mémoire cherche à présenter un argument central. Nous tentons de défendre la thèse centrale selon laquelle que les approches étato-centriques ne permettent pas de rendre adéquatement compte de la complexité de la construction de l'autonomie des peuples indigènes comme un processus en rupture de l'État. En effet, l'étude de cas démontre que la construction de l'autonomie implique plutôt le recours à un discours de défense de droits tout comme la pratique d'une autogestion semblable à ce que présente les auteurs anarchistes.

La méthode inductive se prête particulièrement bien à cette étude de cas qui vise à comprendre sans imposer une théorie préétablie et à partir du singulier et du concret pour arriver à des considérations plus abstraites et théoriques. Face à plusieurs courants au Mexique qui ont cherché à quantifier le degré d'autonomie de certaines initiatives autonomes ou à promouvoir des modèles d'autonomie⁶, ce mémoire cherche plutôt à stimuler la réflexion critique quant à la place de l'État dans le processus de reconnaissance et

⁶ On peut penser, entre autres, à l'initiative *Latautonomy* financé par la Commission Européenne qui vise à identifier des paramètres pour favoriser des sociétés conviviales multiculturelles. Le projet est disponible en ligne à : <http://www.latautonomy.org>

construction de l'autonomie des peuples indigènes en réalisant une analyse qualitative et non expérimentale qui vise à établir des parallèles et à faire naître des pistes de réflexion plutôt que de théoriser sur un degré superficiel d'accomplissement de l'autonomie.

Le mode de recherche inductif permet de cumuler les méthodes d'analyse et d'entrevoir l'objet de recherche sous plusieurs angles, en reconnaissant la diversité théorique qui peut favoriser l'interprétation et la compréhension d'un objet. Le cadre d'analyse ne correspond donc pas à une seule théorie. Il allie plutôt des prémisses propres à deux concepts: l'autodétermination et l'autogestion. L'analyse mise de l'avant dans les deux premiers chapitres nous permet de consolider un bagage théorique en faisant appel aux cadres théoriques développés, d'une part, par Diaz-Polanco et, d'autre part, par les approches anarchistes. De cette façon, ce mémoire bénéficiera de bases théoriques permettant, dans les troisième et quatrième chapitres, d'analyser la relation de la Police communautaire et de la Coordination régionale des autorités communautaires (PC-CRAC) avec l'État.

Étude de terrain

Cette étude de cas n'aurait été possible sans une présence importante sur le terrain. Cette étude terrain s'est déroulée en plusieurs phases d'observation, d'observation participante, de collecte de documents internes et de journaux locaux. La première phase de débroussaillage, d'une durée de quatre semaines, a eu lieu à l'été 2006. Il s'agissait alors d'un séjour d'observation pour établir des contacts dans l'organisation de la PC-CRAC, comprendre ses mécanismes internes et me familiariser avec la réalité des communautés de la région de la Costa-Montaña de Guerrero.

La deuxième phase, d'une durée de 20 semaines, a eu lieu de mai à septembre 2007 (18 semaines) et en novembre 2007 (deux semaines dans le cadre des célébrations du 12^e anniversaire de la Police communautaire). Cette phase a mené à une observation participante des travaux de la PC-CRAC, à l'accompagnement de la Commission juridique lors de ses

travaux d'enquête, à la participation aux activités de la Figure juridique⁷, dont la mise en place d'un projet de médias alternatifs avec des jeunes de la région, à l'observation des assemblées communautaires et régionales et à un certain soutien au développement logistique et administratif de l'organisation (entre autres par des cours d'introduction à l'utilisation de l'ordinateur, au traitement de texte et à la création de fichiers Excel pour le recensement des armes à feu). Ayant initialement élaboré un questionnaire d'entrevue pour ma recherche de terrain, j'en ai rapidement constaté les limites et l'inefficacité. Lors des brèves entrevues formelles que j'ai tenté de réaliser, les personnes *interviewées* semblaient mal à l'aise avec le formalisme de la démarche. Leurs réponses étaient brèves et incomplètes. J'ai donc décidé de laisser tomber les entrevues formelles pour me concentrer davantage sur les discussions informelles. Ayant été présentée à l'organisation par des personnes proches de celle-ci et connues dans la région et m'impliquant dans les tâches quotidiennes, j'ai su gagner la confiance des membres de la PC-CRAC pour ainsi pouvoir assister à de nombreuses rencontres formelles et informelles. Pour me détacher un peu de la figure de chercheure, j'ai choisi de faire des comptes-rendus de mes discussions lors de mes moments libres ou en soirée, plutôt que de se soumettre mes interlocuteurs à la prise de notes. Je suis convaincue que cette dynamique, bien que méthodologiquement moins formelle, m'a permis d'avoir accès à des informations auxquelles je n'aurais jamais eu accès sans cette approche informelle. De plus, quant à certains aspects plus litigieux (dont les déchirements idéologiques entre certaines tendances à l'interne ou la « cohabitation pacifique » avec des groupes armés dans certaines parties de la région), il m'apparaît évident de conclure que je n'aurais eu accès à ces informations sensibles à travers des entrevues formelles et que je n'aurais ainsi pu avoir un portrait global des relations de la PC-CRAC avec l'État et les autorités/pouvoirs divers au sein de la région.

Lors de cette phase d'observation participative, j'ai également pu consulter les documents internes (principalement les procès-verbaux d'assemblées régionales, le règlement interne, les documents constitutifs, des rapports d'enquête et de décision des commissaires, des convocations pour la nomination des policiers et commissaires, des sommations ou

⁷ La mission de cette instance de la PC-CRAC est détaillée dans la section 3.3.2 du mémoire sur les structures de l'organisation.

demandes de rencontre entre la PC-CRAC et les autorités étatiques et les registres d'armes). J'ai également pu consulter les journaux locaux, ce qui m'a permis de mieux connaître la perception de la PC-CRAC parmi les citoyens de la région tout en ayant accès aux déclarations des autorités dans les médias.

Finalement, en janvier 2008, j'ai choisi d'occuper un poste au sein d'une organisation non-gouvernementale, la *Due Process of Law Foundation*. Cette organisation, basée à Washington, DC et spécialisée sur les enjeux de transparence judiciaire et d'accès à la justice, m'a permis de continuer à travailler au Mexique dans l'État de Guerrero (cette priorité régionale avait été établie avant mon arrivée) en portant une attention particulière à la situation des défenseurs de droits humains. J'ai donc eu l'opportunité de visiter la région à plusieurs reprises en 2008, 2009 et 2010 et d'ainsi me maintenir au courant des développements au sein de la Police communautaire. J'ai également pu travailler concrètement sur le problème de criminalisation des membres de la PC-CRAC dans le cadre de cet emploi.

Structure

Les deux premiers chapitres de ce mémoire serviront de guide théorique sur la construction de l'autonomie des peuples indigènes. Il s'agira de s'attarder à l'évolution du concept d'autonomie et de ses multiples formes conceptuelles. Les premier et deuxième chapitres mettront en contraste la perspective institutionnelle de reconnaissance par l'État du droit des peuples indigènes à l'autodétermination, dans un premier chapitre, et la perspective anarchiste de l'autogestion, dans le second chapitre.

Le troisième chapitre permettra de concilier l'analyse théorique à l'étude d'un cas pratique et de présenter l'initiative de la Police communautaire et de la Coordination régional des autorités communautaires (CRAC) de l'État de Guerrero, dans le sud du Mexique. L'objectif sera de décrire et de comprendre un cas concret de construction de l'autonomie.

Un quatrième chapitre présentera une analyse critique d'après une lecture anarchiste de certains aspects de la police communautaire et de la CRAC, soit son usage de la démocratie directe, les fondements de la justice exercée, la participation des femmes, les projets autonomes développés par le système communautaire et leurs relations avec l'État dans un contexte de criminalisation et cooptation. Cette analyse permettra de mettre en relief la complexité de la relation de la Police communautaire et de la CRAC avec l'État.

Finalement, en guise de conclusion nous verrons l'utilité d'avoir recours au concept d'anarcho-indigénisme, qui n'est pas utilisé de manière générale ni par les anarchistes ni par les peuples indigènes au Mexique et qui naît plutôt au Canada, pour définir les pratiques étudiées tout au long de ce mémoire.

CHAPITRE I

L'AUTODÉTERMINATION ET L'AUTONOMIE DES PEUPLES INDIGÈNES DANS LA LITTÉRATURE MEXICAINE

Les peuples autochtones, dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont le droit d'être autonomes et de s'administrer eux-mêmes pour tout ce qui touche à leurs affaires intérieures et locales, ainsi que de disposer des moyens de financer leurs activités autonomes.⁸

On entend par autodétermination le droit inaliénable qu'ont les peuples indigènes de décider librement de leur développement -politique, économique, social, religieux et culturel- et par autonomie le régime par lequel ces peuples choisissent d'exercer leur autodétermination. L'autonomie des peuples indigènes a commencé à être abordée de manière plus importante dans la littérature latino-américaine en sciences sociales latino-américaine au début des années 1990, alors qu'une série de facteurs –dont la consolidation des revendications identitaires des années 1970, l'adoption de la Convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en 1989, la contre-célébration des cinq cents ans de la colonisation en 1992, et le soulèvement zapatiste de 1994– mettait en lumière une oppression qui durait depuis un demi millénaire et en faisait, dorénavant, un sujet d'actualité. La littérature abordant les enjeux touchant les peuples indigènes a joui, dans les deux dernières décennies, d'une grande visibilité et a cherché, entre autres, à établir les bases conceptuelles de l'autonomie dans le but de systématiser un outil – ou un régime – par lequel les peuples indigènes pourraient exercer leur droit à l'autodétermination. Plusieurs auteurs ont tenté de définir les prémisses de l'autonomie et ce

⁸ Article 4, *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, en ligne à : http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf

premier chapitre se penche sur une appréciation générale des définitions les plus communément acceptées dans la littérature latino-américaine, en choisissant de se concentrer sur les apports d'auteurs mexicains, pays qui sera, comme on le verra, terre de l'étude de cas analysée postérieurement.

Dès le début des années 1980, les peuples indigènes réunis au sein du Conseil mondial des peuples indigènes (CMPI)⁹, organisation dont le siège était à Ottawa, déclarent qu'être doté de la capacité d'autodétermination signifie que les peuples indigènes ont la faculté de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils peuvent « librement déterminer leur développement politique, économique, social, religieux et culturel »¹⁰. Abstraitement, l'autodétermination¹¹ se définit comme la revendication de s'auto-nommer, de s'auto-définir et de s'auto-reconnaître, le tout fondé dans une identité différenciée. La Déclaration de Quito est également un texte de référence quant à la définition de l'autodétermination. La déclaration émane de la Première Rencontre continentale des peuples indigènes¹² convoquée par la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (CONAIE), l'Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC) et le *South and Meso American Indian Rights Center* basé aux États-Unis, avec l'objectif de fortifier une lutte continentale dans le cadre des célébrations des cinq cents ans de la conquête¹³. La Déclaration reprend l'idée de la faculté des peuples indigènes à disposer d'eux-mêmes et définit l'autodétermination comme la base de la libération des peuples indigènes :

Nous sommes maintenant pleinement conscients que notre libération définitive peut seulement s'exprimer par le plein exercice de notre autodétermination. À travers

⁹ Le Conseil mondial des peuples indigènes a été créé en 1975 pour assurer le progrès social, culturel et politique des peuples indigènes. Il conduit des recherches sur des formes alternatives de développement et sur l'impact des projets nationaux et internationaux sur la vie des peuples indigènes.

¹⁰ *Déclaration de principes sur les droits des peuples autochtones* du Conseil mondial des peuples indigènes (CMPI), ratifiée pour la 4^e Assemblée générale, qui a lieu au Panama, du 23 au 30 septembre 1984, disponible en ligne à : <http://peuples-autochtones.u-bourgogne.fr/d%E9clarations%20autochtones/pawcip.pdf>

¹¹ On retrouve aussi, en langue espagnole, en plus d'« *autodeterminación* » le terme « *libre determinación* », qui sera ici traité comme synonyme d'autodétermination.

¹² La Première Rencontre Continentale des Peuples Indigènes (ou *Primer Encuentro Continental de Pueblos indígenas*) a eu lieu à Quito, en Équateur, du 17 au 21 juillet 1990. La Déclaration de Quito est accessible (en espagnol) en ligne au : www.cumbrecontinentalindigena.org/quito_es.php

¹³ L'initiative de la campagne continentale « 500 ans de résistance indigène, noire et populaire » fut lancée lors d'une rencontre convoquée par des organisations paysannes et indigènes de 17 pays, tenue du 7 au 12 octobre 1989, à Bogota, en Colombie.

l'exercice de notre droit à l'autodétermination, nous, les peuples indiens ou indigènes luttons pour la réussite de notre pleine autonomie dans un cadre national. [L'autonomie implique] le droit que nous avons, les peuples indiens, au contrôle de nos territoires respectifs, incluant le contrôle et la gestion de toutes nos ressources naturelles du sol, du sous-sol et de l'espace aérien, la défense et la conservation de la nature [...], l'équilibre de l'écosystème et la conservation de la vie, [en plus de la constitution démocratique de] nos propres gouvernements (autogouvernements). (Déclaration de Quito, 1990)

Au Mexique, le thème de l'autonomie et de l'autodétermination des peuples indigènes s'est défini, de manière générale, selon trois modèles, l'autonomie régionale, communale et municipale et la réforme constitutionnelle de 2001 a cherché à en enchâsser les prémisses.

1.1 La réforme constitutionnelle de 2001

Au tournant des années 1990, l'autonomie apparaît comme le principal cheval de bataille des peuples indigènes d'Amérique Latine, particulièrement dans le cadre des *festivités* annoncées par plusieurs pays pour célébrer le 500^e anniversaire de la « découverte » de l'Amérique, perçues par les organisations indigènes en plein essor comme une glorification de la conquête. L'autonomie n'est dès lors plus perçue comme une option parmi d'autres, mais bien comme le chemin qui offre le plus de possibilités aux peuples indigènes quant à leur développement politique, économique, culturel et social, pour assurer leur survie et croissance. Le début des années 1990 se démarque aussi par la renaissance d'un mouvement de « re-décolonisation » en Amérique Latine. Au Mexique, ce mouvement s'insère dans un contexte économique qui, depuis la crise de 1982, limite l'implication de l'État dans le maintien de la structure corporatiste et clientéliste qui assurait auparavant un certain ordre social. Le mouvement indigène commence à s'émanciper du mouvement paysan et à formuler ses propres revendications, se convertissant finalement en projet et sujet politiques. Plusieurs organisations indigènes ont ainsi commencé à revendiquer le droit à une citoyenneté différenciée basée sur l'ethnicité. L'indianité devient un concept permettant alors de nouvelles représentations du politique. L'État mexicain se voit donc contraint de moderniser son approche face aux peuples indigènes qui deviennent de plus en plus revendicateurs. Une perspective historique de l'identité indigène au Mexique et l'impact de

l'approche indigéniste qui a prévalu au Mexique, particulièrement sous la « dictature démocratique » du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) sera abordée au troisième chapitre.

Le soulèvement zapatiste de 1994 projette à l'avant-scène ce conflit qui caractérise les relations entre le gouvernement mexicain et plusieurs peuples et organisations indigènes. La date symbolique du 1^{re} janvier 1994 correspond à l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, une nouvelle dynamique d'intégration régionale qui met de l'avant le modèle de développement – économique et social- préconisé par le Mexique depuis le début des réformes néolibérales des années quatre-vingt. La terre, qu'elle soit indigène ou paysanne, sera dorénavant considérée comme une marchandise. La réforme constitutionnelle de l'article 27 de la Constitution mexicaine en 1992 avait déjà incorporé les terres en propriété collective (*ejidos*) au marché légal des sols. Avec l'avènement de l'ALENA ces terres sont ainsi soumises à la logique marchande transnationale.

Après le cessez-le-feu militaire déclaré le 13 janvier 1994, diverses tentatives de négociations s'étendent de 1995 à 1998. La négociation avec l'EZLN est menée par la Commission pour la Concorde y la Pacification (COCOPA), l'organisme médiateur entre l'EZLN et le gouvernement mexicain pour la résolution du conflit au Chiapas. Elles débouchent finalement sur les Accords de San Andrés. Bien que la proposition finale de la COCOPA soit finalement reprise par le président Vicente Fox élu en 2000 à la tête du Parti Action Nationale (PAN), n'ayant pas bénéficié de beaucoup d'appui présidentiel, elle est largement dénaturée par les deux chambres du Congrès mexicain et mène à une loi décevante et insuffisante qui est censée redéfinir les relations de l'État avec les peuples indigènes. (Sarmiento Silva, 2008, p.8) L'initiative de réforme constitutionnelle en matière de droits et culture indigènes devait réformer les articles 4, 26, 53, 73 et 115 de la Constitution mexicaine, mais, bien qu'elle effectue certains changements à ces articles, c'est davantage vers le nouvel article second qu'il faut se tourner pour analyser le cœur de la réforme et la reconnaissance de la nouvelle « composition pluriculturelle » de la nation. (Sarmiento Silva, 2008, p.8)

Le processus de réforme constitutionnelle devait mener à une certaine réconciliation nationale. Toutefois, bien que le droit à l'autonomie des peuples indigènes y soit reconnu, les modifications constitutionnelles ne mentionnent aucune expression territoriale et omettent plusieurs aspects essentiels des revendications indigènes, telle que la reconnaissance de la personnalité juridique des communautés indigènes. De plus, tous les droits octroyés doivent s'exercer dans un cadre qui respecte le pacte fédéral et la souveraineté des états fédérés, et sont soumis aux lois existantes, limitant donc drastiquement la portée de la réforme constitutionnelle. La décentralisation de la reconnaissance des droits des peuples indigènes entraîne aussi des problèmes quant à leur application. Chaque État mexicain peut définir les normes qui encadrent la reconnaissance des communautés indigènes sur son territoire car la mise en place de cadres permettant la pratique de l'autodétermination et de l'autonomie est la responsabilité des constitutions et lois de chaque entité fédérative.

Finalement, l'échec de la voie constitutionnelle pour engendrer une réelle redéfinition des relations entre l'État et les peuples indigènes au Mexique ouvre la porte à l'intérêt de l'étude d'autres initiatives de revendication de l'autodétermination.

1.2 L'autonomie au Mexique : trois courants

Au Mexique, trois courants principaux se sont développés en lien avec la construction de l'autonomie : l'autonomie régionale, l'autonomie communale et l'autonomie municipale (Velasco Cruz, 2003). Les négociations des Accords de San Andrés, tiraillées par ces divers courants, concluent pour leur part, face à l'absence de consensus¹⁴ sur le sujet, que la mise en œuvre de l'autonomie devrait s'établir dans les champs et aux niveaux auxquels les indigènes la revendiquent¹⁵. La réforme constitutionnelle de 2001¹⁶ concède aux peuples indigènes le

¹⁴ Selon Velasco Cruz, dans « *La autonomía indígena en México. Una revisión del debate de las propuestas para su aplicación práctica* », cette absence de consensus s'explique par l'inexistence d'une alternative quant à un modèle unique due à la fragmentation des territoires indigènes, les conditions de pauvreté et de marginalisation et l'absence d'unité politique.

¹⁵ ...« en los ámbitos y niveles en que los propios indígenas la hagan valer ». Le texte des Accords de San Andrés est disponible en ligne à : <http://www.cedoz.org/site/content.php?doc=366&cat=6>.

pouvoir d'exercer leur droit à l'autonomie, mais n'établit aucune modalité pratique quant à son application.

L'autonomie régionale fut le modèle mis de l'avant, principalement, par l'Assemblée nationale indigène plurielle pour l'autonomie (ANIPA), une figure importante du mouvement indigène national fondée en 1995. Elle est une initiative du Front indépendant des peuples indigènes (FIPI) fondé au Chiapas en 1987 et regroupant des organisations régionales indigènes. Le FIPI, et l'ANIPA à partir de 1995, furent parmi les organisations qui impulsèrent, au Mexique, la campagne continentale des « 500 ans de résistance indigène, noire et populaire ». Le modèle de l'autonomie régionale fut aussi appuyé et approfondi par certains intellectuels et universitaires tels que Hector Díaz-Polanco, Gilberto Lopez y Rivas et Aracely Burguete. La proposition de l'autonomie régionale se développa graduellement à travers cinq assemblées nationales en 1995 et 1996 et présente une approche fondamentalement territoriale et pluriethnique, bien que la prise en considération des structures indigènes dans le nord du Mexique implique également la possibilité de régions mono ethniques, comme dans le cas du regroupement des peuples Yaqui dans l'État de Sonora. L'autonomie régionale propose un modèle de base qui regroupe les communautés indigènes et métisses à l'intérieur d'un territoire déterminé où vit une majorité indigène, créant des régions autonomes régies au niveau fédéral. Selon l'ANIPA, ces régions favoriseraient l'unité et l'intégration nationale en encourageant la coexistence harmonieuse entre les composantes socioculturelles et en favorisant la vie démocratique au niveau régional¹⁷. Il s'agit donc de créer un nouveau niveau de compétences politiques situé sous l'autorité fédérale qui permettrait aux peuples indigènes de jouir d'une meilleure représentativité politique au sein des instances gouvernementales.

L'autonomie communale s'est développée en réponse à la proposition de l'autonomie régionale, comme alternative basée sur la reconnaissance de l'autonomie communautaire *de facto*. En effet, les défenseurs de la proposition de l'autonomie communale soutiennent que,

¹⁶ Malgré une demande d'interprétation via un « *recursos de controversia* » soumise par des organisations indigènes des états de Oaxaca, Guerrero et Chiapas, la Cour Suprême a, dans une sentence de septembre 2002, ratifié sans modification la réforme constitutionnelle en matière de culture indigène de 2001.

¹⁷ Mémoire de l'ANIPA intitulé « *Proyecto de decreto para la creación de las regiones autónomas* » dans « *La autonomía de los pueblos indios* », PRD, Cámara de diputados, 56 Legislatura, 1996, p.159.

à cause du haut niveau d'atomisation des peuples indigènes, l'autonomie doit, avant de se projeter dans une structure supérieure, naître au sein de la communauté, celle-ci étant l'espace social principal et la référence centrale en matière de reproduction de la culture et de l'identité indigène. L'autonomie communale prône donc une autonomie construite à partir des communautés pour transformer l'autonomie *de facto* en une autonomie de droit, sans nier que des entités autonomes supérieures puissent se construire, postérieurement, à partir des communautés. Elle prône un projet d'autonomie qui se revendique comme le plus démocratique des trois postures en se construisant à partir de la quotidienneté des peuples indigènes. La proposition d'autonomie communale est largement défendue par des organisations indigènes –surtout *mixes*, *zapotecas* et *mixtecas*– de l'État de Oaxaca et des anthropologues de la région, tel que Adelfo Regino Montes, Floriberto Díaz et Jaime Martínez Luna. Elle trouve un écho favorable au sein du Forum national indigène¹⁸ célébré au Chiapas en 1996 et influence, jusqu'à un certain degré, les Accords de San Andrés qui reconnaissent théoriquement aux communautés indigènes le droit de décider à quels niveaux elles souhaitent faire valoir leur autonomie. Une majorité au sein du Congrès national indigène¹⁹ prône également ce modèle de référence et en fait une des propositions les plus largement discutées lors du processus de réforme constitutionnelle finalement adopté en 2001.

L'autonomie municipale postule pour sa part que l'autonomie se construit un niveau intermédiaire entre la communauté et la région. Le modèle municipal se montre particulièrement critique vis-à-vis l'autonomie régionale et considère que la régionalisation pourrait drastiquement altérer les systèmes politiques locaux tout en augmentant le factionnalisme, les tensions interethniques, la compétition pour les ressources et la confrontation culturelle (Bartolomé, 1995, p.375). À l'opposé, le modèle communal nierait les aspirations associatives à l'extérieur de la communauté limitant l'intégration horizontale entre les communautés indigènes alors que, comme le souligne Barabas, il existe de profonds

¹⁸ Forum national indigène (*Foro Nacional Indígena*) célébré à San Cristobal de Las Casas, Chiapas, en janvier 1996.

¹⁹ Le Congrès national indigène (*Congreso Nacional Indígena*) fut fondé suivant un accord du Forum national indigène convoqué par l'EZLN tenu du 4 au 8 janvier 1996 et qui regroupa à plus de 300 représentants et représentantes indigènes de 35 peuples indigènes du Mexique. Le CNI fut plus particulièrement actif de 1996 à 2003 quoiqu'il existe officiellement toujours aujourd'hui comme plateforme de luttes indigènes.

liens historiques, linguistiques, géographiques et cognitifs qui unissent les communautés entre elles en entités supérieures. La proposition municipale valorise donc les réseaux intercommunautaires, ethnoculturels dans une majorité des cas, basés sur des affinités communes. De plus, le modèle municipal prend forme à partir d'une structure politique préexistante mais post-coloniale, les municipalités, cherchant à élargir leur champ de compétence.

Peu importe le modèle préconisé – régional, communal ou municipal –, l'autodétermination doit s'insérer dans un cadre soutenu par quatre revendications, tel que défini par Díaz-Polanco comme: 1) la conquête d'un régime d'autonomie, 2) le contrôle d'un territoire, 3) une démocratisation se faisant par des modifications de fond à l'organisation de l'État pour permettre la formation d'autogouvernements indigènes dans le cadre national et 4) une nouvelle distribution du pouvoir menant à la création de ces auto-gouvernements. Ces quatre piliers sont essentiels à l'exercice de l'autodétermination. En utilisant cette typologie des quatre revendications fondamentales, nous nous attarderons à approfondir le concept d'autodétermination et les conditions nécessaires à son application tel que mis de l'avant dans la littérature mexicaine.

1.3 La conquête d'un régime d'autonomie

De prime abord, il est important de distinguer les concepts d'*autodétermination* et d'*autonomie*. L'autodétermination se réfère principalement à la capacité de régulation et à l'exercice de sa propre détermination et implique l'autosuffisance nécessaire pour exercer le pouvoir avec ses propres ressources et son propre personnel. Concrètement, l'autonomie peut être considérée comme le système par lequel les groupes socioculturels exercent leur droit à l'autodétermination. L'autonomie devient un outil, voire un régime ou un cadre normatif, permettant d'exercer l'autodétermination.

Il est possible de penser l'autonomie sous deux angles. D'un côté, on présente l'autonomie comme un *laissez-faire*. L'autonomie est « une permission plus ou moins ample

pour que les groupes ethniques s'occupent de leurs propres affaires ou pour qu'ils maintiennent leurs us et coutumes ». (Díaz-Polanco, 1991, s.p.) De l'autre, l'autonomie représente davantage que ce simple *laissez-faire*, il s'agit plutôt de la construction d'un « régime politico-juridique consensuel et non simplement concédé qui implique la création d'une véritable collectivité politique au sein de la société nationale ». (Díaz-Polanco, 1991, s.p.) Ces notions ouvrent ensuite la porte à une pluralité de manières de conceptualiser l'autonomie. En effet, Bartolomé met en garde contre l'imposition d'un modèle unique de restructuration des relations entre les États et les peuples indigènes pour éviter de courir le risque de réitérer les impositions d'un ordre politique externe sur les sociétés alternatives à l'État. Les peuples indigènes devraient ainsi être les moteurs de la redéfinition des modèles d'autonomie.

Pour comprendre le contexte de la construction de l'autonomie des peuples indigènes, il est essentiel de considérer que cette construction contemporaine se base sur une autonomie *de facto* déjà établie et pratiquée par ceux-ci. Cette forme d'autonomie *de facto* se rapporte aux formes de gouvernements traditionnels, aux us et coutumes et à l'impartition de la justice selon le droit coutumier indigène. En effet, la conquête et la colonisation n'ont pas réussi à supprimer les structures sociopolitiques de plusieurs peuples indigènes et ces mêmes peuples continuent aujourd'hui à maintenir une certaine forme d'autonomie, bien que souvent précaire et non reconnue juridiquement. Les modes d'organisation historiques sont encore présents dans plusieurs régions. La construction de l'autonomie contemporaine utilise ainsi comme pierre d'assise des formes d'organisation indigènes qui se rapportent à une gestion interne autonome historique. Les systèmes de charges (« *sistemas de cargos* »), l'impartition interne de justice, la propriété communale de la terre et les systèmes d'organisation sociale et politique dans lesquels les conseils d'anciens (« *ancianos* ») occupent des responsabilités prééminentes servent de base à la construction de l'autonomie contemporaine.

Ces formes d'organisations indigènes ne suivent pas les mêmes règles de séparation des pouvoirs que l'État moderne d'importation européenne : la représentation politique (l'exécutif), la création de normes (le législatif) et l'impartition de la justice (le judiciaire) sont intrinsèquement et inséparablement liées. Le concept d'autonomie doit donc être abordé

en y voyant une totalité multidimensionnelle et l'autonomie doit être reconnue et exercée intégralement. L'autonomie « implique un noyau de pouvoirs et contenus politiques, économiques, sociaux (religieux et culturels) et juridiques dont doivent jouir les communautés autochtones au Mexique ». (Covarrubias, 2004, p.385) Il est impossible de séparer l'autonomie politique de l'économique, ni du juridique, ces trois aspects constituant un « trinôme indissociable ». Selon Díaz-Polanco, c'est donc pourquoi l'autonomie découlant du droit à l'autodétermination doit chercher à créer pour les peuples indigènes un statut sociopolitique, économique et juridique dans le cadre de la nation mexicaine.

Finalement, la conquête d'un régime d'autonomie est également un processus d'autonomisation (*empowerment*) et ne devrait pas seulement être un exercice de l'État visant à promouvoir –ou imposer– une structure étatique multiculturelle. L'autonomie en tant que telle implique une prise de pouvoir des sujets autonomistes et le processus de construction apparaît également comme une manière pour les peuples indigènes de développer tant leurs demandes et revendications que leurs structures organisationnelles. Pour Díaz-Polanco ce processus d'*empowerment* permet aussi aux peuples indigènes d'obtenir le pouvoir indispensable pour se convertir pleinement en citoyens.

1.4 Le contrôle du territoire et des ressources

Le contrôle du territoire est devenu une des pierres d'assise des peuples indigènes dans leurs luttes pour l'autonomie. Pour Bartolomé, la territorialité s'est convertie en un enjeu majeur à travers la revendication d'espaces autonomes pour les groupes ethniques permettant leur reproduction culturelle, économique et organisationnelle, en accord avec leurs projets collectifs. Il est toutefois important de considérer la territorialité comme un processus arbitraire, comme un instrument et non comme une revendication en tant que telle, car « toute régionalisation est une forme arbitraire de recouper l'espace qui dépend des critères utilisés pour sa démarcations ». (Barabas, 2005, p.151) Les conséquences de la *re-territorialisation* dépendent donc des acteurs l'effectuant. La territorialité devrait donc être considérée comme une base fondamentale permettant d'amplifier le développement de l'autonomie, pouvant

devenir le pilier même sur lequel elle se forme ou permettant plutôt de créer un nouvel espace pour construire une autonomie se basant sur d'autres enjeux (tels que la langue, l'identité ethnique et culturelle, etc.). Peu importe le modèle préconisé, la territorialité est un pilier central de la construction de l'autonomie, que celle-ci implique la création de nouvelles régions territoriales indigènes, la valorisation de l'espace communautaire ou le recours au découpage municipal.

Le contrôle territorial est au centre des revendications indigènes. Cela s'explique notamment par la relation que les peuples indigènes entretiennent avec la terre et le territoire. D'emblée, tout pouvoir politique doit être situé dans le temps et dans l'espace et son exercice est par définition confiné et exclusif, toutefois dans le cas de l'autonomie des peuples indigènes, la territorialité peut devenir un élément central de l'autonomie pour la relation identitaire particulière des peuples indigènes avec la terre. La propriété commune des terres est considérée comme un élément central de l'organisation communautaire. Alors que le droit perçoit le territoire comme étant détaché de la « machinerie sociale », plusieurs auteurs défendent le fait que les peuples indigènes conçoivent plutôt que le territoire n'existe pas en soi-même comme un espace physique formalisé en termes juridiques, sinon qu'il est comprimé en une structure sociale. (Patz, 2000, p.292) Pour les peuples indigènes, le territoire est donc intrinsèquement lié à la gestion sociale et à l'organisation politique.

Concrètement, la demande pour le contrôle du territoire est également et intimement liée au contrôle des ressources naturelles, lui donnant ainsi une connotation tant territoriale qu'économique. En effet, l'exploitation des ressources naturelles représente tant un maintien des formes traditionnelles de savoir qu'un développement de perspectives économiques permettant l'implantation de projets autonomes durables. L'organisation communale dépend donc, pour sa reproduction autonome, du contrôle des ressources naturelles. Il est essentiel de considérer les aspects économiques des revendications fondées sur la gestion du territoire et des ressources naturelles et sur l'autosubsistance. L'aspect économique souvent délaissé est toutefois à la base d'une construction autonomiste durable car il est particulièrement difficile de construire une autonomie politique qui n'envisage aucun niveau d'autosuffisance économique. Toutefois, Bartolomé considère que l'autonomie en elle-même n'est pas

nécessairement un gage d'amélioration économique significative pour les communautés indigènes autonomes car il juge que, dans le contexte de son insertion dans un contexte national plus large les autonomies sont «sujettes aux mêmes logiques politiques néolibérales que le reste de la population ». Elles se constituent toutefois en des « espaces propices à la reproduction culturelle et une gestion plus adéquates de ses propres ressources ». (Bartolomé, 2005, p.146)

1.5 Processus de démocratisation

Pour que le droit à l'autodétermination puisse être opérationnel, une restructuration de l'organisation de l'État est impérative pour soutenir le processus de démocratisation requis. Ces modifications de fond à l'organisation de l'État nécessaire à la formation d'autogouvernements indigènes dans le cadre national devraient s'effectuer de manière démocratique et participative. En effet, la participation de chaque groupe indigène dans la définition du modèle d'articulation politique qu'il considère le plus efficace pour établir de nouvelles relations avec la société globale est essentielle. Il ne s'agit pas de définir *a priori* un système ou un modèle, mais plutôt de permettre qu'il s'établisse suivant les aspirations historiques des peuples indigènes concernés. Toutefois, cette redéfinition est préconisée comme une collaboration entre les peuples indigènes et l'État. Comme le souligne Díaz-Polanco, « il est fondamental d'accepter que toute réorganisation géopolitique touchant à la configuration d'autonomies ethniques doit être conçue par les intéressés en articulation avec l'État ». (Díaz-Polanco, 1991, p.152)

Ce processus démocratique qui cherche à ouvrir un espace pour l'expression de l'autonomie indigène implique une construction bipartite émanant d'un compromis, d'une négociation ou d'un consensus. Pour permettre une telle réorganisation géopolitique, l'État devrait accepter de déléguer certains de ces pouvoirs tandis que les peuples indigènes devraient accepter que la définition de leur articulation avec l'État ne soit pas unilatérale. Ce discours sur l'autonomie des peuples indigènes place ainsi la reconnaissance de l'État au centre des revendications indigènes. L'autonomie ne prendrait forme qu'à travers sa

conformation comme partie intégrante de la vie politico-juridique de l'État. Elle devrait « non seulement satisfaire aux intérêts et aspirations des communautés partielles, sinon chercher à assurer une intégration adéquate de la société nationale ». (Díaz-Polanco, 1991, p.153) Du point de vue politico-juridique, l'autonomie met en exergue le rôle de l'État comme gestionnaire des intérêts communs et pluriels.

Aussi, bien que les peuples indigènes soutiennent qu'il n'en revient pas à l'État de statuer sur leur incorporation au sein de celui-ci – cette décision leur revenant –, l'autonomie n'impliquerait pas l'indépendance, la souveraineté ou la liberté absolue, mais plutôt une redéfinition de leur incorporation au sein de l'État. La revendication d'autonomie des peuples indigènes n'est pas présentée comme une demande séparatiste ou un désir de retourner à « l'état de nature » indigène, il s'agirait plutôt de créer de nouvelles régions ou communautés autonomes à l'intérieur du cadre de l'État, basées sur des fondements ethnoculturels puisant leur légitimité de leur histoire et de leur capacité à reconstruire un imaginaire collectif qui définit une identité sociale et culturelle autonome.

Pour consolider la restructuration de l'organisation de l'État, le contenu de l'autonomie devrait être défini et protégé à l'intérieur du cadre constitutionnel. Les modifications de fond à l'organisation de l'État sont donc intimement liées à la reconnaissance juridique, l'État établissant le cadre juridique dans lequel s'insère la reconnaissance des droits des peuples indigènes. La reconnaissance constitutionnelle constitue par conséquent une sphère importante de la reconnaissance étatique. L'autonomie doit s'établir en lui définissant un rang constitutionnel et en adoptant – avec la participation des peuples qui en seront les sujets – son statut, soit à travers une loi constitutionnelle, une loi organique ou une loi ordinaire, qui aménagera ses droits, son territoire, ses compétences et ses organes politico-administratifs pour que la collectivité politique formée puisse réguler sa vie interne à l'intérieur de paramètres constitutionnels et légaux définis. (Díaz-Polanco, 1991, p.168-169) Toutefois, nous constatons en faisant une radiographie des différentes reconnaissances constitutionnelles en Amérique latine que les États y reconnaissent au mieux le droit à la culture, à la langue et aux pratiques religieuses. En est exclue, dans la majorité des cas, la reconnaissance aux droits territoriaux et aux ressources naturelles.

Quant à leur application, c'est sur cet aspect du processus de démocratisation que les trois principaux modèles d'autonomie diffèrent le plus substantiellement. Pour l'autonomie régionale, la restructuration de l'État devrait s'opérer par l'adoption d'une loi sur l'autonomie (« *Ley de autonomia* »), qui instaurerait de nouvelles régions politiques permettant une meilleure représentativité politique des peuples indigènes par l'élection de députés indigènes dans les assemblées législatives des États. Ces réformes constitutionnelles nécessaires à l'adoption subséquente de lois spéciales nécessiteraient beaucoup de volonté politique des partis au pouvoir. Le modèle communal n'implique pour sa part pas autant de réformes constitutionnelles puisqu'il valorise la structure communautaire préexistante. Il promeut ainsi une reconnaissance de la communauté sur le plan politique, juridique et économique, exhorte l'articulation des communautés avec les municipalités et les organisations indigènes de la société civile et encourage les relations intra et inter-étatiques avec d'autres peuples indigènes du Mexique. L'autonomie communale semble être moins dépendante des réformes constitutionnelles alors qu'elle se focalise sur des processus de démocratisation internes aux communautés, tels que la revitalisation et la reconnaissance morale du travail volontaire à la base de l'organisation politique des communautés. Quant à elle, l'autonomie municipale ne redéfinit pas considérablement les structures politiques de l'État et implique plutôt une définition de nouveaux réseaux. Finalement, l'autonomie municipale, prend forme à partir de la municipalité, le noyau de l'organisation fédérale constitutionnellement reconnue. En effet, les municipalités sont les entités dotées de compétences politiques et territoriales reconnues dans la Constitution mexicaine et jouissent d'un haut niveau d'autonomie quant à la gestion budgétaire, sécuritaire et de services.

Le processus de démocratisation permettant la réorganisation de l'État n'est pas qu'un processus politique. Bien que soumis à la volonté politique, ce processus semble s'effectuer aussi sur le terrain juridique par la promotion de réformes constitutionnelles visant à enchâsser le droit des peuples indigènes à l'autodétermination dans la constitution. Certains critiquent néanmoins cette stratégie juridique au détriment de l'approche politique affirmant que

quant au thème indigène en Amérique Latine, les États ont mené [les peuples indigènes] sur le mauvais chemin, ont mené tout le processus aux tribunaux, ont imposé la *judiciarisation* du conflit indigène, mais il s'agit plutôt d'un conflit politique, et dans la mesure où il n'existe pas de mécanismes flexibles et de politiques flexibles qui puissent résoudre la situation État-peuples indigènes, la solution sera impossible. (Nain, 2005, p.268)

En effet, quant à son application concrète, la réforme constitutionnelle mexicaine semble avoir créé un cadre juridique et normatif reconnaissant un certain degré d'autonomie des peuples indigènes, mais devant l'absence de véritable volonté politique, la réforme semble incapable de susciter les changements structurels nécessaires à la restructuration de l'organisation de l'État.

1.6 Une nouvelle distribution du pouvoir menant à la création d'autogouvernements

La création d'autogouvernements implique un processus proactif de la part de l'État pour implanter un système à travers duquel les peuples indigènes peuvent activement user de leur droit à l'autodétermination. L'autodétermination en appelle ainsi à une nouvelle articulation sociale basée sur un processus de restitution. Pour ce faire, il est essentiel de reconnaître que l'autonomie et l'autodétermination sont des processus historiques qui ont été rompus avec la colonisation et la relation État/peuples indigènes ne peut se normaliser qu'à partir de la restitution à chaque peuple de ses droits fondamentaux, c'est-à-dire que, selon Nain, l'autodétermination est la base fondamentale pour garantir une nouvelle relation entre l'État et les peuples indigènes. (Nain, 2005, p.266) L'autodétermination est alors interprétée comme un droit que les États ont retiré aux peuples indigènes. Cette vision de Nain semble un peu simpliste alors qu'elle exclut d'emblée l'histoire des formes pré-coloniales de conquête et de subjugation que certains peuples indigènes ont exercées sur d'autres peuples indigènes, comme, par exemple, les conquêtes de l'empire aztèques et la domination de la Triple alliance mésoaméricaine. Il va sans dire que les relations inter-nations ou inter-peuples indigènes étaient soumises à des dynamiques de pouvoir et parfois de domination à l'époque pré-coloniale et une idéalisation des dynamiques pré-coloniales n'avantagerait pas notre sujet d'étude. Toutefois la conquête espagnole et la mise en place d'un État-Nation ont

institutionnalisé un cadre rigide de domination auquel la création d'autogouvernements tente de répondre.

Le discours sur l'autodétermination ne doit pas se maintenir au niveau déclaratoire : sans réparation et restitution des terres et territoires et des ressources naturelles du sol et du sous-sol, la confrontation entre les États et les peuples indigènes perdurera. L'autonomie devrait impliquer dès lors une redéfinition des relations de pouvoir car elle ne peut s'épanouir « au sein de relations de subordination parce que son exercice se réalise non seulement à l'intérieur d'entités autonomes, sinon aussi dans l'articulation des entités autonomes entre elles et avec l'État », ce qui laisse supposer la création de nouvelles formes d'articulation soutenues par le respect des droits des peuples indigènes. (Barabas, 2005, p.165) L'autonomie n'équivaut pas à une ségrégation, mais à de nouvelles modalités d'articulation sociale plus égalitaires que les actuelles. Il ne s'agit pas non plus de simplement restructurer le système national pour en arriver à une répartition plus égale : il s'agit plutôt de mettre en place un ensemble de nouvelles relations pour établir une *asymétrie positive*²⁰ soutenant l'égalité à travers la reconnaissance de la pluralité. Il ne suffit donc pas simplement de reconnaître les mêmes droits aux différents groupes socioculturels, mais bien de mettre en place des mécanismes reconnaissant des droits collectifs assurant le maintien de ces groupes. L'autonomie devrait même permettre que, au moins durant une phase déterminée, les moins favorisés reçoivent non pas autant mais davantage, par la mise en place de droits spéciaux ou de budgets dédiés, par exemple.

Concrètement, la réflexion sur la place des peuples indigènes au Mexique doit mener à une reconsidération de la société mexicaine comme entité, prenant en considération que les peuples indigènes du Mexique ont été maintenus – ou se sont maintenus – comme des populations différenciées du reste de la société, séparées par des frontières tant culturelles que de classe. De plus, cette réflexion doit être un effort d'ouverture à l'autre et ne saurait se « limiter à remettre en question la conception que nous avons de lui dans le cadre restrictif du dialogue avec nous-mêmes ». Il faut donc partir d'une relation « vers l'extérieur » pour favoriser une meilleure compréhension partagée et dépasser les « frontières imposées par

²⁰ L'expression est de Díaz-Polanco (dans Díaz-Polanco, 1991, p.156).

plusieurs années de discrimination sociale ». (Bartolomé, 2005, p.133-134) Bartolomé accorde une importance centrale à la reconnaissance de la pluralité ethnique comme base pour la construction de l'autonomie des peuples indigènes :

Si un État multiethnique s'assume effectivement comme une société plurielle, elle doit explorer tous les chemins possibles pour la recherche de formes inédites de coexistence entre des groupes culturellement différenciés. Accepter la pluralité mais ne pas reconnaître ou générer des espaces physiques, économiques, politiques et culturels dans lesquels il leur est possible de se développer est une rhétorique vide qui sert seulement à augmenter les niveaux de tension sociale. (Bartolomé, 2005, p.133-134)

La reconnaissance du multiculturalisme contribue au développement de la démocratie, toutefois sans la reconnaissance de la pluralité s'exprimant par un État multiethnique, le discours sur l'autonomie des peuples indigènes se transforme en une négation de leurs droits collectifs :

La question ne passe pas par la simple acceptation de la différence, mais bien par une reconnaissance qui considère la possibilité de droits collectifs. Pour les peuples indigènes il s'agit d'exercer un des droits humains de base, le droit à l'existence; parce qu'un peuple qui manque d'autodétermination manque précisément du droit à exister en tant que tel. L'existence d'un peuple comme sujet collectif, comme entité juridique est impossible sans aucun niveau d'autodétermination politique. (Bartolomé, 2005, p.146-147)

De plus, la reconnaissance de la pluralité –qu'elle prenne la forme du *multiculturalisme* ou de la *multinationalité*– doit être accompagnée du respect de la diversité des systèmes, des cultures et des pratiques politiques. La reconnaissance de l'autonomie des peuples indigènes exige l'acceptation que le modèle dominant de démocratie libérale n'est pas le seul système d'organisation politique. Pour promouvoir un contexte propice à la reconnaissance de l'autonomie des peuples indigènes, il faut accepter et reconnaître les formes d'organisation indigènes basées principalement sur le sujet collectif plutôt que sur le sujet politique individuel. De plus, il apparaît nécessaire de considérer la capacité rassembleuse de ces systèmes indigènes et de ne pas les réduire à de simples expressions locales. En effet, ces techniques de démocratie délibérative, de démocratie ethnique et citoyenne corporative

traditionnelle régies par d'autres paramètres moraux et politiques distincts de ceux des libéraux et rendus effectifs à travers des institutions non partisans de type associatif et assembléiste ont une existence prépondérante au niveau local et régional. Toutefois, diverses expériences démontrent que ces systèmes peuvent s'articuler en des macro-réseaux de systèmes de démocratie englobant des milliers de communautés et permettent une forme d'exercice de la démocratie à grande échelle.

Quant aux principaux modèles d'autonomie étudiés, la redistribution du pouvoir se traduit par divers transferts de pouvoir. Au niveau régional, des gouvernements internes élus démocratiquement selon les us et coutumes de chaque région auraient préséance. Pour l'autonomie communale, il s'agirait plutôt de la récupération des us et coutumes comme pratiques de démocratie directe dans les communautés et du renforcement des autogouvernements communaux valorisation des structures communautaires existantes – tels que les conseils d'anciens, les *topiles* (policiers), majordomes, commissaires, etc. qui sont déjà des autorités reconnues qui exercent un pouvoir dans l'espace territorial de la communauté. (Mattiace, 1998) Quant à l'autonomie municipale, on emprunterait à la structure municipale existante ses caractéristiques structurelles en faisant de la municipalité l'entité administrative territoriale de base pouvant s'adapter et prendre en charge de nouveaux champs de compétence pour assurer la représentation politique des peuples indigènes.

1.7 Limites de la vision de l'autodétermination dans la littérature dominante mexicaine

La typologie de Diaz-Polanco met de l'avant quatre revendications nécessaires à l'exercice de l'autodétermination. Ces quatre piliers – la conquête d'un régime d'autonomie, le contrôle d'un territoire, une démocratisation se faisant par des modifications de fond à l'organisation de l'État et une nouvelle distribution du pouvoir menant à la création d'autogouvernements – proposent une série de *conditions gagnantes* auxquelles se réfèrent grand nombre d'auteurs dans la littérature latino-américaine relative au sujet de l'autonomie des peuples indigènes.

Cette typologie présente toutefois certaines failles qui découlent d'une limite conceptuelle. En effet, les auteurs étudiés reconnaissent de manière générale, comme l'énonce l'intellectuel mapuche Nain, que l'autonomie et l'autodétermination sont des processus historiques ayant pour objectif de rompre avec la colonisation – soit avec l'implantation du modèle d'État-Nation. Dans un deuxième temps, il leur apparaît toutefois quasi-impossible de faire le saut qualitatif permettant de reconnaître les limites inhérentes de ce modèle. En effet, la typologie de Diaz-Polanco reconnaît d'emblée l'existence d'autonomie *de facto*, l'importance d'une approche *socio-politico-juridico-culturelle* intégrale et la territorialité comme base à la construction de l'autonomie tout en reconnaissant la discrimination historique et systémique dont sont victimes les peuples indigènes. Toutefois, le discours dominant sur l'autonomie des peuples indigènes maintient la reconnaissance de la part de l'État au centre de l'exercice de l'autodétermination. La réorganisation et la redéfinition des relations de pouvoir prônées semblent donc seulement pouvoir se réaliser à l'intérieur du cadre normatif déjà reconnu par l'État. Devant le peu de volonté politique, cette conception limite la capacité d'action des peuples indigènes et semble, fondamentalement, aller à l'encontre du concept même d'autodétermination. Il s'agirait pour les peuples indigènes de disposer d'un droit à s'autodéterminer à l'intérieur d'un cadre et suivant des règles préalablement mises en place par l'État et devant se confiner à des sphères constitutionnellement ou légalement reconnues par celui-ci, sans prendre en considération ni la nature de changement radical qu'impose une réelle autodétermination, ni la nature de l'État qui en contrôle la reconnaissance, selon ses propres règles. Ainsi, les auteurs qui s'attaquent à définir les prémisses de l'autodétermination et de l'autonomie semblent oublier certaines données fondamentales : la revendication de l'autodétermination implique une remise en question de l'État-Nation qui, pour sa part, n'est pas enclin à accepter cette remise en question, celui-ci étant le moteur principal de la reproduction de ses structures.

Quelques auteurs mexicains favorisent davantage cette approche de remise en question de l'État. Parmi eux, Francisco López Barcenas, conçoit le mouvement indigène comme un acteur participant à la résistance anti-néolibérale et capable de proposer des changements radicaux pour obtenir la refondation de l'État-nation. López Barcenas maintient que les

peuples indigènes d'aujourd'hui restent sujets à un colonialisme interne que les classes hégémoniques leur imposent en ne leur reconnaissant que des droits individuels et en promouvant un multiculturalisme conservateur qui se traduit par une reconnaissance de la diversité culturelle à travers des politiques indigénistes, sans plus. Il émet ainsi l'hypothèse que certains peuples et communautés indigènes aient décidé de construire des gouvernements autonomes à l'extérieur du cadre normatif de l'État devant cette inaction en légitimant leur action par une pratique de démocratie participative. López Barcenas suggère la nécessité pour les États de promouvoir leur refondation et l'urgence pour les peuples indigènes de lutter pour celle-ci. (López Barcenas, 2007, p.61)

Finalement, c'est pour chercher à aller au-delà des limites des auteurs étudiés dans ce chapitre et les considérations générales de la littérature latino-américaine sur le sujet de l'autodétermination des peuples indigènes que nous analyserons, dans un deuxième chapitre, de nouvelles pistes conceptuelles nous permettant de conceptualiser l'autonomie et la remise en question de l'État-Nation.

CHAPITRE II

THÉORIES ANARCHISTES, AUTOGESTION ET AUTODÉTERMINATION DES PEUPLES INDIGÈNES

Des couteaux pour trancher
Le pain de l'Amitié
Et des armes rouillées
Pour ne pas oublier
Qu'y'en a pas un sur cent et qu'pourtant ils existent
Et qu'ils se tiennent bien bras dessus bras dessous
Joyeux et c'est pour ça qu'ils sont toujours debout²¹

La discussion dominante sur l'autonomie des peuples indigènes semble être monopolisée par le débat sur les facteurs nécessaires à sa mise en place et à sa pratique, tant dans le discours universitaire qu'en matière de politiques publiques. Maints auteurs latino-américains, Diaz-Polanco en tête, se sont attardés à conceptualiser les prémisses nécessaires pour permettre l'émergence et l'instauration de régimes d'autonomie, plaçant la reconnaissance de la part de l'État en son centre. Dans le chapitre précédent, bien que Diaz-Polanco établisse comme fondements de l'autodétermination l'obligation d'apporter des modifications de fond à la structure de l'État et une nouvelle distribution du pouvoir pour permettre la formation d'autogouvernements indigènes dans le cadre national, cette redistribution du pouvoir ne s'écarte jamais du modèle jacobin dominant d'État-Nation. Ce modèle d'État-Nation, imposé récemment en Amérique Latine, représente une limitation substantielle au débat sur l'autonomie, une majorité des auteurs latino-américains étant incapables de se dissocier d'une vision unitaire de l'État. Diaz-Polanco semble se heurter à un mur conceptuel : comment repenser des relations de pouvoir inégalitaires sans repenser leurs structures et leur cause, et donc, comment penser l'autodétermination sans remettre en question les limites de l'État ?

²¹ *Les Anarchistes*, 1967, Léo Ferré.

Il apparaît fondamental de repenser l'autonomie sous une approche qui permet le développement des conditions qui lui sont nécessaires. Le rapprochement avec les théories anarchistes permet ainsi de *reconceptualiser* l'autonomie dans un cadre qui accepte – et prône – la remise en question de la structure étatique. Il ne s'agit pas ici de définir comme anarchistes certaines revendications ou pratiques indigènes, mais plutôt de se référer à des théories qui nous permettent de repenser l'autodétermination et l'autonomie sous un angle novateur. Il s'agit donc de jeter un regard attentif sur la littérature pour établir certains parallèles et tirer certaines leçons qui nous permettent de mieux conceptualiser une réalité que nous avons parfois de la difficulté à définir et à comprendre en ne se cantonnant qu'aux théories dominantes.

À travers la lecture d'auteurs latino-américains et d'auteurs anarchistes, nous constatons qu'il existe une multiplicité de conceptions de l'autodétermination et de son application. De prime abord, l'autodétermination peut se traduire par la revendication d'une autonomie représentée comme un état juridique concédé par l'État. Mais plus encore, l'autonomie, comme forme d'autogestion, apparaît pour sa part comme un processus de construction extérieur à l'État, souvent en rupture et en contestation de l'État et de son autorité. L'autonomie ne peut être considérée strictement comme une relation collective telle qu'on l'entend dans le discours politique indépendantiste, sinon comme une force émancipatrice et une remise en question des relations d'autorité de l'État. (Katsiaficas, 2001, p.547) La réflexion sur l'autogestion et l'autodétermination permet ainsi d'ouvrir la porte pour *reconceptualiser* l'autonomie sous un nouvel angle, prenant comme base les structures organisationnelles organiques indigènes, déliées de l'emprise de la vision réductrice du modèle de la reconnaissance de l'État comme pierre angulaire de sa construction et remettant en question la prémisse que l'autonomie ne prend forme qu'à travers sa conformation comme partie de la vie politico-juridique de l'État.

Ainsi, dans un premier temps, nous analyserons certaines bases théoriques qui nous permettent de repenser l'autonomie indigène à l'extérieur du carcan étatique, en nous inspirant d'auteurs qui se sont davantage attachés aux approches anarchistes. Nous nous

attarderons par la suite aux remises en question qui constituent les bases de l'autogestion pour ensuite traiter des pratiques de l'autogestion. Finalement, nous analyserons, quoique de façon limitée, quelques rapprochements entre certains auteurs anarchistes et la praxis de peuples autochtones. Dans des prochains chapitres, nous analyserons l'application concrète d'une approche de la construction de l'autonomie différant du modèle de l'État en s'attardant au cas de la Police Communautaire et la *Coordinadora Regional de Autoridades Comunitarias* de l'État de Guerrero, au Mexique.

2.1 Une définition théorique de l'autogestion et de l'autonomie

L'autonomie peut prendre deux formes face à l'État. D'un côté, elle peut s'exercer dans un territoire déterminé d'un État avec des privilèges et droits administratifs, juridiques, politiques et culturels particuliers. Il s'agit donc d'une autonomie concédée par l'État et qui « naît de la crainte de l'appareil d'État face à l'éventuelle sécession ou indépendance d'une région ». (Almeyra, 2006, p.87). Almeyra stipule que cette autonomie n'est jamais totale face à l'État car elle découle d'un pacte avec celui-ci, d'une redistribution du pouvoir entre les différentes « forces bourgeoises du pays ». À l'opposé, l'autonomie peut se présenter sous la forme d'une autonomie politique de mouvements ou d'acteurs sociaux vis-à-vis de l'État, tel que, selon Almeyra, l'autonomie construite par les Zapatistes du Chiapas ou celle des Indiens de la Montaña, dans l'État mexicain de Guerrero, avec leurs instances de double pouvoir créées en 2002, comme la police communautaire. (Almeyra, 2006, p.89).

Il n'y a pas de définition universelle de l'autogestion comme il est possible de le constater de par la polysémie du terme et de son contenu flou. (Georgi, 2003) Dans sa définition la plus épurée, l'autogestion signifie « gestion par soi-même », du grec *autos* « soi-même » et du latin *gestio*, « gérer ». L'autogestion est discutée par différents courants d'auteurs libertaires et marxistes critiques qui ont fait évoluer ce concept dans le temps alors que « l'autogestion s'appuie sur deux idéologies de base, l'une libertaire dont les Pères Fondateurs se trouvent en France avec Proudhon de même qu'en Russie avec Bakounine et Kropotkine, et l'autre marxiste avec ses nombreux théoriciens ». (Mothé, 1980, p.12)

L'autogestion prend également forme à travers le courant des utopies critiques avec, entre autre, Saint-Simon, Fourier et Owen. (Corpet, 1982, p.72)

L'autogestion apparaît ainsi comme une autre perspective inhérente à l'autonomie. Il s'agit de la capacité qu'a un groupe, ou une structure, de prendre collectivement les décisions qui le touchent. En comparaison avec la définition de l'autodétermination de Diaz-Polanco qui implique un processus de négociation avec l'État pour permettre la formation d'autogouvernements indigènes dans le cadre national, un régime d'autonomie fondé sur les prémisses de l'autogestion suppose plutôt une action en rupture radicale d'avec l'État. Plutôt que de se présenter comme un droit concédé par l'État, l'autonomie apparaît alors comme une construction indépendante de l'État. Avant tout, pour s'attaquer à la portée de l'autogestion comme mode d'expression de l'autodétermination, il nous est important de se distancier du sujet concret de l'application ou l'instauration de l'autonomie, tant individuelle que collective, pour se référer à son concept abstrait, en s'enrichissant de la pensée de divers auteurs anarchistes qui se sont attardés à cette réflexion.

2.1.1 Autonomie individuelle et autonomie collective

Chez les philosophes modernes, l'autonomie a souvent été développée comme un processus individuel. Depuis Kant, la philosophie occidentale se réfère à l'autonomie comme l'indépendance de la subjectivité individuelle. L'autonomie, au niveau individuel, découle ainsi du libre arbitre (« *free will* ») qui oblige l'individu à assumer la responsabilité de ses actions. Mais plus encore, l'être autonome se définit par sa capacité à s'imposer sa propre morale: « since the moral man arrives at moral decisions which he expresses to himself in the form of imperatives, we may say that he gives laws to himself, or is self-legislating. In short, he is *autonomous* ». (Wolff, 1998, p.13-14) Pour passer de l'autonomie individuelle à la collective, il s'agit alors non de « tuer la liberté individuelle, mais de la socialiser », comme le définit Proudhon. (Bancal, 1980, p.12) L'autonomie individuelle apparaît ainsi comme une condition à l'autonomie collective alors que le sujet se développe dans la lutte de sa communauté et il se construit alors une nouvelle subjectivité collective.

Pour sa part, Malatesta (2004, p.53), comme Bakounine avant lui, introduit l'idée que l'autonomie, pour se collectiviser, doit émaner de chaque individu comme un apprentissage individuel car « égoïsme et altruisme (le fait de prendre en considération les intérêts d'autrui) se confondent en un seul et même intérêt celui de l'individu et celui de la société ». Le collectif apparaît donc comme le but de la socialisation des individualités. Ainsi, le développement de l'individualité doit se

combiner avec le plus haut développement de l'association volontaire sous tous les buts imaginables : association toujours changeante, portant en elle-même les éléments de sa durée et revêtant les formes qui, à chaque moment, répondent le mieux aux aspirations multiples de tous. (Kropotkine dans Buber, 1977, p.28).

Finalement, pour Castoriadis l'autonomie est « l'agir réflexif d'une raison qui se crée dans un mouvement sans fin, comme à la fois individuelle et sociale ». (Castoriadis, 1990, p.161). C'est son aspect collectif qui rend l'autonomie politique alors qu'« en tant que liberté à l'égard des institutions, [l'autonomie] ne peut être que *collective* donc *politique* » (David, p.61-62).

L'autonomie dépasse le cadre individuel de Kant et sa transfiguration collective lui donne un pouvoir émancipateur qui implique une relation collective et non l'existence d'une multitude d'individus. Le collectif n'est pas que l'addition des individus mais un tout qui se tisse par l'interaction des individus entre eux. Il s'agit donc de dépasser le leitmotiv des Lumières de « la liberté de l'un s'arrête là où commence celle d'autrui » pour penser l'autonomie individuelle comme un gage de l'autonomie collective alors que la liberté de l'un est sujette à la liberté de tous. La nature de l'autonomie comme processus émancipateur ne peut être que collective puisqu'

aucun homme ne peut s'émanciper s'il n'émancipe avec lui tous les hommes qui l'entourent. Ma liberté est la liberté de tous, puisque je ne suis réellement libre, libre non seulement en idée mais en fait, que quand ma liberté et mon droit trouvent leur confirmation et leur sanction dans la liberté et de droit de tous les hommes, mes égaux. (Bakounine, dans Malatesta, 2004, p.52)

Cette poursuite d'une plus grande liberté implique toutefois une responsabilité collective et non une liberté absolue entre les individus. C'est cet aspect collectif qui apporte à la construction de l'autonomie son caractère d'entraide (Kropotkine) et d'aide mutuelle (Fabbri) et exige une action collective :

Whereas liberty refers to the freedom to choose among available options, autonomy is an internally generated aspiration that has spontaneously appeared within a diversity of movements. Liberty is more a function of the situatedness of the subject and the tolerance of power, while autonomy demands self-activity. (Kastiaficas, 2001, p.552)

Cet attachement à définir l'autonomie comme un processus collectif tel que le font Malatesta, Bakounine ou Kropotkine représente bien les dynamiques sociales au sein de nombre de peuples indigènes qui vivent selon les préceptes normatifs des us et coutumes traditionnels. Par exemple, la propriété collective est perçue comme au cœur de la structure sociale indigène et les membres des communautés sont socialisés pour assurer l'entraide à travers la communauté, entre autres par le *tequio* (ou *faena*), c'est-à-dire le travail communautaire que chaque membre capable de la communauté doit offrir gratuitement pour voir au maintien des infrastructures collectives. Dans certaines communautés, l'importance de cette forme d'aide mutuelle est si forte que les membres qui refusent de réaliser cette forme de bénévolat peuvent être exclus de la communauté.

2.1.2 Autocréation et construction

La forme d'autonomie à laquelle nous nous attardons (« *auto-nomos* ») se définit, selon Castoriadis, comme la capacité de se donner soi-même ses lois. Elle n'est en rien commune à l'autonomie kantienne : « il ne s'agit pas de découvrir dans une Raison immuable une loi qu'elle se donnerait une fois pour toutes », mais de s'interroger sur la loi et ses fondements. Elle se réfère donc à la capacité autonome de légiférer et de construire ce *nomos* : sa loi ou coutume en se basant sur une conception différenciée de la raison. L'autonomie relève donc, selon les termes élaborés par Castoriadis, d'un processus d'autocréation et d'une capacité d'auto-altération émergeant de « significations imaginaires » (David, 2000, p.61) Elle implique un processus réflexif et créatif soutenu pour conceptualiser l'expression de manière

autonome les lois qui apparaissent justes. L'autonomie découle alors, fondamentalement, de la capacité à la concevoir et constitue une construction bien davantage qu'un état ou un modèle.

L'autonomie se présente comme un processus et une construction sociale qui se définit à travers sa mouvance. Elle ne représente pas un système et une nouvelle relation sociale qui s'établit ou qui se met en place lors d'un changement défini. Elle se construit plutôt par l'altération des relations sociales. De plus, elle se constitue comme une « création collective » (Wallerstein dans Katsiaticas, 2001, p.555), impliquant une participation dynamique des sujets qui la construisent. Il est également essentiel de considérer son caractère de construction à long terme car, comme le mentionne Almeyra, la lutte pour l'autonomie, comme la lutte pour l'autogestion, est à l'ordre du jour, mais elle appartient à un long processus d'apprentissage et de consolidation de la pratique collective, qui est loin d'être terminée car ni l'autonomie ni l'autogestion ne se sont imposées nulle part. (Almeyra, 2006, p.76)

2.2 Les bases de l'autogestion

L'autonomie est-elle synonyme d'autogestion? L'autonomie comme premier pas vers l'autogestion se développe par la mise en place de différentes formes de décentralisation (Katsiaticas, 2001, p.547; Castoriadis dans David, 2000, p.101), s'éloignant peu à peu du rôle centralisateur et régulateur de l'État. L'autogestion apparaît conséquemment pour sa part comme une forme plus *approfondie* d'autonomie, du moins marquant davantage sa rupture d'avec l'État. L'autogestion débute donc par une certaine forme d'autonomie

bien que [l'autonomie] n'implique pas toujours l'existence de relations autogestionnaires ou la conscience de construire une société basée sur l'autogestion sociale généralisée, l'autogestion, en revanche, est impossible sans la pratique de l'autonomie. Cette dernière apparaît, au début, de façon limitée, confuse mélangeant de vieux et de nouveaux éléments ou devenant même institutionnelle voire intégrée dans le système politique capitaliste. (Almeyra, 2006, p.78-79).

La théorisation de l'autonomie dans une perspective d'autogestion mène à la remise en question et à la contestation du pouvoir, de l'État et de la démocratie alors que l'autonomie peut être considérée comme un outil qui permet le développement de l'autogestion :

l'autonomie est une revendication démocratique juste, mais elle n'est pas une baguette magique pour le changement social. Elle en est une condition préalable, ni plus ni moins. Ce qui définit l'autonomie, c'est l'autogestion, une phase postérieure dans l'approfondissement de la démocratie. » (Almeyra, 2006, p.106)

À la base de l'indigénisme tel que nous l'entendons comme processus émancipateur²², le concept d'autogestion pourrait être utilisé de manière interchangeable avec celui d'autodétermination. Dans la pratique, il appert que le concept d'autogestion se réfère particulièrement à des pratiques autogérées. Il est donc possible d'affirmer que lorsque les peuples indigènes font usage de leur droit à l'autodétermination et le traduisent par des pratiques concrètes qui mènent à l'expression de leur capacité à gérer collectivement leurs propres affaires, ils exercent de fait l'autogestion.

2.2.1 Remise en question du pouvoir

Pour analyser dans quelle mesure l'autogestion permet une remise en question du pouvoir, il nous faut, de prime abord, distinguer l'autorité du pouvoir. Wolff définit l'autorité comme « the right to command, and correlatively, the right to be obeyed », qu'il faut distinguer du pouvoir « which is the ability to compel compliance, either through the use or threat of force. » (Wolff, 1998, s.p.). Le pouvoir représente donc la capacité – morale ou physique – de forcer à se conformer.

Plusieurs auteurs se sont intéressés à la remise en question du pouvoir dans sa conception moderne. Selon Clastres, la remise en question du pouvoir doit débiter par une remise en question des relations hiérarchisées et de la vision ethnocentriste du pouvoir.

²² Nous reviendrons dans le troisième chapitre sur l'utilisation différenciée – au Mexique et en Amérique Latine – des expressions « indigénisme » et « indianisme », mais pour l'instant nous choisissons de recourir à la définition la plus largement acceptée d'indigénisme, soit l'idéologie émancipatrice visant à promouvoir les peuples indigènes comme les acteurs de leur développement.

(Clastres, 1974, p.15-16) En étudiant les sociétés sans État²³ (Clastres, Kropotkine, Graeber), il nous est possible d'observer que certaines relations sociales des peuples « primitifs »²⁴ sont dépourvues de rapports hiérarchisés. Cette absence de hiérarchie formelle s'exprime particulièrement dans le travail par la constitution de ce que Clastres nomme l'« économie de subsistance »²⁵. (Clastres, 1974, p.166) En effet, Clastres en vient à la conclusion en étudiant des tribus indigènes²⁶ d'Amérique Latine que c'est toujours sous la contrainte que les hommes travaillent au-delà de leurs besoins et que c'est précisément cette force externe – absente du monde primitif – qui définit la nature des sociétés primitives. (Clastres, 1974, p.166). Pour Clastres, « cette force, c'est la puissance de contraindre, c'est la capacité de coercition, c'est le pouvoir politique ». (Clastres, 1974, p.168).

Dans cette perspective, si le pouvoir politique représente la coercition, l'autonomie et l'autogestion cherchent à abolir ces relations de pouvoir. En effet, l'autogestion n'engendre pas une perspective réformatrice du pouvoir politique, mais propose plutôt un changement radical. Holloway exprime cette vision en établissant un parallèle avec la lutte anticapitaliste alors qu'il affirme que « si nous nous rebellons contre le capitalisme ce n'est pas parce que nous voulons un système de pouvoir différent, mais parce que nous souhaitons parvenir à une société dans laquelle les relations de pouvoir soient dissoutes ». (Holloway, 2007, p.35-36) Holloway soutient qu'une société sans relation de pouvoir ne se construit pas en prenant le pouvoir car une fois que la logique du pouvoir est adoptée, la lutte contre le pouvoir est déjà perdue. La « transformation révolutionnaire du monde » ne serait pas une question de *qui* doit exercer le pouvoir, mais bien de *l'existence même* du pouvoir (Holloway, 2002, p.17).

²³ Clastres définit la société sans État comme une société « primitive » qui se refuse –volontaire ou involontairement- à voir apparaître un rapport de commandement-obéissance (rapport de coercition) et où on se trouve confronté à une société « où les détenteurs de ce qu'ailleurs on nommerait pouvoir sont en fait sans pouvoir, où le politique se détermine comme champ hors de toute coercition et de toute violence, hors de toute subordination hiérarchique, où, en un mot, ne se donne aucune relation de commandement-obéissance ». (Clastres, 1974, p. 11)

²⁴ L'expression est celle utilisée par Clastres et par Kropotkine. Nous acceptons ici de l'utiliser pour rester fidèle à leur vocabulaire, mais sommes entièrement conscients de l'aspect péjoratif du terme.

²⁵ Il est toutefois nécessaire d'introduire un bémol substantiel à l'analyse de Clastres qui s'est surtout fondée sur l'absence de relations hiérarchisées dans l'enclave du travail chez les peuples usant d'une économie de subsistance, sans apporter une réelle considération aux relations hiérarchiques basées sur d'autres prémisses, tel le genre. Nous nous attarderons postérieurement à cet aspect du pouvoir, dans l'analyse mise de l'avant dans le quatrième chapitre.

²⁶ Il est important de noter toutefois que les tribus indigènes étudiées par Clastres n'ont pas beaucoup en commun avec l'étude de cas dont traite ce mémoire. Clastres étudiait alors un groupe restreint de chasseurs-cueilleurs quasi-nomades.

Pour Holloway, il est donc crucial de distinguer les deux formes du pouvoir : le *pouvoir-faire* et le *pouvoir sur*. Le *pouvoir-faire* représente la capacité de faire, c'est un pouvoir social qui s'inscrit dans l'action collective. La capacité à faire est liée à la capacité collective. Le pouvoir faire est unificateur, il n'est plus une relation de dominé-dominant, mais une relation qui se développe et s'accroît par l'addition des interactions. (Holloway, 2002, p.28). Quand le *pouvoir-faire* ne s'inscrit plus dans l'action collective – qu'il ne s'insère plus dans le mouvement dialectique collectif –, il se transforme en *pouvoir sur* alors qu'une personne, ou un groupe, s'arroge le droit d'élaborer et d'organiser l'action collective. S'institue alors une relation dichotomique hiérarchisée alors que « the powerful conceive but do not execute, while the others execute but do not conceive ». (Holloway, 2002, p.28). Ainsi, le *pouvoir-faire* est restreint dans son élan par le *pouvoir sur* et se transforme en une relation de pouvoir sur les autres. Ces autres deviennent -ou apparaissent devenir- impuissants, dépourvus de la capacité de réaliser leurs propres projets, si ce n'est que parce qu'ils sont occupés à réaliser les projets de ceux qui exercent leur pouvoir sur eux.

Cette conception du pouvoir mène Holloway à s'insurger contre la prise du pouvoir et contre l'exercice de la politique. En effet, tant la perspective réformiste que la perspective révolutionnaire classique marxiste met l'accent sur l'État comme vecteur pour changer la société, soit sur ce que Holloway considère la politique. La politique représenterait donc simplement « the exercise of the power of the state, or the attempt to influence that exercise ». (Wolff, 1998, p.3) Cet aspect *politique* est sujet à débat quant à son contenu, alors que, selon Almeyra, Holloway nie la politique, bien que la rébellion soit un acte politique : il en oublie que la politique représente « la tentative de se construire comme sujet, aussi bien individuel que collectif » et oublie que les mouvements sociaux sont des *partis sui generis* qui font de la politique. (Almeyra, 2006, p.69) La politique, chez Almeyra, est plutôt considérée comme « l'organisation de la volonté pour arriver à certaines fins, c'est la transformation des individus par l'action quotidienne, c'est la planification de ces actions, l'organisation collective, [...] le pouvoir d'en bas qui affronte le pouvoir de l'État ». (Almeyra, 2006, p.70) Ainsi, l'action politique et la construction du pouvoir seraient essentielles car tant que la dichotomie entre exploiters et exploités continuera, « cette construction du pouvoir est

indispensable, à moins que l'on n'espère convaincre à la façon des chrétiens les oppresseurs pour qu'ils arrêtent d'opprimer et qu'ils détruisent leurs instrument d'oppression ». (Almeyra, 2006, p.70). Toutefois, dans l'ensemble on note entre Holloway et Almeyra une tangente commune quant à la construction d'un pouvoir collectif que l'un nomme *pouvoir-faire* et que l'un semble nommer *action politique* ou « *pouvoir d'en bas* » (*poder desde abajo*).

En découle donc deux conceptions du *nouveau* pouvoir à construire : le contre-pouvoir et l'anti-pouvoir. Le contre-pouvoir est « un ensemble d'institutions qui se situent en opposition à l'État et au capital; cela va des communautés autonomes aux syndicats radicaux et aux milices populaires ». (Graeber, 2006, p.41) Le contre-pouvoir existe aussi « là où les États et les marchés ne sont même pas présents » (Graeber, 2006, p.41) et dans les sociétés égalitaires, il « prend la forme des institutions de démocratie directe ». (Graeber, 2006, p.57) L'anti-pouvoir, une forme de pouvoir collectif non-autoritaire qui s'exprime par les luttes de revendication, est pour sa part considéré comme « omniprésent ». Il s'exprime dans les luttes cachées, derrière les médias, les partis politiques et les institutions du mouvement syndical : dans les municipalités autonomes au Chiapas, dans les organisations étudiantes combatives, dans les manifestations internationales contre le capital (Seattle, Gênes, Québec, Toronto...), ou dans des luttes contre la privatisation. Comme le soutient Holloway, il s'exprime dans « un monde de luttes qui ne cherchent pas à prendre le pouvoir, un monde de luttes contre le *pouvoir sur* ». (Holloway, 2002, p.29)

En ce sens, les luttes des Innues de Uashat-Maliotenam contre la construction de la Romaine, des Mapuches de la région d'Araucanie (au Chili et en Argentine), des zapatistes au Chiapas ou des *comunautaires* dans l'État de Guerrero partagent cette remise en question du pouvoir. En s'organisant collectivement sur des bases traditionnelles qui mettent de l'avant une approche plus horizontale du pouvoir, ces luttes indigènes exemplifient tant la construction du *contre-pouvoir* et de l'*anti-pouvoir*.

2.2.2 Remise en question de l'État

La contestation du pouvoir est intimement liée à la contestation de l'État, celui-ci étant considéré comme l'usurpateur du *pouvoir* collectif alors qu'« au lieu d'apprendre au peuple à s'autogérer, à s'auto-administrer, à s'organiser par lui-même, [les dirigeants] lui demandent le pouvoir et usurpent la puissance sociale ». (Bancal, 1980, p.57) Aux yeux des anarchistes, parmi d'autres, l'État est « a group of persons who have and exercise supreme authority within a given territory or over a certain population » (Wolff, 1998, p.3) et qui possède le monopole de la violence. (Graeber, 2004, p.113) L'État est ainsi considéré comme

un ensemble d'institutions politiques, législatives, judiciaires, militaires, financières, etc., qui enlèvent au peuple la gestion de ses propres affaires, la détermination de sa propre conduite, le soin de sa propre sécurité pour les confier à un petit nombre. Et, par usurpation ou par délégation de pouvoir, ces individus se trouvent investis du droit de faire les lois sur tout et pour tous et de contraindre le peuple à les respecter en se servant au besoin de la force de tous. (Malatesta, 2004, p.20)

L'État, et le gouvernement, est ainsi présenté à la fois comme l'instrument de la classe capitaliste, « qui permet à la classe dominante d'exercer sa domination violente sur les classes dominées » (Clastres, 1974, p.173) et comme un outil d'asservissement des peuples (Malatesta, 2004, p.6) qui s'intègre dans les relations sociales capitalistes. (Holloway, 2002, p.32) L'État n'est alors pas seulement instrument, mais également structure de domination instituant des « formes institutionnalisées de pillage ou d'extorsion ». (Graeber, 2006, p.101)

À cet effet, l'État entre en confrontation avec le sujet autonome alors que « the defining mark of the state is authority, the right to rule. The primary obligation of man is autonomy, the refusal to be ruled. » (Wolff, 1998, p.18) Le développement de l'autonomie est donc en contradiction avec l'État et l'anarchisme est la seule doctrine politique conséquente avec la vertu de l'autonomie. (Wolff, 1998, p.18) Ce n'est qu'en limitant consciemment soi-même son autonomie que l'individu peut rester libre alors que « if men rule themselves, if they are both law-givers and law-obeyers, then they can combine the benefits of government with the blessings of freedom ». (Wolff, 1998, p.22) Cette vision de l'autonomie concorde avec la construction par des peuples indigènes d'institutions autonomes. Il s'agit alors de concevoir

l'autonomie comme la capacité de dicter ses propres règles, selon ses propres principes, et de les faire respecter collectivement, sans être soumis aux diktats de l'État qui, dans bien des cas, met en place des règles qui sont culturellement déconnectées de la réalité des peuples indigènes ou qui répondent à des impératifs différents. Concrètement, au niveau collectif, l'autonomie représente donc le

pouvoir latent et la possibilité réelle que cette société possède de s'organiser et de se gouverner elle-même selon ses propres lois sociologiques – et ceci sans qu'aucun appareil productif ou politique, extérieur à elle, ne la domine par l'arbitraire de la prépondérance d'un capital ou de l'omnipotence d'un État ». (Bancal, 1980, p.3)

La contestation de l'État naît de la critique de « toute doctrine, toute institution, toute mentalité, toute structure qui se constituent au mépris d[u] pluralisme social ». (Bancal, 1980, p.32) Pour justifier son ingérence, l'État tente de se présenter comme « *a necessary evil* » (Wolff, 1998, p.70) L'État se fonde sur le préjugé que « le gouvernement serait un organe nécessaire à la vie sociale et une société sans gouvernement devrait, par conséquent, être en proie au désordre et osciller entre la toute puissance effrénée des uns et la vengeance aveugle des autres. » (Malatesta, 2004, p.16) L'État est ainsi présenté comme « une force extérieure et supérieure pour obliger les uns à respecter les intérêts des autres ». (Malatesta, 2004, p.28) Toujours selon Malatesta, l'État agirait comme une structure qui permettrait la cohésion sociale en protégeant la vie des citoyens contre les attaques et en établirait un certain nombre de droits et de devoirs primordiaux sans lesquels il est impossible de vivre en société. (Malatesta, 2004, p.38) Il est toutefois essentiel de distinguer l'« État » de la « société ou collectivité humaine regroupée sur un territoire donné et constituant ce que l'on appelle entité morale ». (Malatesta, 2004, p.21) Confondre les deux revient à amalgamer « État » et « société » en un tout, niant que l'État, de par son rôle, vise justement à soumettre la société à des balises qui lui sont extérieures. Ainsi, l'État représente l'appropriation des « fonctions propres aux collectivités de base, aux personnes qui les composent » et une « attribution induite à l'État ». (Bancal, 1980, p.32) L'État est donc une « idée », une « façon d'imaginer l'ordre social comme quelque chose qu'on peut maîtriser » pour se le présenter comme un « modèle de contrôle ». (Graeber, 2006, p.102) Simplement dit, l'État est typiquement une *institution seconde*. (Castoriadis, 1990, p.151) et le concept de « société sans État » à la

Clastres ne devrait pas être considéré comme une anomalie mais bien, davantage, comme une expression de la dichotomie entre l'État et la société.

L'abolition de l'État représente la « destruction de tout ordre politique fondé sur l'autorité » et l'« instauration d'une société d'hommes libres et égaux, fondée sur l'harmonie des intérêts et sur le concours volontaires de tous pour mener à bien les tâches sociales ». (Malatesta, 2004, p.21) Il ne s'agit pas de supprimer les « fonctions essentielles organisées par l'État », mais bien de « délég[uer] ces fonctions » à la société (Fabbri, 1979, p.42) en « construi[sant] des fonctions relevant précédemment de l'État » (Almeyra, 2006, p.79). Pour susciter la construction de l'autonomie et de l'autogestion, il faut donc récupérer les fonctions de l'État au compte de la société et s'assurer ainsi que « la vie sociale s'accompli[sse] hors des limites d'intervention des gouvernements ». (Malatesta, 2004, p.74-75)

La contestation de l'État vise également la contestation de la démocratie représentative (ou parlementaire). En effet, « sous quelque forme qu'il se montre, monarchique, oligarchique, démocratique, le gouvernement de l'homme par l'homme est absurde [...], est oppression ». (Bancal, 1980, p.34) Il ne s'agit donc plus de « changer le monde à travers l'État » (Holloway, 2007, p.36), mais de repenser le paradigme dominant de la pensée révolutionnaire.

2.2.3 Remise en question de la démocratie

La démocratie représentative implique la délégation de nombreuses tâches et responsabilités ainsi que relégation d'un haut niveau d'autonomie. Elle peut prendre différentes formes et une de ses expressions les plus bureaucratiques et corrompues se retrouve indéniablement au Mexique. Après 71 ans de « dictature démocratique et la mainmise sur le pouvoir du Parti révolutionnaire institutionnalisé (PRI), l'alternance démocratique, soit l'élection du Parti action nationale (PAN) en 2000, a été célébrée comme la consécration de la démocratie. Les électeurs étaient dorénavant en mesure d'élire le parti qui les représentait le mieux niant toutefois que ces partis ne compétitionnent pas sur un pied

d'égalité. Les dés du jeu démocratique au Mexique semblent être pipés d'avance et les élections de 2012 n'ont mené qu'à de nouvelles accusations de fraude et d'ingérences illégales et illégitimes des conglomérats médiatiques dans la campagne. Toutefois, la critique de la démocratie représentative n'est pas qu'une critique qui s'adresse seulement à des systèmes où la démocratie semble opérer de manière frauduleuse. Il s'agit d'une critique radicale de ses fondements.

Pour Katsiaficas, la démocratie représentative, « which once freed humans from aristocratic/military absolutism, is increasingly incapable of fulfilling its historic promise to expand freedom for all and provide effective means for popular participation ». (Katsiaficas, 2001, p.554) La démocratie d'aujourd'hui représente donc, plutôt que la réelle autonomie « choices among various consumer products, politicians and individual careers ». (Katsiaficas, 2001, p.555) Cette critique de la démocratie représentative est intimement liée à la critique du modèle capitaliste. Le gouvernement étant ainsi contrôlé par la classe capitaliste ne permet l'émergence d'une réelle démocratie (Malatesta, 2004, p.35) et la représentation et le suffrage universel ne permet l'élection que de « ceux qui savent le mieux manipuler la population ». (Malatesta, 2004, p.28) Le renversement de la structure dans une optique marxiste-léniniste ne permet pas non plus de réelles avancées quant à la gestion autonome. La « dictature démocratique » ne représente que « l'absolutisme pris pour se sauvegarder de l'absolutisme » et « la même adoration de l'autorité ». (Bancal, 1980, p.34) Ainsi, « le socialisme est aussi le contraire du gouvernementalisme » et devrait se construire en trois niveaux : l'autogestion économique, l'auto-administration politique et l'auto-éducation. (Bancal, 1980, p.35)

Pour dépasser le paradigme de la démocratie représentative, un espace de prise de décision participative doit être mis de l'avant. La *vraie* « démocratie ne peut se réaliser autrement que par la distribution de l'autorité politique, par la réintégration du peuple dans la propriété de ses forces publiques ». (Bancal, 1980, p.59) C'est donc par le projet d'autonomie que passe la démocratie *véritable* (David, 2000, p.14) alors que, parallèlement, ce projet « émerge dans et par la création démocratique ». (David, 2000, p.85) Ce qu'on peut

appeller la démocratie directe²⁷ se compose de trois traits essentiels : le peuple par opposition aux « représentants », le peuple par opposition aux « experts » et la communauté²⁸ par opposition à l'« État ». (David, 2000, p.88-89) Abstraitement, la démocratie directe consensuelle (« unanimous direct democracy ») pourrait s'exprimer par « a political community in which every person votes on every issue – governed by a rule of unanimity ». (Wolff, 1998, p.23) Le consensus est donc institué comme voie de dépassement de la démocratie représentative.

2.3 Les pratiques de l'autogestion

L'autogestion en tant que *méthode sociale* constitue autant une *méthode de pensée* qu'une *technique d'action* (Bancal, 1980, p.31) qui permet la libre initiative et le libre accord de tous. (Malatesta, 2004, p.95-96). La praxis en est un moteur central et contribue de manière active à sa définition. Certains auteurs²⁹ favorisent d'ailleurs l'expression *des autogestions* au lieu d'une autogestion faisant référence à un seul mode d'emploi dû à la pluralité des formules théoriques et des manifestations pratiques, tel que « habitat autogéré », « autogestion des luttes », « autogestion pédagogique », « autogestion sociale », « socialisme autogestionnaire ». Il serait plus exact de parler des autogestions plutôt que d'une autogestion entendue comme un « modèle unique et universel de transformation sociale, valable et transposable en tous lieux et en toutes circonstances ». (Corpet, 1982, p.70)

L'autogestion représente un ensemble de pratiques autogérées qui concrétisent des valeurs et principes. Elle peut prendre différentes formes selon divers modèles et s'opérationnaliser dans une panoplie de secteurs. Sans entrer dans l'analyse de ces modèles et secteurs, procédons tout de même à une analyse plus théorique des valeurs ou principes communs et des liens entre des pratiques autogérées et des aspirations de changement social.

²⁷ Nous reviendrons au quatrième chapitre sur le modèle de démocratie prôné par la Police communautaire et la CRAC.

²⁸ Selon notre interprétation de David, nous choisissons ici de considérer « peuple » et « communauté » comme des synonymes d'une même expression collective.

²⁹ Suivant la posture d'Olivier Corpet dans « L'autogestion » extrait du dictionnaire critique du marxisme, Paris, les Presses de l'Université de France, 1982.

2.3.1 Valeurs communes

L'autogestion se fonde sur l'« engagement de s'aider mutuellement », le « sacrifice volontaire », la « solidarité humaine », l'« entraide », l'« altruisme » et le « principe d'organisation » (Fabbri, 1979, p.6-12) L'autogestion en appelle à trois valeurs principales : la liberté, l'égalité et la justice, soit la « liberté effective, sociale, concrète [permettant] l'espace de mouvement et d'activité le plus large possible assuré à l'individu par l'institution de la société » (Fabbri, 1979, p.10). L'autogestion sous-tend une égalité de droits et de devoirs et permet une participation active et égalitaire.

Pour définir ce corpus de valeurs communes, les us et coutumes sont une base de règles communément acceptées pour gérer la vie collective et peuvent ainsi servir à l'autogestion. Les us et coutumes correspondent à une forme d'« arbitrage volontaire accepté » (Malatesta, 2004, p.88) et se définissent de manière collective alors que la « conduite est réglée par une infinité de règles de bienséances non écrites, qui sont le fruit de l'expérience commune sur ce qui est bien et ce qui est mal ». (Kropotkine, 2001, p.159) Ils constituent ainsi selon Kropotkine au droit commun qui correspond aux mœurs (Kropotkine, 2001, p.159) et qui déterminent la « propre organisation sociale, basée sur leurs conceptions d'équité, d'entraide et d'appui mutuel – le droit commun, en un mot – ». (Kropotkine, 2001, p.162) Les us et coutumes s'opérationnalisent comme une forme de cadre normatif consensuel accepté. Nous reviendrons sur l'application des us et coutumes dans l'État de Guerrero et dans la région de la Costa-Monafía à la section 3.1.6.

Pour constituer un cadre normatif légitime, ces valeurs communes doivent être reconnues par la collectivité et bénéficier d'un consensus social. L'autogestion implique une participation active et continue à la création et au maintien de ce consensus social. La participation « spontanée, volontaire [et] libre » (Fabbri, 1979, p.12) est cruciale dans l'autogestion car elle est la source principale de légitimation du cadre normatif (ou des règles), alors qu'il existe la « possibilité effective de participer activement à la formation et au fonctionnement de la loi » pour que « cette loi [soi]t aussi la mienne ». (Castoriadis, 1990,

p.164-165) L'autogestion doit aussi se concrétiser par la création de nouvelles institutions « rendant cette réflexivité collective effectivement possible et l'instrumentant concrètement [...], comme aussi de donner à tous les individus la possibilité effective maximale de participation à tout pouvoir explicite et la sphère la plus étendue possible de vie individuelle autonome ». (Castoriadis, 1990, p.170)

2.3.2 L'autogestion comme base de projets autonomes contribuant à la construction d'une société autonome.

L'autogestion s'applique à plusieurs sphères et peut se former sous différents modèles, entre autres par l'« association volontaire » et le « travail collectif » (Malatesta, 2004, p.78), la « fédéralisation des groupes de production » (Bancal, 1980, p.82), les « atelier-entreprise » (Bancal, 1980, p.15). L'autogestion, à sa base, représente des pratiques autogérées ciblées qui se concentre sur certaines sphères d'activités. Elle se construit par des projets autonomes qui contribueraient, en s'ouvrant graduellement à d'autres sphères, à la construction d'une société autonome. Le système conseilliste cherchant la « gestion collective de l'ensemble des activités sociales via le pouvoir universel des conseils » (David, 2000, p.100) est un modèle qui vise à étendre la portée de l'autogestion. L'autogestion se baserait ainsi sur l'« union » (Fabbri, 1979, p.6) à différents niveaux, « se caractéris[ant] par une tendance à l'extension et à l'élargissement des unions, à l'établissement de plus vastes coopératives au-delà d'une coopérative plus étroite, de fédérations au-delà d'unions isolées, de confédérations englobantes au-delà de fédérations particulières ». (Buber, p.35) Cette expansion serait essentielle pour former une véritable société autonome ou une « autogestion sociale généralisée ». En effet, l'autogestion commence dans une usine ou dans un quartier, à partir de la résistance non seulement au capitalisme mais à l'État dans toutes ses manifestations, non seulement à l'appareil étatique ou à la société politique, mais elle doit s'élargir « par la transformation de la résistance cachée [...] en une résistance ouverte et organisée prenant la forme de l'autonomie. (Almeyra, 2006, p.78)

Toutefois, comme point de départ, une première construction de l'autogestion s'opère par la formation de projets autonomes qui sont particulièrement propices en temps de crises.

Les crises mènent souvent au désordre et à la destruction, mais engendrent également des possibilités de reconstruction. (Almeyra, 2006, p.73) En effet, l'idée d'autogestion, comme celle d'autonomie, surgit dans les moments de grande commotion alors que la « mondialisation ouvre des espaces à la régionalisation; affaiblit le centralisme de l'État et ouvre des brèches à l'autonomie en réponse au désengagement de l'État de ses fonctions d'assistance ». (Almeyra, 2006, p.76) Collectivement, il est alors possible de construire des « utopies », des « images de quelque chose qui n'est pas encore à portée de main mais seulement représenté », des « images de ce qui doit être » (Buber, 1977, p.25) et qui peuvent « se réaliser, selon son essence, non dans l'individu mais seulement dans la communauté humaine comme telle ». (Buber, 1977, p.26) Il s'agit donc d'imaginer des projets capables de susciter la construction d'une nouvelle société, régie par des rapports sociaux égalitaires, non hiérarchiques en donnant à l'utopie une « structuration politique et culturelle, avant même de s'occuper d'esquisser un ordre *juste* de la société ». (Buber, 1977, p.28) Ainsi il ne s'agit pas « de livrer l'épure d'une construction parfaite de la société, [ce qui] se converti[rai]t en système ». (Buber, 1977, p.28) puisque ce sont les projets autonomes qui contribuent à la construction de cette nouvelle société autogérée qui peut prendre divers noms « société autonome » (Castoriadis, Proudhon), « communauté autonome » (Graeber), « autogestion sociale généralisée » (Almeyra), « société richement structurée » (Buber), mais qui se construit sur des bases communes.

Ces projets autonomes partagent des principes de base : ils impliquent un processus de construction et de mouvance et se construisent sur la base d'un changement radical qui s'attaque à redéfinir conceptuellement le pouvoir : il s'agit donc de projets en construction, socialiste, révolutionnaire et anti-autoritaire, qui peuvent mener à la construction d'une société autonome.

L'autonomie relève d'un processus d'autocréation et d'une capacité d'auto-altération. (Castoriadis, 1990, p.138) La construction de l'autogestion en appelle au « potentiel d'autotransformation », l'idée à la base de la « réflexion sur le projet social-historique d'autonomie individuelle et collective ». (David, 2000, p.13) Il ne s'agit pas simplement une société autogérée. Celle-ci doit avoir une capacité à se reproduire de manière continue, se

construisant sur des aspirations, « portant non pas sur des « faits » mais sur les significations imaginaires sociales et les fondements possibles ». (Castoriadis, 1990, p.160) C'est ce que Castoriadis appelle le *germe* de l'autonomie – *germe*, car l'autonomie, aussi bien sociale qu'individuelle, est un *projet* – qui, par l'espace de création qu'elle interpelle, inaugure un autre type de société et un autre type d'individus.

Il s'agit de concevoir de nouvelles formes d'organisation qui ne ressembleraient en rien à l'État et qui « impliqueraient une variété infinie de communautés, d'associations, de réseaux et de projets, à tous les niveaux, se chevauchant et se recoupant de toutes les façons imaginables, et peut-être de plusieurs façons que nous ne pouvons concevoir ». (Graeber, 2006, p.64) À l'échelle mondiale, il s'agit de créer des « formes d'organisation alternatives moins aliénantes d'organiser la vie qui marginaliseraient éventuellement les formes de pouvoir existantes, les faisant paraître absurdes et superflues. Finalement, il s'agit de changer radicalement les rapports sociaux : le projet autonome doit se donner comme objectif l'instauration d'un nouveau *mode de s'instituer* et d'un *nouveau rapport* des hommes et de la société à l'*institution*. (David, 2000, p.59) Cette redéfinition des rapports aux institutions impliquent un apport révolutionnaire.

Dans la littérature, l'autogestion est souvent proposée comme projet socialiste³⁰, soit découlant du collectivisme libéral (« socialisme proudhonien »), soit d'une autre forme de socialisme anti-gouvernementaliste. Ainsi, il s'agira pour le socialiste d'appliquer, s'il est cohérent, les principes auxquels il aspire comme des règles de conduite pour lui dès aujourd'hui. L'autogestion dépasse cette idée de rupture *grand-soiresque* pour favoriser plutôt l'idée de respect, dès le moment et l'espace présent, des principes théoriques défendus. La recherche de l'autonomie naît donc de la critique fondamentale des institutions bureaucratiques dans une recherche de rester fidèle au désir de transformation du socialisme :

Partis du marxisme révolutionnaire, nous sommes arrivés au point où il fallait choisir entre rester marxistes ou rester révolutionnaires; entre la fidélité à une doctrine qui

³⁰ Pour une plus longue analyse des auteurs marxistes qui ont marqué la définition de l'autogestion, nous vous référons à REF « Historicité et évolution du concept d'autogestion au Québec » de Marie-Hélène Drapeau et Anna Kruzynski, p.8-9.

n'anime plus depuis longtemps ni une réflexion ni une action, et la fidélité au projet d'une transformation radicale de la société, qui exige d'abord que l'on comprenne ce que l'on veut transformer, et que l'on identifie ce qui, dans la société, conteste vraiment cette société et est en lutte contre sa forme présente. (Castoriadis dans Gagnon, 1982, p.114)

Parce qu'elle s'opère avec l'application, au jour-le-jour, des principes auxquels on aspire, l'autogestion se construira comme un projet graduel, « loin de s'ériger en système définitif, au nom d'une science dogmatisée, cette construction autogestionnaire n'apparaîtra jamais définitive, mais en perpétuel devenir » tel un « développement social en perpétuelle mutation » ou une « révolution permanente ». (Bancal, 1980, p.5). Cette vision rompt avec la vision révolutionnaire classique marxiste, il s'agira de « se débarrasser du corporatisme [...] sans pour autant attendre de l'extérieur un sauveur ou une avant-garde intellectuelle anticapitaliste ». (Almeyra, 2006, p.67).

Le projet autonome se présente comme un *nouveau type* de projet révolutionnaire « *reformulé* en profondeur à partir d'une interrogation renouvelée sur le 'capitalisme bureaucratique', la 'gestion collective' et la transformation sociale globale ». (David, 2000, p.19) Le projet autonome représente donc un réel changement de paradigme se construisant en dehors des modes et des paradigmes dominants. (Gagnon, 1982, 113). En effet, la simple suppression de la propriété privée devient un objectif insuffisant et le prolétariat et le mouvement ouvrier ne sont plus les seuls dépositaires du projet révolutionnaire. (David, 2000, p.45) Ainsi, « l'autogestion n'est pas seulement une revendication du rôle des travailleurs dans l'entreprise; elle doit représenter aussi une autre manière de construire l'État et le gouvernement ». (Almeyra, 2006, p.94) Il s'agit donc maintenant de considérer plutôt la révolution sous la forme de l'action révolutionnaire (Graeber, 2006, p.72) naissant par la solidarité, l'appui mutuel et la coopération. (Malatesta, 2004, p.44-46)

Finalement, à la base du projet autonome, ou d'autogestion, se trouve la rupture d'avec l'État visant l'abolition de l'autorité, tel que défini par Malatesta comme l'instrument de la pensée, de la volonté, des intérêts d'un petit nombre d'individus qui, en utilisant la force de tous, suppriment la liberté de chacun, à leur propre avantage et au bénéfice de leurs idées.

(Malatesta, 2004, p.102) Considérant l'autonomie et l'autorité incompatible, il s'agira pour les groupes qui aspirent à l'autogestion d'« embrace philosophical anarchism and treat *all* governments as non-legitimate bodies whose commands must be judged and evaluated in each instance before they are obeyed ». (Wolff, 1998, p.71)

La société autonome est la forme socio-politique de l'autonomie individuelle et collective. Elle cherche à « restructurer la société » (Buber, 1977, p.39) et « préserver [ou recréer] des formes communautaires ». (Buber, 1977, p.36) Elle se constitue pour assurer la « gestion collective de la vie sociale » (David, 2000, p.40) et se présente comme un « ensemble social des groupes autonomes que rendent associés, tant leurs fonctions économiques de production que leurs fonctions politiques de relations ». (Bancal, 1980, p.3) La société autonome se fonde sur le respect de la pluralité de ceux qui la composent et qui, lorsqu'ils interagissent en tant qu'entités tant autonomes que solidaires, soutiennent le développement social. De plus, la société autonome se consolide dans la diversité alors qu'elle « se déploie dans une multiplicité de formes organisatrices et organisées ». (Castoriadis, 1990, p.141)

La société autonome se présente comme un « projet démocratique radical » d'auto-émancipation. (David, 2000, p.14, 20) La société autonome signifie aussi le « pouvoir démocratique organisé horizontalement au niveau du territoire, la planification et l'organisation en commun sans hiérarchie, non plus, de la reproduction sociale (santé, éducation, services de base) ». (Almeyra, 2006, p.77) Cette nouvelle forme de démocratie implique une participation active et continue, et une recherche positive du consensus. L'autogestion se répercute ainsi dans le mode de prise de décision. Chez plusieurs peuples indigènes, « le processus de prise de décision amérindien était fondé habituellement sur une forme de ou une autre de consensus » (Graeber, 2006, p.134), tel que chez les Zapatistes où la « forme de processus de consensus [est] issue de ses traditions communautaires ». (Graeber, 2006, p.162) Ainsi, comme le soutiennent Graeber et Almeyra, la prise de décisions collective par consensus signifie une acceptation volontaire plutôt que hiérarchique. De plus, la prise de décision et les responsabilités n'incombent pas toujours aux mêmes, évitant ainsi

aussi la concentration du pouvoir dans les mains d'un petit groupe, alors que l'autogestion encourage aussi la rotation des postes de responsabilité.

Ainsi, une société « organiquement autonome » est constituée « d'un faisceau d'autonomies » de groupes s'autogérant et s'autoadministrant, « dont la vie et la survie sociales exigent la coordination mais nullement la hiérarchisation ». (Bancal, 1980, p.3) Pour se former, la société autonome doit rompre avec le schème étatique et gouvernementaliste, alors que « seul un dépassement du 'gouvernement' comme tel peut sortir la société 'du désordre extrême' où elle se trouve ». (Buber, 1977, p.41) La société doit donc se réapproprier sa capacité de gestion collective pour passer d'être « sous un gouvernement » pour « se ranger sous une administration ». (Buber, 1977, p.40-41). Cette notion d'administration réfère à un mode de gestion où chacun peut participer à la prise de décision. Elle implique un processus dynamique qui se construit collectivement plutôt qu'un cadre rigide où les décisions sont imposées par des considérations hiérarchiques. Il s'agit d'« un rejet conscient de certaines formes de pouvoir politique au-dessus de leur tête qui pousse à repenser et réorganiser la façon dont ils [les membres de la société] interagissent au quotidien ». (Graeber, 2006, p.89)

Finalement, la société autonome se distingue par la capacité de se remettre en question. Elle n'émane pas d'une idée achevée, elle cherche plutôt à se caractériser par « des communautés³¹ qui se constituent elles-mêmes, qui décident collectivement de leurs propres règles ou principes de fonctionnement, et qui les reconsidère continuellement ». (Graeber, 2006, p.72) La société autonome³² cherche ainsi à former un tissu social qui se forme et se transforme de l'intérieur. La société autonome est ainsi en mouvance, elle évolue au rythme des réflexions et des critiques et cherche à instaurer un « nouveau rapport de la société à elle-même, un état dans lequel la question de la validité de la loi reste en permanence ouverte », soit une société « capable d'une reprise perpétuelle de ses institutions ». (David, 2000, p.54) La société autonome représente une « nouvelle organisation sociale [qui] se modifierait et

³¹ Graeber emprunte ici à la définition de « communauté autonome » de Castoriadis pour démontrer son propos.

³² Buber utilise l'expression « société richement structurée » pour traiter, essentiellement, du même concept. (Buber, 1977)

s'améliorerait à mesure que les circonstances se modifieraient et que l'expérience apporterait ses enseignements ». (Malatesta, 2004, p.61)

2.4 Conclusion

L'approfondissement des théories anarchistes se rapportant à l'autogestion nous permet de reconceptualiser l'autonomie et nous nourrit de pistes pour penser l'autodétermination à l'extérieur de l'impératif de la reconnaissance étatique. Il nous est donc possible de commencer à penser l'autonomie indigène comme un processus réellement autonome, extérieur au diktat de l'État. En effet, les peuples indigènes se trouvent dans une position privilégiée pour proposer des modèles d'autonomie qui dépassent la soumission à la reconnaissance légale de l'État pour être en mesure de défendre une condition antérieure pré-existante d'autonomie. Il ne s'agit pas là de chercher à regarder vers le passé mais plutôt, au contraire, d'ouvrir son champ de vision pour prendre en compte des modèles d'autodétermination définis par et pour les peuples.

CHAPITRE III

LA POLICE COMMUNAUTAIRE ET LA COORDINATION RÉGIONALE DES AUTORITÉS COMMUNAUTAIRES DE LA RÉGION DE LA *COSTA CHICA-MONTAÑA* (GUERRERO, MEXIQUE)

Nous avons appris à grandir et à nous défendre, à parler en face au gouvernement, avec respect et fermeté. Nous avons appris à nous donner sécurité et justice avec les rares lois qui nous protègent en tant qu'indigènes. Nous savons que la construction de notre propre futur est entre nos mains. Nous avons des racines qui nous donnent notre identité et il n'existe aucune raison pour que d'autres nous imposent leur forme de vie. Nous sommes les premiers de ces terres et plus rien ne nous retiendra.³³

La Police communautaire et la Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC) sont deux institutions communautaires constituées d'un réseau de communautés indigènes³⁴ de la région de la côte méridionale et de la montagne de l'État de Guerrero, au sud-ouest du Mexique. Elles peuvent aujourd'hui être considérées comme un système autonome et cohérent de sécurité, de justice et de rééducation indigène.

Ce chapitre exposera une analyse élaborée au fil d'une étude de terrain, surtout basée sur l'observation participative, qui permettra de mettre en valeur les facteurs expliquant l'émergence de la Police communautaire dans la région de la *Costa Chica-Montaña* de l'État de Guerrero ainsi qu'une analyse de l'histoire, des structures et des modes d'organisation de la Police communautaire et de la Coordination régionale des autorités communautaires. Les données mise de l'avant aux sections 3.2 et 3.3 découlent principalement de la consultation

³³ Sosimo Avilés, Ex-Coordonateur de la CRAC, dans Sánchez Serrano, 2006, p.1. Traduction de: «*Hemos aprendido a crecer y a defendernos, a hablar de frente con el gobierno, con respeto y con firmeza. Ya aprendimos a darnos seguridad y justicia con las pocas leyes que nos amparan como indígenas. Sabemos que en nuestras manos está la construcción de nuestro propio futuro. Tenemos raíces que nos dan identidad y no hay razón para que otros nos impongan su forma de ver la vida. Nosotros somos los primeros de estas tierras y nuestro paso ya no se detendrá.*»

³⁴ Le réseau des communautés formant la Police communautaire et la Coordination régionale des autorités communautaires comptent également quelques communautés métisses.

de documents internes et de discussions réalisées tout au long des phases d'observation et d'observation participante. Ces sections cherchent donc à présenter une systhèse cohérente de toute l'information obtenue quant à l'histoire et quant à la structure de l'organisation. Bien que recoltées souvent lors de discussions informelles, ces informations ont pu être vérifiées alors qu'elles se recoupaient d'une discussion à l'autre. De plus, quant à l'histoire de la création de la Police communautaire et de la CRAC, trois entrevues plus formelles ont été centrales pour brosser un portrait global, soit des entretiens plus structurés avec Gelasio Barrera et Bruno Valerio Placido, deux personnes ayant activement contribué à l'instauration de la PC-CRAC dès le début des années quatre-vingt-dix, et avec Valentin Hernandez, le conseiller juridique de l'organisation et membre de la Figure juridique.

Pour bien situer la PC-CRAC, une attention particulière sera accordée à l'histoire de la région et de l'organisation. Cette approche pourrait paraître superflues pour certains, mais bien au contraire, ce n'est qu'en comprenant le contexte général – politique, social, culturel et économique – dans lequel naît le système communautaire qu'il est réellement possible d'en comprendre les ramifications. Cette analyse servira de pierre angulaire à l'analyse subséquente de ces deux institutions communautaires en fonction des idées exprimées dans les chapitres précédents quant à la construction de l'autonomie à travers la remise en question de l'État.

3.1 Facteurs expliquant l'émergence de la Police Communautaire dans la région de la *Costa Chica-Montaña* de l'État de Guerrero

La formation de la Police Communautaire est étroitement liée au contexte dans lequel elle naît, c'est-à-dire qu'elle est intrinsèquement liée à son territoire et à son histoire. L'État de Guerrero est un terrain propice à l'étude des peuples indigènes au Mexique³⁵ : 17% de la

³⁵ La population indigène du Mexique est évaluée à approximativement 10 à 13% de la population totale. Les statistiques de l'*Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática* (INEGI) établissaient la population indigène du Mexique à 6% (1995) tandis que la *Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas* (CDI), 1998, à 13%. Cette distorsion s'explique par la différence dans les critères utilisés, passant de l'utilisation d'une langue indigène à la maison à l'auto-identification à un peuple indigène (http://www.cdi.gob.mx/index.php?id_seccion=90).

population (3 115 202 habitants) y parle une langue indigène³⁶ -dont 4% ne parle pas l'espagnol-, ce qui fait de lui le huitième état mexicain en termes d'importance de la population indigène³⁷. L'État de Guerrero est ainsi composé d'une population *nahuatl*, *na savii* (*mixteca*), *me'phaa* (*tlapaneca*), *ñomndaa* (*amuzga*), métisse et afro-métisse. Finalement, en comparaison à la moyenne nationale, Guerrero est un état davantage rural, 58% de sa population vit en milieu urbain et 42% en milieu rural tandis que nationalement, 76% de la population vit en milieu urbain et 24% en milieu rural.

Économiquement, l'État de Guerrero est un des plus pauvres et marginalisés de la République mexicaine. Selon l'Indice de marginalité³⁸ de 2005³⁹ établi par le *Consejo Nacional de Población* (CONAPO), Guerrero a un niveau « très haut » de marginalité et quant à l'éducation, le logement, les revenus et la distribution de la population, Guerrero est l'état le plus marginalisé de tout le Mexique. En 2005, 31% de la population de l'état n'avait pas accès à l'eau courante⁴⁰ et 65% de la population avait un revenu quotidien de deux salaires minimum ou moins, soit approximativement neuf dollars canadiens par jour⁴¹. De plus, après le Chiapas et Oaxaca, Guerrero est le troisième état le moins développé du Mexique quant à l'Indice de Développement Humain (IDH). Annuellement, le CONAPO émet la liste des municipalités les plus pauvres du pays et les municipalités de Metlatónoc et de Cochoapa el Grande, toutes deux de la région de la montagne de Guerrero, se disputent annuellement la première place⁴². Plus précisément, selon l'*Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática* (INEGI), il s'agit, au niveau fédéral, d'une des trois régions avec le taux le plus élevé de marginalisation.

³⁶ Les seules statistiques officielles quant aux peuples indigènes au Mexique sont comptabilisées par rapport à la population de plus de 5 ans parlant une langue indigène (*Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática*, INEGI).

³⁷ Comme référence, les sept premiers États à majorité indigène sont Yucatan (59%), Oaxaca (48%), Quintana Roo (39%), Chiapas (28%), Campeche (27%), Hidalgo (24%) et Puebla (19%); et au niveau national la population indigène s'élève à 13% (et 6,7% pour la population parlant couramment une langue indigène). (INEGI, 2005).

³⁸ Le niveau « très élevé » est le plus haut de l'échelle établie par le CONAPO. L'indice regroupe neuf indicateurs sous quatre rubriques: éducation, logement, revenus et distribution de la population.

³⁹ Les données de 2005 sont les plus récentes, l'indice de marginalité étant établis tous les cinq ans et les résultats pour la période 2005-2010 n'étant rendus accessibles qu'à la fin de 2011.

⁴⁰ Nous choisissons de traduire ici l'expression « *agua entubada* » qui signifie littéralement « eau entubé » par eau courante plutôt que « eau potable ».

⁴¹ Consejo Nacional de Población, Índice de marginación, 2005. Disponible en ligne: http://www.conapo.gob.mx/publicaciones/margina2005/01_b.pdf

⁴² Il est également à noter que ces deux communautés les plus pauvres, Metlatónoc et de Cochoapa el Grande, sont intégrées à la Police Communautaire.

Géographiquement, l'État de Guerrero se divise en sept régions: *Acapulco*, *Norte*, *Centro*, *Tierra Caliente*, *Costa Grande*, *Costa Chica* et *Montaña*. La Police Communautaire opère dans deux d'entre elles : la *Costa Chica* (côte méridionale de l'État, entre Acapulco et la frontière avec l'état de Oaxaca) et la *Montaña*. La région haute (*alta*) de la *Costa Chica*⁴³ et la région de la *Montaña* sont les plus pauvres de Guerrero et celles où on y retrouve les populations les plus marginalisées. La région de la *Montaña* est celle avec la plus grande population rurale et indigène, soit 85%. Les municipalités de la *Costa Chica* et de la *Montaña* où opère la Police Communautaire sont en majorité indigènes à 75%⁴⁴ et toutes les communautés intégrées au système sont régies par un système d'autorité traditionnel.

3.1.1 Territoire

La région où naît et opère la Police Communautaire est une région pluri-ethnique où vivent, en majeure partie, des indigènes *na savii*, *me'phaa* et *nahuatl* et des paysans (*campesinos*) métis. Elle est officiellement formée de deux régions, la *Costa chica* et la *Montaña*, mais les peuples l'habitant la conçoivent souvent comme une seule région socio-culturelle aux frontières poreuses, la *Costa-Montaña*. Selon le mythe, cette région est née lors du mariage de *Sabenaxa*, maîtresse de la Côte, et *Totonaxa*, – l'homme soleil-, maître de la Montagne.⁴⁵ Ainsi, malgré le fait que ses municipalités se retrouvent dans deux régions administratives de l'État de Guerrero, les communautés de la *Costa Chica* et de la *Montaña* ont tendance à les considérer comme une seule région, divisée en trois zones distinctes : la côte, la basse montagne (« *montaña baja* ») et la haute montagne (« *montaña alta*») qui, bien qu'ethniquement plurielle, jouit d'une certaine unité socioculturelle et historique. Les Peuples *na savii*, *me'phaa* et *nahuatl* se sont toujours côtoyés dans cette région et des liens de solidarité se sont développés entre les communautés. De plus, ces peuples partagent le même

⁴³ On se réfère également à la région haute de la côte comme étant la basse montagne ou « *montaña baja* », il s'agit de la partie montagneuse de la région de la Petite Côte.

⁴⁴ Fiches techniques des municipalités de l'État de Guerrero disponible en ligne à : <http://www.municipios.com.mx/guerrero/mexico-12.html>

⁴⁵ Ce mythe explique aussi qu'il n'y ait qu'une seule récolte annuelle du maïs dans la montagne et plusieurs sur la côte. Lors de leur séparation, *Sabenaxa* reprit les graines qu'elle avait emportées de la côte à la montagne, mais elle promit à *Totonaxa* de lui rendre visite une fois l'an pour lui apporter des graines et de lui envoyer le maïs récolté sur la côte dont elle n'avait pas besoin.

territoire de la montagne. Des sous-régions linguistico-culturelles sont présentes, mais il n'existe pas de division territoriale homogène entre les différents peuples indigènes qui vivent sur le territoire de la *Costa-Montaña*.

La région de la *Costa-Montaña* est une région marginalisée et ce de manière générale, sans distinction entre les Peuples indigènes. Comme la plupart des régions à majorité indigène, elle manque d'accès aux ressources productives et aux services sociaux de l'État. La gestion du territoire et la création de services de base sont donc souvent assurées par les communautés elles-mêmes. On y observe une solidarité indigène qui transcende les frontières linguistiques et qui unit les peuples de la montagne. Celle-ci est investie d'une symbolique identitaire marquée. « Être *de* la montagne » ou « vivre *dans* la montagne » : ces expressions communes reflètent une identité collective des habitants de la région qui partagent également, en plus d'un territoire, une histoire et une mémoire collective.

L'identité du système de la Police Communautaire est depuis sa création étroitement liée au territoire qu'il occupe, nommé, tant par ses membres que par les personnes qui s'y intéressent, « Police Communautaire *de* la *Costa-Montaña* ». Parallèlement, le territoire de la *Costa-Montaña* est également surnommé « territoire communautaire » et la perception de la Police Communautaire et de la Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC) comme un système autonome se répercute également dans l'utilisation de cette expression⁴⁶. Lors des discussions, les communautés intégrées au système communautaire se définissent ainsi comme appartenant à un territoire différencié bien que ces communautés recoupent administrativement dix municipalités de l'état de Guerrero: Atlamajalcingo del Monte, Cochoapa El Grande, Copanatoyac, Iliatenco, Malinaltepec, Marquelia, Metlatonoc, San Luis Acatlàn, Tlapa et Xalpatlahuac. Ainsi, les communautés se définissent publiquement, lorsqu'interrogées, comme constituant un territoire communautaire et un système régional qui dépasse les frontières municipales pour unir les communautés et les peuples au sein d'un système pluriethnique.

⁴⁶ Territoire communautaire, expression utilisée pour parler du territoire que couvrent les communautés qui appartiennent à la Police Communautaire et à la CRAC.

On peut donc soutenir qu'il existe donc une certaine identité propre à la région de la *Costa-Montaña*, qui diffère de l'identité ethnique, qu'on pourrait s'avancer à considérer d'identité géographique ou territoriale. Il existe indéniablement une identité propre à chaque groupe ethnique de la région de la *Costa-Montaña*, toutefois, on y retrouve aussi, en plus d'une identité territoriale commune, une cohésion identitaire découlant du fait d'être indigène.

3.1.2 Identité indigène commune : une perspective historique

Le sujet indigène ayant été historiquement considéré comme subalterne, une identité indigène commune est née en relation à la société nationale, de la confrontation et de la comparaison à l'opresseur. L'identité collective indigène se définit donc non seulement sur la base ethnique ou linguistique, propre à chaque peuple, mais bien sur la base indigène plus englobante, en tant que groupe opprimé.

Comme nous l'avons vu au premier chapitre, cette identité indigène collective s'est forgée et renforcée depuis le premier Congrès National des Indigènes, à Patzcuaro au Michoacán, en 1975, lors duquel les Peuples présents revendiquèrent certaines prémisses de l'autonomie, particulièrement celles relatives au droit à la propriété communale des territoires ancestraux. Depuis les célébrations de 1992 commémorant les 500 ans de la « découverte » des Amériques et le soulèvement armé de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) de 1994, la reconnaissance juridique des droits des peuples indigènes devint un objectif central des principaux mouvements ethno-politiques régionaux et nationaux, provoquant un engouement pour la situation indigène dans les milieux académiques et politiques et convertissant le thème indigène en un enjeu national.

Historiquement, la construction des mouvements indigènes au Mexique fut teintée par les politiques institutionnelles corporatistes visant leur cooptation et leur assimilation. Le corporatisme, tel qu'appliqué au contexte mexicain, était une forme de contrôle politique misant sur la mobilisation des organisations sanctionnées –et souvent formées– par le gouvernement. Cette mobilisation officielle était l'adage du Parti Révolutionnaire

Institutionnel (PRI)⁴⁷ pendant ses soixante-dix ans de dictature *light* -de 1929 aux élections présidentielles de 2000-, et visait à canaliser les demandes de redistribution aux instances officielles, à s'assurer d'une base militante pour le PRI et à maintenir une certaine cohésion sociale. Les Peuples indigènes étaient donc interpellés par la machine corporatiste sur la base de leur travail et très peu de stratégies clientélistes étaient expressément développées sur la base ethnique: c'est plutôt au statut de paysan et de « pauvre » auquel se référait l'État. L'État offrait donc terres et biens matériels en échange d'obéissance électoraliste et sociale. Ce ne fut qu'après la crise économique de 1982, que le corporatisme, perçu comme trop coûteux et désuet, fût en partie démantelé sciemment par la vague néolibérale et que des organisations indépendantes jouirent de davantage de latitude pour s'organiser⁴⁸.

Les politiques indigénistes de l'État reflétaient également une stratégie commune de contrôle politique et social, cette fois-ci directement dirigées vers les peuples indigènes. Soutenues principalement par l'Institut National Indigéniste (INI)⁴⁹ -l'institution fondée en 1948 qui dictait les politiques officielles mexicaines-, les politiques indigénistes visaient l'intégration des indigènes dans la structure de l'État national. L'indigénisme, bien que se basant sur une particularité ethnique pour identifier les populations auxquelles s'adressaient ses politiques et programmes, cherchait à stigmatiser l'indigène dans sa condition d'exclu pour en faire un sujet malléable à l'assimilation. En infantilisant les populations indigènes, l'indigénisme mexicain se construisait en continuité de la lignée colonisatrice. Il dénigrait les revendications sociales des peuples indigènes quant à l'accès à la terre et positionnait l'indigène comme le simple protagoniste d'une dispute bilatérale entre la voie traditionnelle désuète et l'ère moderne. Après 1982, l'indigénisme prôna ainsi la propriété privée de la terre pour détacher les peuples indigènes de leurs modes de gestion communale et pour en faire des paysans nationaux (Solano Xochitl, 2005) et l'INI fut un acteur important de la

⁴⁷ Le PRI naît initialement le 4 mars 1929, sous le nom de « Partido Nacional Revolucionario » (PNR). Le 30 mars 1938, le Président Lázaro Cárdenas crée le « Partido de la Revolución Mexicana » (PRM) qui succède au PNR. Lors de la seconde convention du PRM en janvier 1946, le parti est renommé « Partido Revolucionario Institucional » (PRI).

⁴⁸ Notons également que la chute du corporatisme mexicain fut accompagnée par une diminution –en partie- des manœuvres ouvertement répressives et violentes et par une perte de crédibilité importante des organisations de l'État, entre autre dû à leur appui à des mesures dérisoires telles que la réforme de l'article 27 de la Constitution mexicaine touchant la propriété collective des terres communales.

⁴⁹ L'INI fut fondé en 1948. En 2003, le gouvernement mexicain abrogea la loi sur la création de l'INI et fonda la CDI, la « Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas ».

réforme de l'article 27 constitutionnel sur la propriété privée de la terre, argumentant qu'il s'agissait d'un processus d'*empowerment* des indigènes quant à une démarche d'autonomie productive.

En réaction à l'indigénisme, l'indianisme⁵⁰ se développe en opposition au « projet civilisateur » et à l'indigénisme des années quarante à quatre-vingt. L'indianisme émerge tant comme un concept anthropologique promu par des anthropologues latino-américains de gauche que comme un concept organique venue *d'en bas* et non imposé *d'en haut*, transcendant l'indigénisme officiel de l'État corporatiste priiste. L'indianisme se réfère à

un mouvement idéologique et politique dont l'objectif est centré sur la libération de l'Indien, non pas la libération de l'indien à titre individuel, mais bien l'Indien comme membre d'une civilisation indigène qui vit dans la mémoire collective des groupes indigènes et qui, plutôt qu'avoir été anéanti, attend patiemment l'heure de la libération. (Velasco, 2003, p.122).

On distingue donc l'indigénisme, « une idéologie paternaliste d'un État autoritaire » de l'indianisme, une « idéologie propre aux organisations indigènes indépendantes et démocratique » (Solano Xochitl, 2005, p 569).

L'indianisme redéfinit également la place des peuples indigènes comme acteurs politiques, ayant été traditionnellement exclus de la gauche au Mexique. En effet, l'identité culturelle était perçue comme un facteur de division du prolétariat et les organisations politiques et partis de gauche cherchaient donc à minimiser l'importance de l'ethnicité dans la définition des groupes exploités. C'est donc en tant que dépossédés des moyens de productions que les indigènes –tous comme les autres travailleurs/prolétaires- étaient considérés être exploités. Réduisant les formations sociales contemporaines aux seules classes sociales incapables d'incorporer à un projet politique des revendications particulières quant au respect à la diversité culturelle et ethnique, on cherchait à nier l'existence politique des groupes socioculturels et identitaires (Diaz-Polanco, 1991). La gauche mexicaine

⁵⁰ Cette distinction entre « indigénisme » et « indianisme » est particulièrement importante au Mexique où l'indigénisme a pris la connotation péjorative de politiques de cooptation. Dans d'autres pays d'Amérique Latine, il est à noter que les termes « indigénisme » et « indianisme » sont parfois pour leur part utilisés comme synonymes.

classique, imprégnée de la tradition marxiste-léniniste -et trotskyste-, soutenait donc l'idée d'une classe opprimée homogène, niant de ce fait l'hétérogénéité ethno-nationale.

Au Mexique, à la fin des années quatre-vingt, on observe un changement dans l'interprétation de l'indianité qui mène à récupérer, revaloriser et « re-indianiser » les peuples indigènes en faisant directement la promotion de la reconnaissance des groupes ethniques comme sujet politique (Velasco, 2003). On valorise le multiculturalisme comme nouvelle forme de pacte social en soutenant le droit des peuples indigènes à établir des relations asymétriques du reste des groupes composant la société nationale. Ce discours se transforme rapidement en le nouveau leitmotiv des organisations indigènes indépendantes et appuie la revendication de l'autonomie alors qu'elle prend sa place au centre de l'agenda national mexicain depuis la fin des années 1990. Ce sont en grande partie les transformations historiques qui s'effectuent quant au corporatisme, à l'indigénisme étatique et à l'exclusion des mouvements indigènes de la gauche traditionnelle qui permettent finalement la redéfinition de l'identité indigène et l'émergence d'un mouvement indigène indépendant.

3.1.3 Expériences de production autogérée

La production du café⁵¹ est un exemple pertinent quant à l'analyse de la disparition de services étatiques dans la région de la *Costa-Montaña* (Bartra, Cobo, Meza et Paz, 2002, p.2). À Guerrero, la production du café a été largement promue par l'État dans les années 1960 pour répondre aux besoins productifs des habitants de la région. À cette époque, la culture du café était subventionnée par l'État et appuyée par l'Institut Mexicain du Café (INMECAFE). L'INMECAFE a été instauré en 1958 pour protéger et améliorer les conditions de culture, d'industrialisation et de vente du café mexicain. Dans les années soixante-dix et suivant sa restructuration en 1974, la consolidation de l'INMECAFE était un élément clé du plan de développement du Président Luis Echeverría pour appuyer les petits producteurs de café et moderniser la production de café de petite échelle et augmenter la part

⁵¹ Le Mexique est le cinquième plus gros producteur de café au monde. On le cultive sur plus de 690 milles hectares dans douze États, 400 municipalités et 3500 communautés. Le café est principalement cultivé par des petits producteurs (5 hectares ou moins) dont 65% sont des membres de communautés indigènes. (Bartra, Cobo, Meza et Paz, 2002, p.2)

du Mexique sur les marchés étrangers. Sous l'impulsion populiste d'Echeverria, l'INMECAFE a été transformé en une gigantesque entreprise publique comptant plus de sept mil employés (Snyder, 1999, p.191). Son rôle principal était de subventionner la production, garantir son achat et son exportation tout en canalisant tant crédit qu'assistance technique aux petits producteurs. Toutefois, avec une lourde bureaucratie et une efficacité douteuse, lors de la crise financière de 1982, l'INMECAFE ne réussissait plus à fournir l'aide nécessaire aux petits producteurs. En 1989, le gouvernement de Salinas de Gortari a limité le rôle de l'INMECAFE à assister les producteurs marginalisés et a privatisé les entreprises paraétatiques de séchage, décorticage et rôtisserie de café.

L'avènement de l'ère des politiques néolibérales a mené au démantèlement des entreprises d'État et à l'abolition des subventions, laissant les producteurs de café qui se fiaient à l'État pour acheter leur café à la merci du marché. L'INMECAFE a finalement été remplacé en 1993 par le Conseil Mexicain du Café (CMC) dont la seule tâche est celle de faire la promotion du café mexicain. À Guerrero, le démantèlement de l'INMECAFE laissa la place aux autorités de l'État pour tenter d'instaurer un nouveau monopole sur une base néo-corporatiste en affiliant les producteurs de café dans une nouvelle structure liée au PRI. Ce projet néo-corporatiste se fit à travers une répression des producteurs récalcitrants et la cooptation des leaders de la région, les forçant à renoncer leur statut indépendant et à s'affilier à la Confédération nationale paysanne (CNC) (Snyder, 2001, p.24-25).

La fin des subventions étatiques a mené à la déroute de nombreux producteurs et paysans locaux. La disparition de l'INMECAFE a toutefois également stimulé l'émergence d'organisations productives coopératives. Avant même son démantèlement –et y ayant participé– des regroupements de petits producteurs ont commencé à émerger, s'opposant non seulement aux stratégies néo-corporatistes du Gouverneur, mais exigeant une plus grande participation démocratique des producteurs dans le développement des politiques agricoles (Snyder, 2001, p.98). Les producteurs devant répondre à la disparition des services et subventions préalablement offerts par l'État, l'organisation coopérative et des alliances partisans avec des partis d'opposition sont apparues comme les meilleurs moyens de répondre à ces manques (Snyder, 2001, p.99-100). Des coopératives de café ont donc été

mises en place, regroupant de petits producteurs, en grande majorité indigènes, au sein de sociétés typiquement appelées *Sociedad de Solidaridad Social* (SSS)⁵². Dans la région de la *Costa-Montaña*, les coopératives la *Unión de Ejidos Luz de la Montaña* (« Luzmont »), la *Sociedad de Solidaridad Social* (SSS) et la *Unión Regional Campesina* (URC) rattachée à l'ARIC, l'*Asociación Rural de Interés Colectivo*, sont les principaux regroupements de petits producteurs.

Cette nécessité de s'organiser pour répondre aux carences de l'État a mené à la création de coopératives de café, mais plus encore, a permis aux Peuples indigènes de la région d'interagir dans une organisation sociale commune à l'extérieur du PRI, dépassant les limites de leurs communautés et cherchant à créer, ensemble, une organisation sachant répondre à leurs besoins. Sans idéaliser la démocratie qui s'opère au sein des coopératives de production de café puisqu'ils s'agissaient en partie d'initiatives partisans liées à la consolidation de nouveaux partis d'opposition, ces exemples témoignent tout de même d'une capacité organisationnelle à l'extérieur des structures de l'État et d'une tendance vers une gestion plus démocratique des institutions (Snyder, 2001, p.104). Ces coopératives de café sont ainsi des exemples concrets d'initiatives d'autogestion appliquée à la sphère de la production dans la région de la *Costa-Montaña*. Les coopératives de café ont servi à promouvoir un nouveau modèle d'organisation collective à travers les communautés indigènes de la région et la police communautaire s'est entre autre basée sur ces expériences pour promouvoir la création d'une organisation autonome –coopérative – de gestion de la sécurité.

3.1.4 Violence, « guerre sale » et délinquance

Historiquement, l'État de Guerrero, et la région de la *Costa-Montaña*, a connu une mouvance socio-politique bouillonnante, étant le théâtre des principales activités *guerrilleras* des années 1960 et 1970. Cette histoire a indéniablement marqué les peuples qui y vivent aujourd'hui. De manière plus récente, dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, l'État de Guerrero a été confronté à de hauts niveaux de délinquance. Finalement, aujourd'hui,

⁵² Les sociétés de solidarité sociales sont des organisations productives collectives régies la Loi sur les SSS, disponible en ligne : <http://www.cddhcu.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/71.pdf>.

Guerrero est aux prises avec sa part des violences associées à la « guerre contre la drogue » alors que différents cartels se disputent un territoire de production et le contrôle de la ville d'Acapulco. De plus, dans la région de la *Costa-Montaña*, plusieurs confrontations se manifestent en lien avec le développement minier et l'accès au territoire et aux ressources. Ainsi, bien que la Police communautaire se soit développée spécifiquement pour faire face au problème du banditisme de grand chemin, l'élément déclencheur de l'instauration de l'initiative sécuritaire communautaire, les cycles de violence qui persistent aujourd'hui ne permettent pas de constater la fin de la crise ayant mené à son émergence. Il s'agit plutôt d'une transformation des enjeux avec lesquels les communautés sont aux prises et un changement dans les priorités de la PC-CRAC.

Mouvements armés des années 1960-70 et « guerre sale »

La naissance de deux des plus importants mouvements armés des années soixante et soixante-dix au niveau national est liée à l'organisation syndicale des professeurs (« *sindical magisterial* ») dans l'état de Guerrero. Genaro Vázquez Rojas de l'*Asociación Cívica Nacional Revolucionaria*⁵³ et Lucio Cabaña Barrientos du *Partido de los Pobres*, furent tous deux professeurs formés à l'École Normale Rurale Raúl Isidro Burgos de Ayotzinapa.

Dans les années soixante, alors qu'il était leader syndical, Genaro Vázquez Rojas fonda l'*Asociación Cívica Guerrerense* (ACG) et la *Central Campesina Independiente* (CCI), deux organisations politiques qui s'opposaient au gouvernement de Raul Caballero Aburto⁵⁴. En réponse à son action politique, Vázquez Rojas est arrêté et détenu le 11 novembre 1966. Il ne sera libéré que le 22 avril 1968 par un commando armé de l'ACG. Vázquez Rojas passe ainsi à la clandestinité et forme l'*Asociación Cívica Nacional Revolucionaria*, une organisation politico-militaire qui opérera principalement dans la région de la *Costa Chica* de l'État de Guerrero. Pour sa part, Lucio Cabañas Barrientos est leader étudiant durant ses études à Ayotzinapa et nommé par la suite Secrétaire général de la *Federación de Estudiantes Campesinos Socialistas de México* en 1962. Alors qu'il participe à une manifestation

⁵³ Organisation dont les membres sont surnommés « *los cívicos* ».

⁵⁴ Gouverneur de l'État de Guerrero sous la bannière du PRI de 1957 à 1961.

pacifique à Tecpan, dans la municipalité de Atoyac de Alvarez, dans la région *Costa Grande*, le 18 mai 1967, la police motorisée ouvre le feu sur les professeurs manifestant et le gouvernement accuse par la suite Cabañas d'avoir agité la foule et le rend responsable du massacre. Cabañas se voit alors dans l'obligation d'entrer dans la clandestinité. Il fonde alors le Parti des Pauvres⁵⁵ (*Partido de los Pobres –PdIP*) qui naît initialement sous forme d'organisation politique de lutte sociale pour se radicaliser et se convertir en une organisation de guérilla.

L'*Asociación Cívica Nacional Revolucionaria* et le Parti des Pauvres ont toutes deux eu comme revendications principales un meilleur partage des ressources, l'accès à la terre et l'amélioration des conditions de vie des paysans et ont reçu un appui massif de la population, particulièrement des habitants des zones rurales et indigènes de Guerrero. Dans le contexte de la répression féroce des mouvements sociaux en 1968, l'*Asociación Cívica Nacional Revolucionaria* et le Parti des Pauvres, dont sa « *Brigada de Ajusticiamiento* » responsable des actions armées d'envergure, sont apparus comme des symboles de la résistance du peuple mexicain face à la répression de l'État. Pour lutter contre leur infiltration dans les communautés rurales, l'armée mexicaine a développé ce qui est maintenant connu comme la guerre de base intensité (« *guerra de baja intensidad* »). Cette stratégie militaire s'attaquait aux populations civiles soupçonnées d'appuyer les guérillas et mena à l'incarcération, la disparition et l'assassinat de nombre de paysans et indigènes. Il est évalué que nationalement, de 1968 à 1980, la guerre de base intensité ou guerre sale (*guerra sucia*) a mené à la disparition de 1300 personnes, dont plus de 600 dans l'État de Guerrero⁵⁶. Pour leur part, Vázquez Rojas fut tué lors d'une poursuite automobile par des soldats mexicains le 2 février 1972 et Cabañas Barrientos fut assassiné lors d'affrontements avec des troupes militaires le 2 décembre 1974.

⁵⁵ Le Parti pour les Pauvres est particulièrement connu pour l'enlèvement et la séquestration pendant trois mois, en pleine campagne électorale, de juin à septembre 1974, de Ruben Figueroa Figueroa qui deviendra Gouverneur de l'État de Guerrero de 1975 à 1981.

⁵⁶ Les chiffres sont tirés du livre « *Noche y niebla. Por los caminos de la impunidad en México : Un estudio sobre tortura, desaparición forzada y justicia militar* » publié par l'ONG *Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos*, 2009. Disponible en ligne à <http://www.cmdpdh.org/docs/noche%20y%20niebla.pdf>.

Ces organisations politiques armées des années 1960 et 1970 ont influencé, tant par leurs alliances que déchirement, la formation des organisations armées présentes aujourd'hui dans l'État de Guerrero. À un certain égard, la prolifération des organisations armées et la normalité de la prise des armes a aussi influencé la création de la police communautaire. L'*Ejercito Popular Revolucionario* (EPR), présent particulièrement dans la région de la Costa Grande, naît en 1994 comme le résultat de la fusion de plusieurs groupes armés, dont le *Partido Revolucionario Obrero Clandestino - Unión del Pueblo* qui était né pour sa part de la fusion de la *Unión del Pueblo* avec le Parti des Pauvres peu après la mort de Cabañas. L'*Ejercito Revolucionario del Pueblo Insurgente* (ERPI), présent particulièrement dans la région de la *Costa-Montaña*, naît en 1997 d'une séparation de l'EPR et est aujourd'hui perçu comme maintenant une certaine continuité avec l'*Asociación Cívica Nacional Revolucionaria* de Vázquez Rojas.

L'héritage de ces organisations politico-militaires a également une influence sur la vision quant à la prise des armes qui est souvent perçue comme une voie d'organisation qui a su donner des résultats, bien que mitigés. Les mémoires de Vázquez Rojas et de Cabaña sont célébrées annuellement par la mouvance la plus radicale des organisations sociales et encore aujourd'hui la présence de groupes armés de gauche dans les communautés est gérée, bien que discrètement, comme une réalité normale⁵⁷. Paradoxalement, la prise des armes est perçue à la fois comme le résultat de la répression des mouvements sociaux pacifiques - poussant des organisations sociales à choisir la voie armée pour lutter contre la répression-, et la cause de la répression de l'État, l'armée usant souvent le prétexte de lutter contre la guérilla⁵⁸ pour opérer dans les communautés rurales et indigènes.

Violence et délinquance des années 1980-90

La montagne de Guerrero est un territoire oublié. Il s'agit d'une région confrontée à des niveaux alarmants de pauvreté et de marginalité; une des régions de plus grande expulsion migratoire (vers les exploitations agricoles du nord du Mexique et vers les États-Unis); une

⁵⁷ Ces conclusions émanent de plusieurs entrevues réalisées avec des membres des communautés et des membres de groupes armés de la région.

⁵⁸ On y parle alors de « *guerra contrainsurgente* » ou de « *guerra de baja intensidad* ».

région confrontée à la stigmatisation néo-coloniale des peuples indigènes et à l'indifférence des gouvernements fédéraux, nationaux et municipaux.

Les années 1980 ont vu naître une nouvelle vague de violence. Les communautés de la *Costa-Montaña* furent victimes de haut niveau de délinquance organisée : banditisme de grand chemin, braquage, vols de bétail, méfaits, violations sexuelles, meurtres, etc. De plus, tout comme face à la violence interne aux communautés, l'État ne sut répondre à cette insécurité, en raison, en partie, de l'inaccessibilité de la région (absence ou mauvaises conditions des routes), du manque d'intérêt –économique ou électoral– de la région, et d'une disparition des services assurés par l'État dû au désengagement lié aux politiques néolibérales de recouvrement économique après la crise de 1982. Les communautés sont maintenues dans « une situation de marginalité et d'impunité » face à la « violence sociale qui surgit comme réponse à l'absence d'action institutionnelle légale, efficace et légitime ». (Sanchez Serrano, 2006, p.131) L'impunité face à la délinquance organisée menait aussi à une augmentation des autres délits et à l'instauration d'un climat de violence dans les communautés. (Sanchez Serrano, 2006, p.132)

Les années 1990 ont connu cette même délinquance. Dû au niveau élevé d'insécurité, en particulier sur les routes, les habitants des communautés de la région rapportent se retrouver avec le sentiment d'être séquestrés dans leurs propres villages par la peur de sortir de leur communauté et de marcher librement dans la montagne. À cette époque, le marché principal de la région était basé dans la petite ville de San Luis Acatlán et les paysans devaient s'y rendre pour y vendre leurs produits et récoltes. Ils racontent être alors toutefois confrontés à une dure réalité: se faire soit voler leurs marchandises en chemin vers le marché, ou -s'ils réussissaient à rejoindre le marché pour y vendre leurs produits-, se faire voler les gains de leurs ventes sur le chemin du retour vers leurs communautés. C'est précisément cette violence et cette insécurité exacerbées par le banditisme de grand chemin qui pousseront les communautés de la *Costa-Montaña* à s'organiser pour revendiquer des services de l'État. La présence accrue de violence et délinquance, et l'inaction de l'État à son égard, doit être considérée comme l'élément déclencheur de la fondation de la Police communautaire, sans

qu'il semble y avoir toutefois unanimité sur un seul événement. Différentes personnes⁵⁹ y ayant participé se réfèrent à divers événements marquants : l'assassinat de vingt-quatre paysans dans la communauté de Huautla (dans la région *Centro*) le 3 février 1993; l'attaque du Père Mario Campos Hernández en supposée collusion avec le Commissaire local de la communauté de Santa Cruz del Rincón en 1994; le massacre par la Police motorisée de dix-sept paysans membres de la *Organización Campesina de la Sierra del Sur (OCSS)* à Aguas Blancas (dans la région *Costa Grande*) le 28 juin 1995; ou le viol collectif et le meurtre d'une fillette de 12 ans revenant de l'école à San Luis Acatlán, en 1995.

« Guerre contre la drogue » et narcotrafic

Depuis 2006, l'État de Guerrero est un des États les plus touchés (Trans Border Institute, 2013, p.37), avec Baja California, Chihuahua et Sinaloa, par la violence liée à la guerre entre les cartels et trafiquants de stupéfiants pour le contrôle du territoire, particulièrement dû à la lutte entre le cartel de la *Familia Michoacana* (alliée au cartel du Golfe) et le cartel des *Beltrán Leyva* (allié antérieurement au cartel de Sinaloa et allié aux *Zetas* depuis 2008). Le *Transborder Institute* de l'Université de Californie à San Diego⁶⁰ a établi qu'en 2010, 84% des meurtres liés au crime organisé se produisaient dans quatre des 32 États (Chihuahua, Sinaloa, Guerrero et Baja California) et que les cinq villes les plus violentes étaient Ciudad Juárez (2738 meurtres), Culiacán (587), Tijuana (472), Chihuahua (670) et Acapulco (370), représentant 32% de tous les homicides relié au trafic de la drogue en 2010. Cette violence est toutefois relativement concentrée dans les villes d'Acapulco et Chilpancingo (la capitale de l'État de Guerrero) et, en moindre mesure, dans les régions de *Costa Grande* et de *Tierra Caliente* qui bordent l'état de Michoacán.

Le conflit entre les cartels –et de manière interposée, entre différentes factions des forces policières et militaires qui les appuient– ne s'est pas transposé de manière importante à la région de la *Costa-Montaña*. Celle-ci n'en est toutefois pas protégée alors que les habitants

⁵⁹ Ces témoignages ont été obtenus lors d'entrevues réalisées à San Luis Acatlán en juillet 2007. On se réfère ici particulièrement aux expériences de Don Gelasio et Bruno Valerio Placido qui ont tous deux participé à la création de la police communautaire et qui y ont occupé des postes.

⁶⁰ Le plus récent rapport du Trans Border Institute est disponible en ligne à : <http://justiceinmexico.files.wordpress.com/2013/02/130206-dvm-2013-final.pdf>

de la région rapportent que la production de stupéfiants (surtout la culture de marijuana et de pavot) est présente et sert souvent de revenus d'appoint pour lutter contre la pauvreté.

Violence contre les défenseurs de droits humains et activistes

Le Mexique connaît un taux élevé de violence à l'égard des défenseurs de droits humains⁶¹. On entend par défenseur des droits humains, selon la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'Homme⁶², quiconque promeut ou s'efforce de mettre en application, de quelque manière que ce soit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales reconnus aux niveaux national ou international, ce qui comprend la promotion et la protection de tout droit civil, politique, économique, social ou culturel.

Les menaces, actes d'intimidation, disparitions, attaques et homicides envers les défenseurs de droits humains ne sont pas nouveaux. La « guerre sale », tel qu'il a été mentionné, a mené à la disparition de nombre de leaders communautaires, dirigeants syndicaux et activistes. Toutefois, depuis les 10 dernières années, la situation s'est détériorée dans un contexte de violence accrue en lien avec le narcotrafic et l'impunité généralisée. Tel qu'elle en fait état dans son Rapport spécial sur la situation des défenseurs de droits humains au Mexique⁶³, la Commission nationale de droits humains (CNDH) a enquêté près de 60 cas graves de violations de droits humains à l'égard de défenseurs en 2011. Les États qui comptent avec le plus d'enquêtes sont le District fédéral (Ville de Mexico), le Chiapas, Oaxaca, Chihuahua, Puebla, Jalisco, Guerrero, Tlaxcala, l'État de Mexico et Veracruz. La CNDH, dont les chiffres sont plutôt conservateurs, a fait écho de 18 assassinats et une disparition de défenseurs de droits humains de 2000 à 2011. En ce qui a trait aux journalistes, la CNDH estime que de 2000 à 2011, 76 d'entre eux ont été assassinés.

⁶¹ Pour une synthèse de la situation, on peut consulter le World Report 2013 (Mexico) de Human Rights Watch, en ligne : <http://www.hrw.org/world-report/2013/country-chapters/mexico>

⁶² Disponible en ligne : <http://www2.ohchr.org/french/issues/defenders/declaration.htm>

⁶³ Le rapport est disponible en ligne : <http://www.cndh.org.mx/sites/all/fuentes/documentos/Index/20110706.pdf>

Une Loi pour la protection des personnes défenseuses de droits humains et des journalistes⁶⁴ a finalement été promulguée par le président Calderon en juin 2012, mais plusieurs ONGs locales et internationales dénoncent le manque de mécanisme de protection pour rendre la loi opérante. La nouvelle réforme constitutionnelle permet aux autorités fédérales d'enquêter sur les crimes visant les défenseurs de droits humains et les journalistes et d'engager des poursuites contre les auteurs présumés (jusqu'alors les autorités fédérales considéraient que ces affaires relevaient des compétences des États du pays). Il est toutefois de l'avis du Bureau du Mexique du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'Homme⁶⁵ que l'absence d'enquêtes et de poursuites sérieuses dans les dernières années a toutefois renforcé l'impunité et que l'entrée en vigueur de la loi, même si elle est adéquatement appliquée, ne mènera probablement pas à des changements significatifs de sitôt.

Violence liée à l'exploitation des ressources naturelles

Plus récemment, nous avons vu apparaître une nouvelle crise liée à l'exploitation des ressources naturelles, en particulier du sous-sol minier. Ces violences semblent être tant internes qu'externes aux communautés. Les habitants dénoncent⁶⁶ que d'un côté le non-respect des entreprises minières et leur intrusion sans autorisation dans le territoire communautaire mènent à des affrontements et que, de l'autre côté, le gouvernement de l'État fait usage de cooptation pour convaincre certaines communautés d'accepter l'exploration minière de leurs terres. Inévitablement, les promesses de redevances et d'emplois poussent plusieurs communautés à se déchirer et à entretenir des conflits internes quant à la présence des entreprises minières qui semblent profiter de la déstabilisation des communautés et l'effritement du tissu social.

⁶⁴ Le texte de la loi est disponible en ligne :

http://www.derechoshumanos.gob.mx/work/models/Derechos_Humanos/Resource/182/1/images/ley.pdf

⁶⁵ Le rapport est disponible en ligne : http://hchr.org.mx/files/doctos/Informe_defensoresDH_2013_web.pdf

⁶⁶ La posture de la CRAC est mise de l'avant dans ses articles en ligne :

<http://desinformemonos.org/2013/08/minerales-detras-de-la-persecucion-militar-contr-la-policia-comunitaria/> et <http://desinformemonos.org/2013/08/la-mineria-llega-con-rostro-amigo-a-guerrero/>

3.1.5 Division municipale de l'État de Guerrero

Le Mexique est le premier pays du continent latino-américain à mentionner l'autonomie locale sous la dénomination de « municipalité libre » dans l'Article 115 de la Constitution de 1917 qui établit que la base de la division territoriale et de l'organisation politique administrative des états de la Fédération est la municipalité libre. Toutefois, les gouvernements centraux et des États n'ont jamais implanté les mécanismes suffisants pour rendre cette autonomie effective (Jiménez Benítez, 2001, p.150). En effet, l'Article 115 de la Constitution mexicaine alloue un grand potentiel pour le développement de l'autonomie locale au niveau municipal, faisant de la municipalité l'unité fondamentale de la République mexicaine. La Constitution investit également les municipalités d'une personnalité juridique⁶⁷ et rend les municipalités responsables de la gestion de nombreux services, dont la sécurité publique et le transport local⁶⁸. Toutefois, les bases du régime municipal qu'établit la constitution allouent le pouvoir local aux États de la Fédération plutôt qu'aux municipalités. Les fonds fédéraux sont également principalement gérés par les États et les subventions et péréquations municipales se font davantage selon l'allégeance politique et avec des visées partisans plutôt qu'en fonction des pouvoirs constitutionnels des municipalités. Bien que l'autonomie des municipalités libres ne soient que principalement illusoires (puisque sans fonds, le développement municipal est très limité), cette rhétorique a toutefois permis à la PC-CRAC d'en utiliser le cadre juridique pour situer sa création et son action.

Pour leur part, les pouvoirs et droits des municipalités de l'État de Guerrero sont établis par la Loi organique de la municipalité libre de l'État de Guerrero (« *Ley Organica del Municipio Libre del Estado de Guerrero*⁶⁹ »). Elle permet aux 81 municipalités de l'État de Guerrero (et aux communautés qui composent les municipalités) de bénéficier d'une certaine décentralisation.

La Loi organique de la municipalité libre de l'État de Guerrero établit le cadre légal utilisé par la Police Communautaire et la Coordination régionale des autorités

⁶⁷ Article 115 de la Constitution. Disponible en ligne: <http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/1.pdf>

⁶⁸ Article 115, par.III.

⁶⁹ Disponible en ligne: <http://www.guerrero.gob.mx/pics/legislacion/97/LOMLEG.pdf>

communautaires (CRAC) pour défendre leur modèle d'autonomie. L'Article 61 érige les responsabilités des municipalités en matière de sécurité. Les municipalités doivent entre autres « maintenir la tranquillité, la sécurité et l'ordre public à l'intérieur de la municipalité » (Par. VI); « prévenir la commission de délits et protéger les personnes, leurs propriétés et leurs droits » (Par. VII); « appuyer le Ministère public et les autorités judiciaires quand celles-ci le requièrent » (Par. VIII) et « appréhender les délinquants » (Par. IX et X). La septième section de la loi établit les organes auxiliaires assurant le « meilleur fonctionnement de la municipalité et sa déconcentration territorial la plus efficace »⁷⁰, soit principalement les commissariats municipaux considérés comme des organes de déconcentration de l'administration municipale et de participation des communautés⁷¹. Les commissaires municipaux sont, en matière de sécurité, dotés des responsabilités d'appliquer les règlements et décrets municipaux, sous le contrôle du président municipal; de voir au maintien de l'ordre public et d'imposer les sanctions administratives; d'appuyer le Ministère public et les procureurs lorsque nécessaire; d'arrêter les délinquants pris en flagrants délits et de les remettre aux autorités compétentes en plus de promouvoir la participation de la communauté⁷². La loi permet donc aux commissaires municipaux élus par leur communauté de jouir de plusieurs pouvoirs quant à la gestion de la sécurité et de la justice. Ce sont sur ces bases que se fondent la Police Communautaire, utilisant les prérogatives établies par la Loi organique de la municipalité libre de l'État de Guerrero pour former un système alternatif et autonome de sécurité et de justice en intégrant les commissaires municipaux à leur structure et en adaptant les pouvoirs qui leur sont déjà conférés.

3.1.6 Us et coutumes

Tel que mentionné au deuxième chapitre, les us et coutumes représentent un ensemble de valeurs communes élevé au rang de cadre normatif. Les *usos y costumbres* constituent « une sorte de sédimentation hybride d'institutions et de pratiques héritées de l'époque coloniale et transformées tout au long de l'histoire du Mexique » (Recondo, 2009, p.35). Certains chercheurs préfèrent dès lors parler de « systèmes normatifs » plutôt que d'« us et

⁷⁰ Article 196, Loi organique de la municipalité libre de l'État de Guerrero (LOMLG).

⁷¹ Article 197, LOMLG.

⁷² Article 201, LOMLG.

coutumes ». (Sarmiento Silva, 2008, p.9) Il s'agit donc d'un ensemble de règles habituellement non-écrites qui définit une « hiérarchie civile et religieuse » (Recondo, 2009, p.35), les pratiques de nomination à ses charges communautaires (*cargos*), ainsi qu'un corpus de mœurs qui dictent les comportements socialement acceptés. Comme le suggère Recondo, pour rendre compte de la « complexité dialectique des processus historiques d'appropriation et de réinvention des institutions par les sociétés », il faut « dépasser les discours trop tranchés qui présentent les communautés indiennes actuelles comme des réminiscences des sociétés précolombiennes ou bien, au contraire, comme un héritage purement colonial » (Recondo, 2009, 40). Les systèmes de charges rotatifs s'inspirent du *cabildo* espagnol du XVI^e siècle (Recondo, 2009, p.41), mais l'organisation communautaire et des conceptions et pratiques de l'autorité découlent aussi de certains éléments de la culture précolombienne (Recondo, 2009, p.39).

Au Mexique, tout dépendant des États, les us et coutumes sont intégrés, à différents degrés, aux lois. Par exemple, l'État de Oaxaca fut le premier à « inscrire dans sa constitution la reconnaissance du caractère multiculturel de la société locale » (Recondo, 2009, p.155) et à reconnaître les coutumes dans le Code électoral dès 1995 (Recondo, 2009, p.156). Les élections municipales s'y déroulent donc, dans nombre de municipalités à prédominance indigène, à travers le système d'us et coutumes. Dans l'État de Guerrero, ce n'est qu'en 2011 que le congrès a adopté la « Loi de reconnaissance, droit et culture des peuples et communautés indigènes de l'État de Guerrero »⁷³ qui définit, à l'article 4, les us et coutumes comme des « conduites réitérées qui font partie des normes et règles de coexistence que constituent les traits et les caractéristiques de chaque peuple indigène ».

Ce qui compose les us et coutumes plus concrètement reste difficile à délimiter. Leurs pratiques dépendent de chaque communauté (ou municipalités, selon les États) et « en somme, il existe autant de hiérarchies que de municipalités, ce qui rend impossible toute généralisation. Ce qui est commun à tous les cas est le principe, parfois très vague, de hiérarchie des charges » (Recondo, 2009, p.39). Ce qui est toutefois intéressant avec l'étude

⁷³ Le texte de loi est disponible en ligne : <http://i.guerrero.gob.mx/uploads/2012/07/24-Ley-701-RecDerCultura-Ind.pdf>

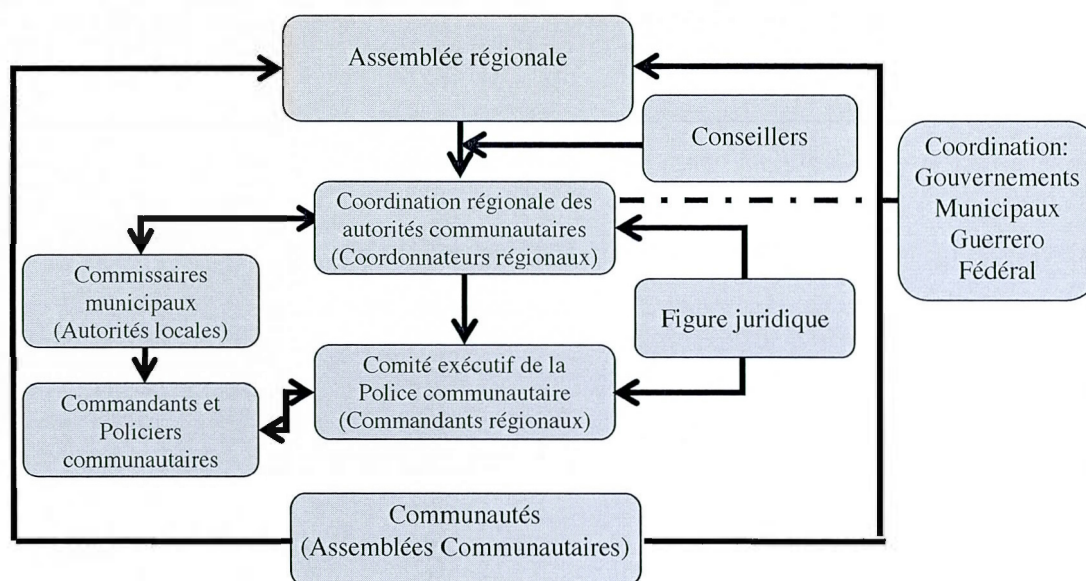
de la Police communautaire et de la CRAC est le partage et l'évolution de certaines coutumes d'une communauté à l'autre, particulièrement en lien avec l'incorporation au système de sécurité et de justice communautaire de communautés métisses ou allochtones, tel qu'observé dans le cas de communautés de la municipalité de Marquelia. En effet, quelques communautés métisses et afro-métisses de la *Costa chica* ont incorporé le système communautaire démontrant de ce fait que les us et coutumes des communautés de la région ne découlent pas exclusivement de pratiques indigènes, mais de systèmes normatifs locaux. Selon ses observations, il est possible de conclure que le système de la PC-CRAC a ainsi permis à diverses communautés *mee'phaa (tlapaneco)*, *na savii (mixteco)*, *nahuatl* et métisses de partager leurs pratiques au sein de l'assemblée régionale (instance sur laquelle nous reviendrons postérieurement), alliant des us et coutumes diverses et créant de ce fait des pratiques propres au système communautaire.

Les indigènes du Mexique, et dans une mesure bien particulière ceux de l'État de Guerrero, sont confrontés à un contrôle territorial, une marginalisation sociale et économique et un contexte politique violent lié à la contre-insurrection et à la *guerre aux drogues*. On perçoit dès lors, face à la révision historique, « que les indigènes ont été ignoré par les institutions de l'État et termine par impulser leur propre justice, d'où l'importance de la Police communautaire ». (Sánchez Serrano, 2012, p.36)

3.2 La Police Communautaire

La Police communautaire est la première composante d'un système communautaire de sécurité, de justice et de rééducation basé sur les us et coutumes indigènes. Promu par plus de 70 communautés indigènes de la région de la *Costa-Montaña* de l'État de Guerrero, la police communautaire compte près de 800 policiers et le territoire communautaires où elle opère compte aujourd'hui approximativement 100 000 habitants.

Figure 3.1
Organigramme du Système communautaire de sécurité, de justice et de rééducation⁷⁴



La fondation de la Police communautaire a grandement été influencée par le contexte géographique, social et politique dans lequel elle prend forme : elle naît sur un territoire précis et délimité; regroupe des communautés qui partagent une identité et une histoire commune; tire des leçons des organisations productives coopératives de la région; répond à un problème de violence important; et prend forme en se basant sur une structure municipale décentralisée existante. Elle se fonde sur une première organisation dédiée à exprimer des demandes claires au gouvernement local, se forme ensuite comme force policière soutenant le travail du Ministère de la justice pour plus tard se constituer en entité autonome contribuant à un système de justice autonome parallèle.

3.2.1 Premières tentatives d'organisation

C'est pour répondre à la crise d'insécurité que les communautés de la région de la *Costa-Montaña* ont organisé leurs premières assemblées régionales. Les communautés

⁷⁴ Figure élaborée à partir des documents internes, dont principalement à partir du Règlement interne dont une synthèse est présentée en annexe.

reçurent l'appui des coopératives de la région, qui étaient également gravement touchées par les vols de marchandises, du *Consejo Guerrerense 500 Años de Resistencia Indígena, Negra y Popular*, une organisation sociale fondée dans la mouvance de la contestation du 500^e anniversaire de la « découverte » des Amériques en 1992, et des curés de certaines paroisses, quelques-uns influencés par la théologie de la libération.

En 1992, les Pères Bernardo Valle et Mario Campo qui officiaient dans les communautés de Pascala del Oro et de Santa Cruz El Rincón, une des plus grandes communautés de la région située sur l'axe principale reliant la côte et la montagne, convoquèrent les organisations productives de café et les communautés indigènes à former le *Consejo de Autoridades Indígenas* (CAIN), dont les revendications étaient l'obtention de davantage de services dans les communautés, une meilleure sécurité, une vigilance sur les routes -surtout sur la route (*carretera*) reliant Marquelia et Tlapa- et l'accès à l'éducation supérieure par l'ouverture d'une branche de la *Universidad Pedagógica Nacional* (UPN) dans la communauté de Santa Cruz el Rincón. (Flores Félix, 2007, p.187-188)

Des représentants mandatés par le CAIN rencontrèrent à maintes reprises les autorités civiles, militaires, policières et judiciaires de Guerrero pour faire valoir leurs revendications. À part l'émission de certaines promesses creuses, l'État ne répondit pas aux demandes des communautés. (Sanchez Serrano, 2006, p.152-153) Le CAIN, qui exista de 1992 à 1994, fut une première tentative d'organiser les autorités communautaires nommées par les communautés indigènes de la région et contribua à lancer le processus organisationnel de la Police Communautaire. Il s'agissait principalement d'un instrument de lobbying et de pression politique, mais il dénote toutefois les premières stratégies d'organisation des communautés indigènes de la région. De plus, l'absence de réponse aux demandes du CAIN démontre clairement l'évolution du processus organisationnel de la Police Communautaire. (Flores Félix, 2007, p.117-119) En effet, c'est devant l'inaction de l'État que les communautés indigènes se tournèrent vers un processus davantage autonome, cherchant à résoudre eux-mêmes les problèmes qui les affligeaient.

3.2.2 Fondation de la Police communautaire

Après des demandes répétées pour exiger une meilleure sécurité de la part de l'État et devant l'inefficacité et le manque de volonté des autorités étatiques et municipales, les communautés indigènes de la *Costa-Montaña* se sont référées à leurs structures organisationnelles traditionnelles et aux expériences d'organisation autonome des coopératives et de mobilisation des organisations sociales pour tenter de résoudre les problèmes liés à l'augmentation drastique de la violence et de la délinquance dans leur région. Tel qu'en témoignent les documents internes, les organisations productives et sociales ont été en grande partie les moteurs de la fondation de la Police Communautaire, encourageant les communautés indigènes à se rendre compte de leur capacité à s'organiser et à développer des activités qui étaient préalablement exclusives à l'État. La Police communautaire répondait également à un besoin de sécurité accrue des coopératives pour faciliter le commerce dans la région.

En révisant les procès-verbaux et documents internes, on note qu'après une première assemblée convoquée par la paroisse de la communauté de *Santa Cruz El Rincon* qui eut lieu à l'été 1995 dans la communauté de *Pascala de Oro* et qui rassembla les représentants d'une dizaine de communautés de la région, les coopératives *Luz de la Montaña* et *Unión Regional Campesina* et le *Consejo Guerrerense 500 Años de Resistencia*, les participants convoquèrent le 17 septembre 1995, dans la ville de San Luis Acatlán, une deuxième assemblée qui porta exclusivement sur la question de la sécurité. Après chacune de ces assemblées, une commission fut mandatée pour se rendre à Chilpancingo, la capitale de l'État de Guerrero, pour faire connaître aux autorités gouvernementales leurs demandes. Celles-ci restèrent toutefois sans réponse. Les organisations et les communautés participantes organisèrent par la suite, toujours à San Luis Acatlán, le 2 octobre 1995, un Forum sur la sécurité et les services (*Foro sobre Seguridad y Servicios*). Lors de ce forum, on nota déjà la formation de quelques groupes de policiers communautaires constitués de manière informelle⁷⁵. Finalement, lors de l'assemblée régionale tenue dans la communauté de *Santa Cruz el Rincón*

⁷⁵ On témoigne de l'existence d'au moins deux communautés avec des groupes de policiers communautaires constitués informellement avant le Forum sur la sécurité et les services du 2 octobre 1995, soit dans les communautés d'Horcacitas et de Cuanacaxtitlán.

le 15 octobre 1995, les vingt-deux communautés présentes s'accordèrent pour former officiellement la Police Communautaire.

3.2.3 1995-1998 : De la sécurité à la justice

Initialement, la majorité des vingt-deux communautés nomma, dans leurs assemblées communautaires, un groupe de six à dix policiers, un commandant et un commandant-suppléant, nommés pour des mandats d'un an. Les policiers de cette époque témoignent que les groupes communautaires agissaient indépendamment, sous l'autorité du commissaire, sans réelle coordination au niveau régional. Ils assuraient la sécurité à proximité de leurs communautés, effectuaient principalement des patrouilles et « rondes » à pied et accompagnaient les camionnettes de passagers des services de transport collectif locaux entre leurs communautés et les centres municipaux.

À la formation de la Police communautaire, les autorités civiles communautaires participantes témoignent qu'elles avisèrent le Secrétariat des affaires indigènes (*Secretaria de Asuntos Indígenas*) de Guerrero et le Gouverneur de l'état de sa mise en place. Recevant dans certaines municipalités l'appui des présidents municipaux, la Police communautaire est alors perçue comme une initiative relativement inoffensive –pour l'État– et permettant la prestation de services complémentaires répondant aux besoins liés à l'éloignement géographique. Le tout sans coût additionnel pour l'État. En 1996 et 1997, le Sous-secrétariat de protection de Guerrero et le 48^e Bataillon d'infanterie de Cruz Grande offrent à certains groupes de policiers communautaires une formation sur le maniement d'armes, la législation et la sécurité. Cette formation est alors dispensée par des commandants de la Police de l'État et des militaires locaux, alors que le 48^e Bataillon d'infanterie de Cruz Grande remet également à la Police communautaire quelques dizaines d'armes de chasse déclassées. De ce fait, depuis 1996, la Police communautaire crée un registre des armes à feu utilisées par les policiers communautaires et remet cette liste au 48^e Bataillon, ce qu'elle considère comme l'enregistrement, auprès de l'État, des armes qu'elle porte. Malgré des tensions dans les années subséquentes quant à la reconnaissance que la réception de ce registre entraînait, le 48^e Bataillon s'est toujours chargé de recevoir ce registre.

Tel que le rapportent les conseillers et *ancianos* de l'organisation, les groupes locaux de policiers communautaires commencent réellement à se coordonner à partir de 1997 en créant un commandement régional sous le nom de « Comité exécutif » et en établissant trois routes de coordination. Trois commandants de groupes locaux sont nommés commandants régionaux et se chargent de coordonner le travail des groupes locaux pour assurer de manière rotative la sécurité sur les axes principaux. La Police communautaire se dote alors d'un système de radio à ondes courtes qui lui permet de coordonner des opérations. La présence de la Police communautaire se fait alors beaucoup plus visible et concertée alors que le système de sécurité est capable d'assurer la présence de ses forces sur les axes routiers principaux. La Police communautaire répond également à certaines demandes du le Ministère public et capture des personnes soumises à des mandats d'arrêt émis par les procureurs de l'État.

La Police communautaire prend ainsi en charge de nouvelles tâches et s'implique davantage aux niveaux inter-communautaire et régional. Des groupes de policiers assurent la sécurité lors de fêtes traditionnelles des communautés voisines, réalisent des patrouilles préventives dans des quartiers de la ville de San Luis Acatlán, font état de leur présence près des rivières (pour empêcher les activités de pêche illégale et de vol de sable et gravier), assurent la sécurité de fonctionnaires et de présidents municipaux lors de réunions dans leur région, capturent des délinquants qui font pousser de la marijuana à proximité de communautés, patrouillent les entrepôts de certaines coopératives de café de la région, surtout de la *Luz de la Montaña*, et coordonnent des barrages de contrôle routier avec les forces policières motorisées et judiciaires et le 48^e Bataillon de l'infanterie.

Dans un premier temps, l'État appuie la fondation de la Police communautaire. Elle voit en elle une réponse facile aux problèmes dans une région complexe et difficilement accessible. La Police communautaire assure une meilleure sécurité dans la région sans que l'État ait à intervenir. Elle joue en effet le jeu de l'État, effectuant le travail le plus difficile, sans rémunération. (Sanchez Serrano, 2006, p.153-154) Dès sa formation, elle assure la sécurité dans les communautés, mais, principalement, constitue des groupes de vigilance sur

les routes pour l'accompagnement des transports collectifs sur l'axe principale Tlapa-Marquelia, du marché de la ville de San Luis Acatlán vers les communautés de la montagne. De 1995 à 1998, la Police communautaire permet de diminuer la délinquance et la violence, arrêtant les délinquants pris en flagrant délit et les remettant à l'Agence du Ministère Public⁷⁶. La Police communautaire jouait donc, informellement, un rôle de soutien au Ministère Public. (Sanchez Serrano, 2006, p.155)

3.3 La Coordination régionale des autorités communautaires: un système de sécurité, de justice et de rééducation indigène

Avec l'expérience de l'administration de la sécurité sur le territoire communautaire, les communautés indigènes membres de la Police communautaire voient naître le besoin complémentaire de l'administration de la justice. En effet, la sécurité répond à un besoin fondamental des communautés, mais l'impartition de la justice leur permet de cautionner cette sécurité acquise en cherchant à éviter la corruption endémique typique du système judiciaire de l'État de Guerrero.

3.3.1 Fondation de la Coordination régionale des autorités communautaires

En 1998, les policiers racontent avoir été confrontés à un cas important de corruption lors de l'arrestation d'Emiliano González Navarrete, un propriétaire terrien de la municipalité de San Luis Acatlán arrêté par des policiers communautaires pour vol de bétail, remis aux autorités du Ministère Public et relâché aussitôt. Arrêté de nouveau par la Police communautaire après avoir été relâché par le Ministère Public, il fut soumis à une assemblée communautaire spéciale qui décréta sa culpabilité et ordonna sa détention. Il fugua toutefois de la communauté où il était détenu et présenta une plainte contre la Police communautaire auprès des autorités de l'État pour privation illégale de la liberté⁷⁷. C'est en réponse à ce cas,

⁷⁶ L'Agence du Ministère Public, communément appelé « MP », est l'équivalent du bureau du Procureur général.

⁷⁷ Ces accusations mènent à l'incarcération par le Ministère Public d'un commandant régional, Agustín Barrera (qui témoigna de cette situation lors d'une entrevue informelle) et d'un commissaire régionale, Gelasio Barrera, et

qui exposa aux communautés indigènes de la région les privilèges dont jouissaient ceux qui avaient les moyens d'« acheter la justice », que les communautés décidèrent de fonder le 22 février 1998, lors de l'assemblée régionale tenue dans la communauté de *Coapinole*, la *Coordinadora Regional de Autoridades Comunitarias* (CRAC)⁷⁸.

La Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC) se constitue ainsi principalement en réponse aux graves problèmes de corruption des institutions gouvernementales, spécifiquement du Ministère Public chargé de l'impartition de la justice et au manque d'accessibilité de la justice de l'État, tant pour des raisons économiques que géographiques. Les membres de la Police Communautaire constatent que la justice répond à un seul impératif : l'argent. En effet, ceux qui en ont les moyens financiers s'acquittent de pots-de-vin ou embauchent des avocats qui connaissent les rouages du système –et les juges– et sont rapidement libérés. Cette justice est donc très éloignée des communautés indigènes de la région. Sa population n'a pas la capacité économique d'y accéder et elle est peu accessible tant linguistiquement que géographiquement. De plus, la justice telle qu'impartie par l'État – soit l'application du droit positif – coïncide souvent peu avec les us et coutumes et la vision des communautés indigènes qui prônent davantage une justice conciliatrice, qui vise la réinsertion sociale des personnes qui commettent des « erreurs » et qui cherche à assurer le bien-être de la communauté, avant la répression.

C'est donc lors de l'assemblée régionale d'octobre 1998 que les communautés intégrant la Police communautaire décident de former la Coordination régionale des autorités communautaires. La CRAC sera dorénavant l'organe qui impartira la justice, selon les us et coutumes pratiqués dans les communautés indigènes intégrées au système de la Police communautaire. Il ne s'agira donc plus de détenir et remettre aux autorités judiciaires officielles les détenus, mais bien de se réappropriier le rôle de la procuration de la justice. La police communautaire étend ainsi sa gestion autonome de la sécurité à la justice et renforce sa rupture de l'État. Il ne sera alors plus question de coordination, mais bien de construire un

à la mise en accusation, sans être détenu des commandants et policiers Faustino Pacheco, Ladislao Evangelista et Marciano Moreno.

⁷⁸ À sa fondation, la CRAC porte le nom de *Coordinadora Regional de Autoridades Indígenas* (CRAI), pour l'uniformité et une meilleure compréhension, nous choisissons d'utiliser le nom de « Coordination régionale des autorités communautaires » à travers le texte.

système de sécurité, de justice et de rééducation autogéré par les communautés qui y adhéreront. Ce nouveau système communautaire de justice juge et sanctionne les délits communs, passant d'un système de sécurité orienté presque exclusivement au problème de la délinquance organisée et des attaques et vols effectués sur les routes à un système intégral communautaire orienté à répondre à toutes les nécessités des communautés indigènes en matière de sécurité et justice.

3.3.2 Structures internes

La structure des commissaires municipaux est la base de l'organisation politique officielle des communautés de la région, telle qu'établie par la Loi des municipalités de Guerrero (« *Ley Organica del Municipio Libre del Estado de Guerrero* »). La loi octroie le pouvoir à chaque communauté de nommer un commissaire qui assure la gestion interne de la communauté et qui peut se charger de la résolution d'un certains nombres de problèmes pour assurer l'harmonie de la communauté. En se constituant en 1998, la CRAC a cherché à légitimer sa structure en se fondant sur des bases déjà reconnues par la loi. (Sanchez Serrano, 2006, p.158-159) Il s'agissait donc d'utiliser le cadre des commissaires municipaux et du système de charges (*sistema de cargos*) pour leur octroyer, de manière communautaire et régionale, de nouveaux pouvoirs. Parallèlement, certains commissaires municipaux sont nommés par l'Assemblée Régionale au rang de commissaires régionaux et reçoivent les cas dont les commissaires municipaux ne peuvent disposer, soit parce qu'il n'en est pas de leur compétence ou soit par conflit d'intérêt.

Les commissaires / coordonnateurs régionaux

Initialement, la CRAC peut être comprise comme un réseau de communautés qui nomment collectivement, parmi leurs commissaires municipaux, des commissaires régionaux qui se chargent de l'impartition de justice dans les cas de plus grande envergure, plutôt que de les référer au Ministère public, l'instance étatique. Ce recours aux commissaires laisse planer une perspective de démocratie représentative, toutefois le mode de nomination des commissaires ainsi que la prise de décision collective en assemblée permettent de maintenir

que ce processus relève de l'autogestion. Cet aspect sera abordé plus amplement dans le quatrième chapitre. Ces commissaires régionaux adoptent divers rôles et ne sauraient être simplement comparés à des juges. D'une part, ils sont chargés d'une partie importante des enquêtes, des entrevues avec les victimes, témoins et accusés et de l'analyse des faits; agissant davantage, à titre comparatif, comme les procureurs du Ministère Public. D'autre part, ce sont eux qui établissent l'innocence ou la culpabilité d'un accusé et qui contribuent à la médiation pour la recherche d'un accord quant à la sanction, à la négociation pour la réparation des dommages et à la définition de la sentence, agissant tout à la fois comme juges.

De 1998 à 2005, la CRAC est formée de six commissaires régionaux, puis de neuf⁷⁹ commissaires à partir de 2005 qui réalisent des mandats d'une durée d'un an. Initialement, le processus de sélection se fait parmi les commissaires municipaux qui siègent déjà à ce titre dans leur communauté. C'est donc dire que seul le commissaire municipal d'une communauté peut devenir commissaire régional. En 2006, la CRAC connaît un changement important quant à la nomination de ses commissaires régionaux. Lors de l'assemblée régionale d'évaluation interne tenue dans la communauté d'*Horcasitas*, les 24, 25 et 26 novembre, l'assemblée régionale a décidé qu'il ne fallait plus obligatoirement être commissaire municipal pour pouvoir être nommé commissaire régional. En effet, les nominations aux postes de commissaires régionaux se feraient dorénavant parmi « les personnes de confiance qui ont démontré leur honnêteté morale et leur compromis »⁸⁰. L'appellation exacte du poste a alors également changé à celle de « coordonnateur régional », bien que dans le jargon commun l'expression « commissaire régional » soit encore communément utilisée. De plus, les mandats passent d'un à trois ans dans le but d'assurer une meilleure stabilité à l'organisation.

C'est lors de cette même assemblée régionale d'évaluation interne de 2006 que la Police communautaire met en branle un processus de décentralisation. Il est alors décidé de la création de trois micro-régions dans le territoire communautaire : la région *Costa*, dont le

⁷⁹ En 2008, lors de la décentralisation des sièges d'impartition de la justice, leur nombre reste à neuf (trois dans chaque siège) mais n'inclut plus nécessairement de femmes commissaires.

⁸⁰ Verbatim des accords de l'Assemblée d'évaluation interne des 24, 25 et 26 novembre 2006.

siège reste le bureau de San Luis Acatlán établi en 1995; le région *Montaña baja* (montagne basse), dont le siège est établi dans la communauté de Espino Blanco, directement sur l'axe Tlapa-Marquelia, et qui est un lieu de concentration des communautés *me'phaa*; et la région *Montaña*, dont le siège est établi à Zitlaltepec, au cœur de la montagne et des communautés *na savii*. Dans les communautés d'Espino Blanco et Zitlaltepec, de nouveaux bureaux y sont ouverts, nommés *Casas de Justicia y Seguridad* (Maisons de la justice et de la sécurité), s'établissant dans des petites constructions données par les communautés. Une quatrième micro-région et la *Casa de Justicia y Seguridad de El Paraiso* sont créées ultérieurement en 2012-2013. Pour la CRAC, l'objectif de cette décentralisation est de démocratiser et d'améliorer de l'accès à la justice. Elle soutient que bien qu'il faille maintenir la structure régionale, les communautés doivent avoir accès à des services de proximité dans leur langue. La décentralisation est aussi préconisée pour rapprocher les autorités de la CRAC aux communautés pour rendre leur travail plus transparent que certains commissaires municipaux de communautés situées en altitude critiquaient ne pas savoir ce qui se passaient au bureau de San Luis Acatlán dû à la distance⁸¹. Nous reviendrons sur l'importance de ce processus de décentralisation dans l'analyse des processus démocratiques au sein de la Police communautaire, au quatrième chapitre.

Les conseillers

Pour les appuyer dans leurs démarches, les coordonnateurs régionaux sont conseillés, dès les débuts de la Coordination régionale des autorités communautaires par un groupe de conseillers (« *consejeros* » ou « *principales* »). Ces conseillers ont occupés des charges dans leur communauté et au sein du système de sécurité, de justice et de rééducation, soit au sein de la Police communautaires ou de la CRAC. Les habitants témoignent qu'ils sont également reconnus dans leurs communautés et au niveau régional pour leur autorité morale et leur engagement. Leurs tâches principales sont d'appuyer les coordonnateurs dans l'interprétation des us et coutumes. De plus, comme les mandats des instances sont relativement courts –de un à trois ans- les conseillers aident également à la stabilité du système en permettant de

⁸¹ Par exemple, la communauté de Zitlaltepec où le bureau de la région de la montagne-haute a été établi est à approximativement cinq heures de route de San Luis Acatlán (lorsque le chemin est praticable, c'est qui n'est assuré).

meilleures références à des cas passés. Dans un système largement influencé par la tradition orale, cette continuité est un outil appréciable. Finalement, ils sont appelés à se réunir sporadiquement et à donner leur opinion sur les cas courants. Ils participent également au processus de rééducation en encourageant la réflexion auprès des détenus lorsque ceux-ci se trouvent dans leurs communautés.

La figure juridique

La figure juridique de la CRAC peut être considérée comme l'élément le plus « officiel » du système de sécurité, de justice et de rééducation. Elle fait partie intégrante de la CRAC et est également constituée comme une association civile –l'équivalent d'un organisme sans but lucratif- ce qui lui permet de bénéficier des droits accordés à de telles associations : ouvrir un compte bancaire, recevoir des dons, appliquer à des programmes gouvernementaux, etc. Sa fonction est la promotion de projets –productifs, sociaux, culturels, etc.- auprès des communautés et des instances du système. Elle sert également à établir des liens avec les organisations et mouvements sociaux de la région tout en étant responsable des communications de la CRAC. Elle est composée de représentant-es des communautés ainsi que de certaines personnes alliées à l'organisation, dont un avocat de la région. Elle jouit également des conseils de certains professionnels.

La figure juridique occupe un double rôle, s'alliant à la fois à des programmes gouvernementaux pour obtenir, par exemple, des fonds pour soutenir des projets communautaires (jardins et production de café) tout en faisant ardemment la promotion de projets autonomes, particulièrement, dans les dernières années, en ce qui a trait aux communications en lançant l'initiative d'une radio communautaire, allant à l'encontre des lois sur la radio et la télévision, dont la nouvelle « *Ley Televisa* ».

Figure 3.2

Tableau de l'évolution des structures de la Police communautaire et de la Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC)⁸²

ANNÉES	STRUCTURE	COMPOSITION	MANDAT
1992-1994	Formation du Conseil des autorités indigènes (CAIN)	Leaders communautaires, dirigeants des coop. et membres du diocèse de Santa Cruz El Rincón	---
1995 (15/10/95)	Fondation de la Police communautaire	6 à 10 policiers 1 commandant local 1 commandant-suppléant local	1 an
1997	Incorporation du Comité exécutif (Commandement régional)	3 commandants régionaux	1 an
1998	Fondation de la Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC)	6 commissaires régionaux	1 an
		Conseillers (nombres variables)	Variable
2002	Incorporation de la Figure juridique	6 membres des communautés	3 ans
2005	Incorporation de la Commission de participation des femmes	3 femmes nommées commissaires régionales	1 an
2006 (24-26/11/06)	Changement de nomination : membres des communautés plutôt que commissaires municipaux	9 coordonnateurs régionaux	3 ans
	Maisons de justice et de sécurité décentralisées : San Luis Acatlán, Espino Blanco et Zitlaltepec	Dans chaque bureau: 3 coordonnateurs régionaux et 3 commandants régionaux	

Le système autonome de sécurité, de justice et de rééducation composé de la Police communautaire et la Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC) représentent une initiative autonome de sécurité et de justice dans un contexte de construction de l'autonomie indigène. Comme nous l'avons présenté précédemment dans ce chapitre en

⁸² Élaboré à partir de documents internes de la PC-CRAC, dont le Règlement interne, et de discussions sur les structures avec des conseillers de la CRAC.

se basant sur une étude de terrain exhaustive, l'avènement de la Police communautaire tire ses origines d'une réalité et d'un contexte précis. Il s'agit d'un processus autonome répondant à des besoins clairs, définis collectivement par les communautés de la région. La compréhension des origines de la police communautaire et de son évolution d'un système de justice complémentaire à l'État à un système autonome de sécurité et d'impartition de la justice est fondamentale pour saisir la portée idéologique associée au projet, sur laquelle nous nous pencherons subséquemment.

Dans un quatrième chapitre nous chercherons à analyser les relations de la Police communautaires et de la Coordination régionale des autorités communautaires avec l'État et nous nous attarderons également à des enjeux internes dont les modes de prise de décision, les fondements de la justice, la place des femmes dans le système communautaire et le développement de projets autonomes à l'extérieur des sphères de la sécurité et de la justice.

CHAPITRE IV

PROCESSUS INTERNES ET RELATIONS AVEC L'ÉTAT

*El respeto a nuestros derechos sera justicia.
Solo el pueblo apoya y defiende al pueblo.*⁸³

Jusqu'ici beaucoup d'attention a été portée à la définition des concepts sur lesquels porte ce mémoire – l'autodétermination, l'autonomie et l'autogestion – ainsi que sur une approche compréhensive du contexte d'émergence et des structures de la police communautaire et de la Coordination régional des autorités communautaires. Ces éléments apparaissent fondamentaux pour tenter d'établir des liens conceptuels entre la théorie anarchiste et les pratiques indigènes observées concrètement dans cette étude de terrain. Pour terminer, cinq enjeux seront abordés, soit la démocratie directe, les fondements de la justice, la participation des femmes, les projets autonomes et la criminalisation des membres, dans le but de définir plus explicitement la construction du droit à l'autodétermination et les rapprochements avec l'autogestion qu'en font les communautés membres du système de sécurité, de justice et de rééducation de la PC-CRAC.

Pour ce faire, l'attention sera portée sur les pratiques pour en faire émerger des tendances politiques – ou idéologiques –, que celles-ci soient assumées ou non. Comme il a été mentionné précédemment, il ne s'agit pas de forcer une conceptualisation anarchiste sur des pratiques indigènes, mais plutôt de regarder ces pratiques avec un regard nouveau pour nous permettre de réfléchir à l'autodétermination des peuples indigènes à l'extérieur du modèle d'autonomie dominant défini dans une perspective étato-centriste.

4.1 La démocratie directe

L'assemblée communautaire est un noyau important des pratiques incorporées au système de la PC-CRAC. L'assemblée « comme instance qui règle la prise de décision,

⁸³ Leitmotiv de la Police communautaire et de la Coordinatrice régionale des autorités communautaires.

apparaît comme une figure émanant probablement de la réforme agraire post-révolutionnaire ». (Sanchez Serrano, 2006, p.29) Il s'agit donc, à la base, d'une réappropriation indigène d'une pratique coloniale, découlant du caciquisme, transformée également pour répondre aux besoins de l'organisation de la PC-CRAC. Le modèle de l'assemblée est utilisé pour distinguer deux niveaux : le local, où chaque communauté nomme ses policiers, et le régional, où les communautés se réunissent pour nommer les autorités régionales (policiers et coordonnateurs) (Sanchez Serrano, 2006, p.30). Les assemblées locales et régionales partagent des affinités importantes avec des préceptes et pratiques de démocratie directe préconisées et mises en place par des théoriciens et praticiens anarchistes. L'assemblée représente un espace de prise de parole et de prise de décision participatif, ce que Proudhon définirait comme la distribution de l'autorité politique et la réintégration du peuple dans la propriété de ses forces publiques. L'assemblée permet de repenser l'autorité avec en son centre la communauté (ou le peuple) et non l'État, comme le soutient Castoriadis. Les rudiments de trois pratiques au sein de la police communautaire et de la Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC) seront analysés⁸⁴, soit les modes de nomination, la prise de décision et la décentralisation.

4.1.1 Nomination

Comme il a été mentionné dans le chapitre précédent, la structure interne de la police communautaire et de la Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC) reposent sur une série de mandats (*cargos*) octroyés à différents membres des communautés qui composent le système de sécurité, justice et rééducation. Bien que ces postes ressemblent à des postes de représentation, il serait plus pertinent de parler de mandataires plutôt que de représentants en raison de la nature de la nomination, du processus de destitution et des pouvoirs limités. Les commissaires municipaux et les coordonnateurs régionaux sont les mandataires principaux de la structure de la PC-CRAC. Ils sont nommés par des processus similaires, les premiers au niveau local – par communauté – et les seconds au niveau régional.

⁸⁴ Cette analyse sur base sur l'observation de plusieurs d'assemblées locales et régionales tenues en août 2006 et de mai à novembre 2007.

L'assemblée se prononce sur tous les enjeux d'intérêt de la communauté et nomme ses *représentants*. L'assemblée communautaire nomme toutes les personnes qui occuperont des mandats pour des périodes, habituellement, d'un an. Elle nomme le commissaire municipal – une fonction établie dans la Loi organique de la municipalité libre de l'État de Guerrero –, le groupe de majordomes⁸⁵ chargés des célébrations religieuses et païennes, ainsi que les policiers communautaires (ou *topils*). Tel qu'observé, dans certaines communautés, les structures communautaires et agraires peuvent se superposer. Le noyau agraire (« *núcleo agrario* ») englobe alors la communauté, c'est-à-dire que les limites des terres en propriété collectives sont les mêmes que celles de la communauté. Dans d'autres cas, plus rares, si la terre a été vendue en parcelle, la propriété commune ne concordera plus avec les limites de la communauté. Plusieurs communautés peuvent aussi appartenir à un même noyau agraire. Peu importe le modèle, il ne faut pas confondre l'assemblée agraire qui regroupe les personnes qui travaillent des terres dont la propriété est collective et l'assemblée communautaire qui regroupe tous les membres de la communauté. Au niveau local, l'assemblée communautaire regroupe tous les membres d'une communauté. Tous les *adultes*⁸⁶, hommes et femmes, y ont droit de parole et de vote. En ce sens, selon les observations sur le terrain, l'assemblée communautaire du système de la PC-CRAC apparaît comme davantage démocratique puisqu'elle permet la participation de tous les membres de la communauté, hommes et femmes majeurs, tandis que l'assemblée agraire ne permet la participation que du chef de famille ou du propriétaire (dans le cas de parcellisation de la terre). Évidemment, dans la pratique, nous avons observé que la participation des femmes reste parfois timide et c'est pourquoi nous avons choisi de nous pencher ultérieurement sur la place des femmes dans le système de sécurité et de justice.

⁸⁵ L'expression est « *mayordomos* » ou « *mayordomia* », il s'agit du groupe responsable des cérémonies dont les origines sont tirées de l'époque coloniale où le majordome organisait la fête du Saint-Patron du village. Aujourd'hui, le mandat existe toujours et est souvent élargi aux célébrations religieuses et civiques. Ces nominations démontrent la gestion communautaire des aspects agraires, politiques et religieux.

⁸⁶ Le concept d'adulte n'y est pas nécessairement défini selon l'âge de la majorité mais plutôt selon le statut d'activité des membres. Des hommes et femmes de moins de 18 ans qui sont mariés, ou vivent comme conjoints, et ont des enfants se retrouvent parfois à participer, avec droit de parole et droit de vote, aux assemblées. L'âge minimum semblait être flexible dans plusieurs communautés alors que le critère édicté, pendant des entrevues avec des membres des communautés, semble être celui général d'être « adulte ».

Au niveau régional, l'assemblée régionale, la plus haute instance de la PC-CRAC, a une composition assez hétéroclite. Tel qu'observé, elle est formée des commissaires et des policiers de chaque communauté dont la participation semble davantage obligatoire⁸⁷, mais tous les membres des communautés intégrées au système peuvent y participer. On y retrouve alors une participation particulièrement forte des professeurs, leaders communautaires et politiques (dont les militants actifs de mouvements sociaux ou partis politiques) et *ancianos* (personnes âgées)⁸⁸ impliqués dans la résolution des conflits communautaires et porteurs de la mémoire collective. C'est l'assemblée régionale qui nomme les coordonnateurs régionaux et les commandants régionaux, les policiers qui se chargeront de la coordination des quatre régions. L'Assemblée régionale apparaît comme une instance fondée sur « le concours volontaires de tous pour mener à bien les tâches sociales ». (Malatesta, 2004, p.21) Cette pratique autonome ne vise pas à supprimer les fonctions essentielles organisées par l'État telles que la sécurité et la justice, mais plutôt à « déléguer ces fonctions à la société ». (Fabbri, 1979, p.42) Pour susciter la construction de l'autonomie et de l'autogestion, il faut donc récupérer les fonctions de l'État au compte de la société et s'assurer ainsi que « la vie sociale s'accompli[sse] hors des limites d'intervention des gouvernements ». (Malatesta, 2004, p.74-75)

Tant au niveau local que régional, les mandats sont rotatifs et sans salaire. Dans certains cas, les mandataires reçoivent un *per diem*, un montant forfaitaire ou un panier d'épicerie, mais ces rétributions restent assez marginales et souvent symboliques. L'engagement est de taille pour remplir les mandats. Bien qu'il s'établisse une relation de respect et de reconnaissance envers ceux qui occupent ces postes, cette participation représente un sacrifice assez lourd. De nombreuses heures devront être accordées aux tâches et les co-habitants ne se gênent habituellement pas pour partager leurs récriminations envers le travail du commissaire à l'assemblée. Le changement d'un mandataire ou le processus de destitution

⁸⁷ Cette participation apparaît davantage comme moralement obligatoire plutôt que formellement obligatoire alors qu'aucune règle dans le *Règlement interne* ne punit les absences, mais celles-ci sont toutefois soumises aux récriminations des membres des communautés si les commissaires et policiers ne participent pas aux assemblées régionales.

⁸⁸ Certaines personnes ont acquis dans leur communauté, de par leur âge et expérience, un statut privilégié de « sage ». On réfère habituellement à eux en tant que « *ancianos* » qui ne portent pas ici de connotation péjorative. Dans le cadre de la Police communautaire et de la CRAC, certains d'entre eux sont également nommés – officiellement- comme conseillers, tel que mentionné au chapitre 3.

s'opère également à travers l'assemblée qui a même le pouvoir de refuser la démission d'une personne mandatée si les raisons données semblent insuffisantes.

L'aspect rotatif et l'absence de contrepartie financière significative sont des éléments-clés qui permettent de qualifier la gestion des communautés, au niveau local, et du système de la police communautaire et de la CRAC, au niveau régional, comme reposant sur des éléments importants de démocratie directe. L'exercice du pouvoir n'est alors pas considéré comme un privilège mais une tâche et un devoir. Il y a habituellement peu de compétition pour occuper les postes de responsabilité mais, parallèlement, il est très rare qu'une personne mandatée se désiste de son mandat et refuse d'occuper ses fonctions. Bien sûr, certains privilèges s'immiscent dans les processus de nomination, plus particulièrement en terme de genre et de niveau socio-économique. Les femmes⁸⁹ sont souvent exclues des postes de responsabilité et, selon des observations, plusieurs communautés semblent préférer la nomination de commissaire sachant lire et écrire, laissant supposer, dans un certain ordre des choses, un niveau socio-économique légèrement plus élevé, surtout chez les hommes plus âgés.

Le processus de nomination par assemblée devient dès lors une caractéristique importante de l'exercice de l'autodétermination des communautés membres. Ce processus est ancré dans les us et coutumes indigènes de la région, institué en système régional pour légitimer la Police communautaire et la CRAC. Les assemblées constituent « un référent collectif, appuyé sur le système normatif indigène qui leur permet de construire un sujet ethnique doté de la capacité de revendiquer la sécurité et la justice dans la sous-région de la *Costa-Montaña* ». (Sánchez Serrano, 2012, p.101) L'implication des autorités communautaires traditionnelles dans un projet pluriethnique permet de concevoir les diverses possibilités d'organisation qui peuvent naître des communautés indigènes dans le cadre régional.

⁸⁹ Nous reviendrons ultérieurement sur la participation des femmes dans le système de la police communautaires et de la CRAC.

4.1.2 Prise de décision

L'assemblée locale communautaire est un espace de prise de décisions collectives propice à décider de ce qui touche directement la communauté. Elle gère les affaires communes de manière collégiale et, en ce qui a trait à l'administration de la justice, est l'espace d'appel des décisions du commissaire municipal. En effet, il est commun de voir les parties à un litige transporter leur débat à l'assemblée si elles sont insatisfaites de la décision rendue. Les parties pourront alors exposer leur problème à l'assemblée et c'est à l'assemblée que reviendra le soin de prendre une décision finale. La prise de décisions en assemblée établit un espace démocratique où la sécurité et justice n'est plus une question bureaucratique, mais est intégrée à la structure organisationnelle de manière organique. La collectivité forme à la fois le fondement du système et son autorité suprême, transformant la pyramide judiciaire hiérarchique en un cercle communautaire démocratique.

Selon le Règlement interne de la PC-CRAC, l'Assemblée régionale est l'autorité suprême du système communautaire, l'instance d'adoption des décisions définitives et sans appel. Elle peut renverser des décisions prises par les coordonnateurs régionaux de la CRAC, dont des « jugements » et sentences⁹⁰. Les parties en litige seront alors invitées à venir exposer leur cas à l'assemblée régionale qui décidera collectivement de sa résolution. Elle est la seule instance en mesure de reconnaître l'adhésion de nouvelles communautés; d'adopter des réformes au Règlement interne de la Police communautaire et de la CRAC; ou d'accorder de nouvelles responsabilités aux coordonnateurs régionaux. L'assemblée régionale, plus qu'un simple mécanisme de freins et contrepoids (*check and balance*), est au cœur du système. Elle engage les communautés dans la supervision de leurs *représentants*, et leur permet d'avoir directement accès à la prise des décisions les plus importantes. Bien qu'elle ne jouisse par d'une participation absolue, tous les habitants des communautés membres de la PC-CRAC sont invités à assister, participer et prendre part à la prise de

⁹⁰ Ces cas sont toutefois assez rares, mais un cas intéressant observé fut celui d'un professeur de la communauté de Pueblo Hidalgo accusé de sorcellerie à l'été 2007. Les coordonnateurs régionaux, ne pouvant prouver la sorcellerie, avaient décidé de le libérer, mais l'Assemblée régionale a choisi de renvoyer le dossier aux coordonnateurs pour qu'ils poursuivent leur enquête. La communauté locale a finalement choisi d'expulser le professeur en question. Il faut comprendre que la sorcellerie et plusieurs pratiques mythiques sont des croyances profondément ancrées dans la culture des peuples de la montagne de l'État de Guerrero.

décision lors des assemblées régionales. Des limites inhérentes aux capacités économiques (pour permettre de prendre une journée sans travail, par exemple), à l'éloignement géographique et au statut social peuvent entraver dans la pratique la participation de certaines personnes. Des efforts ont toutefois été notés quant à l'appui (transport, hébergement, nourriture, etc.) pour les personnes en exprimant le besoin et quant à la décentralisation des lieux des assemblées. En ce sens, bien qu'imparfait, il apparaît que l'assemblée régionale soit un réel effort de constituer un « pouvoir social qui s'inscrit dans l'action collective » (Holloway, 2002, p.28) dans le but de constituer le *pouvoir-faire*, soit la capacité collective unificatrice, permettant une gestion relativement démocratique.

Tel qu'observé, les décisions ne se prennent pas nécessairement par consensus au sein des assemblées, communautaires et régionale, mais il importe de prendre une décision qui satisfait l'ensemble des membres de la communauté et non seulement les parties appelante et intimée, dans la résolution d'un conflit, par exemple. En effet, tous les membres de la communauté ou tous les membres du système de justice, sécurité et rééducation qui participent à une assemblée régionale sont appelés à se prononcer et à décider collectivement de la résolution d'une affaire qui pourrait paraître, en droit positif, comme une affaire privée. De manière générale, les commissaires municipaux témoignent de l'importance de prendre une décision qui maintiendra le tissu social de la communauté, au détriment d'une décision qui pourrait plaire d'avantage aux parties directement impliquées. On y voit donc naître un concept de consensualisme qui n'est pas sans rappeler la prise de décision par consensus connue dans les milieux anarchistes. En effet, on privilégiera la participation de tous ceux qui souhaitent intervenir, souvent sans considération pour la longueur des discussions; on avantagera une approche basée sur le compromis plutôt que sur le vote majoritaire; et on essaiera de prendre des décisions – par consensus ou par vote à la majorité – qui satisfont le plus grand nombre de membres. On peut donc reconnaître dans les pratiques observées lors des assemblées une opérationnalisation de la démocratie directe où tous les habitants sont invités à prendre part activement à la discussion et à la prise de décision. Bien que certaines décisions prises à la majorité aient été observées, des efforts semblaient presque toujours faits pour tenter d'obtenir un compromis qui faisait consensus, rappelant ce que Wolff nomme la démocratie directe consensuelle dans laquelle la communauté politique se compose de

membres qui prennent position sur tous les enjeux, étant ainsi gouvernés par la règle de l'unanimité (Wolff, 1998, p.23). Bien qu'une emphase était mise sur l'obtention de compromis faisant consensus, il faut reconnaître que l'assemblée reproduit également certains rapports de pouvoir puisque « la communauté est [aussi] un espace de conflits et de relations de pouvoir » (Recondo, 2009, p.44). Comme le mentionne Recondo, à l'intérieur des communautés, « les antagonismes entre factions, familles, voire individus sont constants » et sont souvent dus « aux inégalités sociales et à la compétition pour le prestige et le pouvoir qui caractérisent toute collectivité » (Recondo, 2009, p.44). Bien que ces inégalités sociales aient été observées en particulier quant au statut privilégié des personnes occupant des postes de professionnels (enseignants, infirmières, avocats, etc.), l'ouverture d'un espace où l'expression orale en langue indigène était valorisée semblait du moins permettre une participation active de personnes n'ayant pas accès aux lieux de pouvoirs étatique, ce qui reste un pas important vers une plus grande démocratisation et participation citoyenne.

4.2 L'exercice de la justice exercée par la Coordination régionale des autorités communautaires

Le système de justice de la Coordination régionale des autorités communautaire (CRAC) se base sur les us et coutumes des communautés indigènes et métisses membres. Bien que ces us et coutumes peuvent changer ou être interpréter différemment d'une communauté à l'autre, ou d'un peuple indigènes à l'autre, il existe assez de similarités entre les peuples et communautés dans la région où la Police communautaire et la CRAC opèrent pour que ces us et coutumes constituent un cadre général de règles. La justice comme « expression de l'interrogation permanente » prend alors tout son sens, considérant qu'« une société juste n'est pas une société qui a adopté, une fois pour toutes des lois justes, mais une société où la question de la justice reste constamment ouverte ». (David, 2000, p.95-98) La justice telle qu'administrée par la CRAC est ainsi en mouvance, sans règles fixes (la coutume étant précisément non-écrite) et favorise le cas par cas. Les informations présentées dans cette section émanent de l'observation participative réalisée sur le terrain.

4.2.1 Fondements de la justice exercée par la CRAC

De 1998 à 2002, la CRAC s'est régie sans règle ou structure écrite. Cette absence de formalisme caractéristique du droit coutumier est devenue plus difficile à gérer avec l'intégration d'un plus grand nombre de communautés. Il est donc devenu apparent qu'un règlement écrit pourrait faciliter la gestion. Lors de l'assemblée régionale de 2002 les communautés réunies ont adopté le Règlement interne (« *Reglamento Interno* »)⁹¹ qui définit le système de la CRAC, ses fonctions et ses structures. Le Règlement interne établit ainsi, aux articles premier et troisième, la structure de la CRAC et les normes qui réglementent la sécurité, l'impartition de la justice et la rééducation dans les communautés intégrées au système.

Une justice indigène

La justice est impartie par la CRAC selon les us et coutumes des communautés indigènes de la région de la *Costa-Montaña*. L'impartition de la justice selon les us et coutumes est reconnue dans la Constitution mexicaine et dans certains traités de droit international auxquels adhère le Mexique, principalement la Convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux⁹² de l'Organisation Internationale du Travail (1989) et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones⁹³ (2007).

Le Système de sécurité, de justice et de rééducation se fonde sur le système de charges et sur la structure organisationnelle traditionnelle des peuples de la région. Historiquement, les communautés indigènes de la Costa-Montaña nomment leurs autorités civiles et policières. Ces autorités utilisent la normativité interne⁹⁴ pour répondre aux problèmes de la communauté, se référant aux lois mais aussi aux coutumes, à la tradition et à l'histoire de leurs peuples. Ces références permettent de créer un système de justice qui s'intègre aux

⁹¹ Une synthèse du Règlement interne est présentée en annexe.

⁹² Disponible en ligne : <http://www.ilo.org/ilolex/french/convdsp1.htm>.

⁹³ Disponible en ligne : <http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/fr/drip.html>.

⁹⁴ Ver Stavenhagen, Rodolfo. "Derecho consuetudinario indígena en América Latina" en *Entre la ley y la costumbre. El derecho consuetudinario indígena en América Latina*. R. Stavenhagen y D. Iturralde (coords.), México, III-IIDH, 1990, p.37.

processus de socialisation des peuples et qui répondent aux besoins des communautés, permettant aux peuples d'avoir une relation holiste avec leur système de justice.

Le droit exercé par la CRAC prend ainsi ses racines dans les mécanismes de résolution des conflits et système de gestion communautaire élaborés par les communautés indigènes. En tant que tel ces systèmes ne représentent pas nécessairement un système judiciaire comme nous pouvons le comprendre selon la théorie du droit contemporaine en Occident, toutefois il serait faux d'admettre qu'ils représentent simplement des « systèmes alternatifs ». Les systèmes indigènes incorporent davantage les branches comparables au pouvoir exécutif et judiciaire, une même autorité exécutant ces deux mandats. De plus, la gestion communautaire et l'impartition de la justice sont intrinsèquement liées aux autorités traditionnelles et se basant sur les us et coutumes de la communauté. En ce sens, il est possible de définir le système juridique de la CRAC comme étant basé sur le droit coutumier exercé dans la communauté ayant été socialisé à travers un règlement interne pour permettre son application dans une plus grande région. En effet, le système de la CRAC se base sur les prémisses légales du droit coutumier, soit la création de normes juridiques astreignantes établies par l'exercice répété, généralisé et continu d'un comportement par une population sur un territoire défini et y reconnaissant un caractère obligatoire.

Une justice évolutive

En ce qui a trait à l'application des sanctions, au contraire des juges, les commissaires régionaux ne sont pas responsables d'établir la durée de la détention de l'accusé trouvé coupable. En effet, la peine n'est pas fixe, mais dépend plutôt de nombre de facteurs. Cette application coïncide avec la vision qu'ont les communautés de la sanction. À quoi sert la sanction? La sanction bien que pouvant être en partie punitive, ne cherche pas tant à punir qu'à réintégrer. C'est donc dire que la durée de cette sanction dépendra des progrès effectués quant à la réintégration sociale. Ces progrès sont perçus à travers les remords exercés, la reconnaissance de l'erreur, l'amélioration du comportement, la motivation au travail, l'engagement auprès de la communauté, etc.

L'exercice de sanction sans durée déterminée a mené tant certains juristes que certaines institutions gouvernementales à dénoncer la CRAC -et les systèmes de justice indigènes en général- comme appliquant des peines arbitraires. Le droit indigène tel qu'exercé par la CRAC se base fondamentalement sur le précepte que l'erreur est humaine et qu'une personne peut commettre un délit sans être pour autant un délinquant. La CRAC considère ainsi qu'il dépend donc de la personne coupable de cheminer pour retrouver le droit chemin et que la durée de cette récupération ne peut être fixée préalablement. Cette approche se rapproche de la redéfinition du rapport au « délinquant » que fait Malatesta, c'est-à-dire que dans « celui qui commet des actes antisociaux, nous ne verrions pas l'esclave révolté, comme le fait le juge aujourd'hui, mais un frère malade ayant besoin de soin ». Il n'y aurait ainsi « aucune haine dans la répression » et il ne serait pas question de se venger, mais de soigner par la « réhabilitation sociale ». (Malatesta, 2004, p.85)

Une justice accessible

La justice impartie par la CRAC a également le souci d'être le plus accessible possible pour les peuples qu'elle dessert. Dès sa fondation, la CRAC a cherché à se séparer du modèle du Ministère Public qui n'était que très peu accessible pour les communautés indigènes. Les avocats ont donc été interdits par la CRAC. L'absence d'avocats permet d'éviter les hauts coûts de l'exercice de la justice et la bureaucratisation des recours. Les commissaires municipaux et régionaux sont reconnus comme exerçant la justice pour le mieux des communautés et défendent donc les intérêts tant des victimes que des accusés. Chaque partie peut toutefois être accompagnée par la personne de confiance de son choix lors de toutes les étapes du processus. Aussi, pour éviter de ne pouvoir accéder à la justice pour des motifs économiques, aucun coût n'est associé aux recours de la CRAC et aucune amende n'est imposée comme sanction.

Finalement, tous les services de la CRAC sont accessibles dans les trois langues indigènes parlées dans la région de la *Costa-Montaña* et lors de la nomination des commissaires régionaux une attention est portée à la formation d'un groupe de commissaires pouvant s'exprimer tant en *nahuatl*, en *na savii* (*mixteco*) et en *mee'phaa* (*tlapaneco*).

4.2.2 Délits et sanctions

Le Règlement interne définit les délits qui peuvent être traités par la CRAC. Il est toutefois reconnu que la liste n'est pas exhaustive et que l'assemblée régionale est l'instance suprême qui peut se prononcer sur la prise en charge d'un cas par la CRAC. De plus les sanctions qui sont associées aux deux catégories de délits ne sont pas fixes et se définissent lors des processus de médiation et en concertation avec la victime, sa famille et la communauté. Dans les deux cas présentés ci-bas, le règlement interne de la CRAC interdit comme sanctions les amendes, les insultes, les blessures physiques et les peines supérieures aux délits.

Figure 4.1

Tableau des délits et sanctions dans le système de sécurité, justice et rééducation⁹⁵

DÉLITS	SANCTIONS IMPOSABLES
Traités par le commissaire municipal, au niveau de la communauté	
<ul style="list-style-type: none"> • Vol mineur • Voie de fait mineur (sans arme) • Problèmes familiaux et matrimoniaux • Insultes et menaces • Manque de coopération • Dettes • Ébriété • Consommation de drogue 	<ul style="list-style-type: none"> • Réparation des dommages • Travaux communautaires • Détention maximum de trois jours (dans la communauté)
Traités par la CRAC (coordonnateurs régionaux), au niveau régional	
<ul style="list-style-type: none"> • Culture et trafic de drogues • Voie de fait grave • Assaut et vol majeur • Fraude • Mauvais usage ou port illégal d'arme à feu • Séquestration 	<ul style="list-style-type: none"> • Réparation des dommages • Rééducation (détention et travaux communautaires) • Confiscation de biens

⁹⁵ Élaboré à partir de l'atelier sur les sentences et peines donné conjointement par la CRAC et le Centre de droits humains de la Montagne Tlachinollan aux nouveaux commissaires et coordonnateurs (août 2007).

<ul style="list-style-type: none"> • Homicide et tentative d'homicide • Agression sexuelle et tentative d'agression sexuelle • Affaires concernant le commissaire municipal ou sa famille • Violation au règlement interne de la CRAC 	
---	--

Dans le système de la CRAC, la résolution s'effectue principalement sur six bases : la conciliation, la responsabilisation devant la communauté, la réparation des dommages (si possible), le travail communautaire, le pardon et la réinsertion sociale.

Dans les cas de délits mineurs, la conciliation et la réparation des dommages est prônée. Les commissaires municipaux ont la responsabilité, dans leur communauté, de servir de médiateur entre les parties pour atteindre un consensus quant à la sanction à imposer. La conciliation et la réparation des dommages sont perçues comme les éléments-clés du maintien de l'harmonie dans la communauté. Si une partie se sent lésée par l'accord et la sanction imposée, celle-ci gardera un certain ressentiment et ses actions futures en seront affectées. Dans plusieurs cas, en plus de la réparation des dommages matériels à la victime, le coupable doit également devoir réparer les dommages moraux faits à la communauté. En fait, les communautés perçoivent que commettre un vol ou un acte de vandalisme n'est pas seulement un acte à l'encontre de la victime, mais bien à l'encontre de toute la communauté car cet acte brise le tissu social, l'harmonie et la tranquillité. Pour les délits de violation sexuelle et d'homicide, l'assemblée régionale s'est prononcée contre la possibilité de réparation des dommages. Il en a été décidé ainsi en raison de l'incapacité d'apposer un prix à la vie ou à la dignité. Ces délits sont donc exclusivement punis par la détention et le travail communautaire. Dans le cas de blessures physiques, la réparation des dommages se concrétise souvent par l'obligation pour le responsable d'appuyer la victime dans ses activités, surtout en ce qui a trait à travailler la terre.

La rééducation est la peine la plus sévère imposée par la CRAC. Elle varie dans sa durée, mais s'effectue toujours sous trois approches : la détention, le travail communautaire

et la réflexion sur le délit. Les hommes sanctionnés à la rééducation sont réunis et détenus dans les communautés, sous la garde des policiers communautaires du village. Ils sont sous la responsabilité de la communauté qui doit assurer leur alimentation. Les anciens de la communauté sont, pour leur part, responsables de discuter avec eux pour les aider à réfléchir sur leur comportement et les dommages encourus. Lors de leur détention, ils effectuent quotidiennement⁹⁶ des travaux communautaires pour appuyer les communautés, principalement par des travaux de construction, la refaction des routes ou les récoltes. Toutes les deux semaines, un commandant régional de la Police Communautaire assure leur transfert à une autre communauté. Dans le cas de femmes sanctionnées, celle-ci sont assignées au bureau de San Luis Acatlàn et effectuent habituellement la préparation des aliments et d'autres tâches ménagères.

4.3 Participation des femmes

La participation des femmes dans la Police communautaire et la CRAC est un sujet délicat. Le système de sécurité, justice et rééducation s'adresse à tous les habitants des communautés membres, hommes comme femmes. Les femmes participent activement à la vie communautaire mais leur participation des femmes dans les structures officielle est assez limitée.

Face à la délinquance des années 1990 tel que mentionné dans le troisième chapitre, les femmes étaient particulièrement vulnérables. Plusieurs femmes racontent qu'à l'été 1995 une série de vols et d'agressions sexuelles sur la route principale les avait contraintes à s'organiser pour demander à leurs commissaires municipaux de mettre en place une commission spéciale qui s'était rendue à Chilpancingo, la capitale de l'État de Guerrero pour exiger de la police de l'État davantage de support dans leur région. (*Mirada desde las mujeres*, 2009, p.2) Dans ce contexte de grande violence, alors que dans certaines communautés les hommes se montraient réticents à assumer les responsabilités de commissaires municipaux, quelques rares femmes furent nommées comme autorité de leur

⁹⁶ Les détenus sont appelés à travailler du lundi au samedi ayant une journée de repos le dimanche.

communauté, telle que Doña Elsa, dans la communauté de Cuanacaxtitlan. (*Mirada desde las mujeres*, 2009, p.2-3)

Les femmes ont été un moteur pour la formation de la Police communautaire. Elles ont participé activement aux efforts de mobilisation, porte-à-porte, collecte de fonds et assemblées de fondation. (*Mirada desde las mujeres*, 2009, p.2-3) Plusieurs femmes ont également rempli des tâches d'appui importantes, particulièrement les conjointes et filles de policiers, commandants et coordonnateurs. Dans certaines communautés, comme à Horcasitas, la famille du commandant de la communauté était responsable des communications radios. L'équipement étant de piètre qualité à ses débuts, la communauté de Horcasitas, située au pied de la région de la montagne-basse, jouait le rôle d'intermédiaire entre le bureau de San Luis Acatlán et les communautés situées plus haut en altitude. Comme elles en témoignent, c'est à la femme et aux filles du commandant que revenaient ces tâches.

D'emblée toutefois, le rôle principal de policier communautaire, comme le rôle traditionnel de *topil*, est réservé aux hommes car les communautés considèrent que ces tâches nécessitent beaucoup de force physique. Questionnés⁹⁷ sur la présence de femmes dans les corps policiers municipaux, de l'État de Guerrero et fédéraux, les coordonnateurs régionaux ont également soutenus que les femmes ne pouvaient prendre des risques aussi élevés et ne pouvaient s'absenter aussi longtemps de leur résidence pour faire les rondes.

La division sexuelle du travail était particulièrement forte dans les communautés indigènes membres de la PC-CRAC, le rôle des femmes est associé aux tâches ménagères et domestiques. Elles s'occupent des enfants et du foyer et leur espace d'action est confiné à la maison, que ce soit pour les tâches domestiques ou pour l'élevage de petits animaux, et à la communauté. Dans plusieurs cas elles réalisent également des tâches productives de petite échelle telles que de l'artisanat. Elles sont aussi appelées à se rendre au marché et s'occupent souvent de la mise en vente de leur petite production familiale. Pour leur part, les hommes sont davantage associés aux tâches productives telles que la culture de la parcelle et l'élevage

⁹⁷ Entrevues réalisées au bureau régional de San Luis Acatlán, juillet 2007.

du bétail. L'ampleur des tâches à accomplir et leur division poussent aussi plusieurs femmes témoignent rester à la maison pendant les assemblées communautaires pour s'occuper des enfants alors que plusieurs considèrent qu'un représentant par domicile est suffisant.

Cette division sexuelle du travail force les femmes à se cantonner dans des rôles d'appui davantage invisibles. Par exemple, lors d'assemblées régionales, les femmes quittent souvent la réunion, en rotation, pour voir à la préparation des repas. Il s'agit souvent de nourrir plus d'une centaine de personnes avec des ressources très limitées et les femmes se chargent préalablement de faire le porte-à-porte pour collecter les denrées et de faire la nourriture. Cet espace de travail collectif pour la préparation des repas devient un espace non-mixte riche en discussion et plusieurs enjeux y sont abordés, mais il reste que les femmes sont exclues de la discussion principale et de la prise de décision. La participation de leur communauté dans le système de justice, sécurité et rééducation implique pour les femmes des tâches additionnelles pour la gestion des réunions, communautaires et régionales, et elles se retrouvent souvent à prendre en charge en offrant gîte et nourriture les policiers qui font des rondes à travers le territoire. Ce support repose noblement sur le sentiment de solidarité construit à l'intérieur du système, et concrètement sur les épaules des femmes.

La participation de leur conjoint comme policier ou comme coordonnateur implique aussi pour les femmes des coûts additionnels. Le travail au sein de la PC-CRAC étant non-salarié, les femmes doivent prendre en charge plusieurs tâches lorsque que leur conjoint est en fonction. Elles se retrouvent souvent à assumer seule les tâches domestiques et les tâches productives. Cette double tâche est particulièrement apparente lorsque qu'il s'agit de fonctions régionales et que le conjoint est à l'extérieur de la communauté pour de longues périodes. Les femmes sont alors appuyées par leur communauté – souvent des parents, voisins ou amis prendront en charge les semences, l'entretien ou la récolte de la parcelle des commandants ou coordonnateurs régionaux–, mais elles doivent néanmoins assumer des tâches supplémentaires. Elles doivent aussi entreprendre, dans certains cas, des tâches

productives de première nécessité si leur conjoint n'est pas en mesure de fournir un salaire suffisant⁹⁸.

En 1999 les femmes furent appelées à participer officiellement à la Coordination régionale des autorités communautaires en intégrant une « Commission des femmes ». La CRAC était alors confrontée à des cas où des femmes étaient accusées de crimes graves, soit d'infanticide et d'adultère⁹⁹. L'assemblée régionale de Miauichán tenue le 5 juin 1999 nomma donc une commission spéciale de cinq femmes¹⁰⁰ pour que celles-ci puissent participer au processus d'enquête et d'administration de la justice dans les cas spécifiques où des femmes étaient mises en cause. Durant la période de 1999-2000, la Commission des femmes traita et présenta aux assemblées trois dossiers. Elle conçut aussi un plan de rééducation pour ces femmes condamnées, les premières prisonnières de la CRAC. Les femmes détenues seraient confinées au bureau de la PC-CRAC de San Luis Acatlán où elles réaliseraient des travaux ménagers, aideraient à la préparation des repas, contribueraient aux projets productifs (soin aux animaux, artisanat, préparation de pain, etc.) et participeraient à des discussions sur la rééducation avec les membres de la Commission des femmes. Cette transition vers l'inclusion des femmes ne s'est toutefois pas faite sans heurt. Les femmes membres de la Commission rapportent¹⁰¹ avoir enduré les propos machistes de nombreux des policiers qui ne considéraient pas que la place des femmes était dans la gestion de prisonniers. Cette première expérience d'incorporation des femmes aux structures officielles de la CRAC me dura qu'un an et fut alors considéré comme un besoin ponctuel pour répondre aux cas de femmes accusées.

⁹⁸ Emiliana Gallardo, la conjointe du commandant régional Leandro Calleja de Pueblo Hidalgo, rapporte avoir fait l'achat d'une petite photocopieuse usagée pour pouvoir essayer de subvenir à ses besoins et ceux de ses enfants pendant que son conjoint était en fonction.

⁹⁹ L'adultère n'est pas un crime spécifiquement féminin et il est considéré un crime grave tant pour les hommes que pour les femmes. Il s'agissait ici de la première fois où un conjoint dénonçait officiellement sa conjointe. L'adultère est considéré comme un crime grave puisque qu'il porte atteinte à la famille et indirectement à la communauté dont la famille est un des noyaux organisationnels de base.

¹⁰⁰ Il faut absolument mentionner les femmes courageuses qui acceptèrent de relever ce défi : Teofila Garcia Rodriguez, Blanca Nieve Calleja, Carmen Ramirez Aburto, Irene et Estela.

¹⁰¹ On se réfère ici à des entrevues réalisées avec Carmen Ramirez Aburto et Blanca Nieve Calleja ainsi qu'au témoignage de Carmen Ramirez Aburto dans le document « *Mirada desde las mujeres* ».

C'est en 2005 qu'à lieu, dans le cadre de la Rencontre du 10^e anniversaire de la Police communautaire, la première table de discussion des femmes (*Mesa de Mujeres*) pour y traiter de la participation des femmes et de leurs droits dans le système de sécurité, de justice et de rééducation. À l'assemblée régionale de 2006, on nomma officiellement une femme, Felicitas Martínez, comme représentante des femmes et en 2007, trois femmes, Carmen Ramírez Aburto, Teófila García et Catalina García, furent nommées pour constituer une Commission des femmes¹⁰².

Il est intéressant de mentionner que la nomination de Felicitas Martínez a été facilitée par le fait qu'elle avait fait des études universitaires et était de ce fait reconnue comme mieux placée pour opiner. Puisqu'elle avait réalisé des études supérieures et était avocate, son statut en tant que femme célibataire et sans enfant était ainsi socialement acceptable. Les autres femmes nommées en 2007 étaient également des femmes qui avaient soit complété des études techniques (dont une travaillait comme adjointe administrative) ou avaient activement participé à des organisations sociales, dont le *Consejo Guerrerense 500 Años de Resistencia Indígena*, une organisation fondée en 1992 dans la mouvance des anti-célébrations de la « découverte » des Amériques. Des critères informels différents de nomination pour les femmes semblaient donc en place tandis qu'on ne demandait aux hommes ni d'avoir complété des études, ni même de savoir lire et écrire. La composante de participation citoyenne semble aussi être présente chez les hommes et plusieurs leaders communautaires sont devenus des coordonnateurs et conseillers au sein de la CRAC-PC, mais n'était en aucun cas perçu comme nécessaire.

Finalement, jusqu'en 2006, les femmes n'étaient pas formellement exclues des fonctions de commissaires régionaux, mais puisque ces commissaires régionaux étaient nommés parmi les commissaires municipaux et que les femmes commissaires étaient rarissimes, *de facto* les femmes n'avaient pas accès à ses fonctions. Depuis la réforme de 2006, bien que les femmes puissent théoriquement devenir coordonnatrices, elles ont toujours été incorporées à la CRAC à travers des commissions de femmes. Les principes d'inclusion et de participation mis de

¹⁰² Cette Commission des femmes fut toutefois dissoute en octobre 2007 alors qu'un cas de fugue d'un prisonnier mena à la destitution de plusieurs coordonnateurs et que les femmes furent également tenues conjointement responsables.

l'avant par la CRAC dans ses assemblées, où les femmes sont invitées à participer activement, ne se sont pas étendus aux structures formelles, confrontés à une réalité machiste bien ancrée dans les cultures, tant mexicaine qu'indigènes. De plus, aucun mécanisme pour faciliter la participation des femmes n'est réellement mis en place.

En 2009, un groupe de femmes s'est constituée en « Promotrices de justice » (*Promotoras de justicia*) pour valoriser la contribution des femmes et sensibiliser les membres de la PC-CRAC au problème du manque d'absence de participation. Elles réalisèrent aussi un diagnostic des réalités et problèmes vécus par les femmes dans leurs communautés. Ce projet a été appuyé par la figure juridique de la CRAC.

Ce n'est finalement qu'en 2012, avec la création de la quatrième micro-région et l'incorporation de la *Casa de Justicia y Seguridad de El Paraíso* que des femmes policières se joignent aux rangs de la Police communautaire. Une nouvelle coordonnatrice régionale, Nestora Salgado García de la municipalité d'Olinalá, est également nommée. Cette ascension a été relativement longue, mais il est possible d'observer un changement de mentalité quant à la place des femmes alors qu'une nouvelle génération prend place au sein du système communautaire.

4.4 Projets autonomes

L'autogestion du travail représente la « gestion directe de la production par les producteurs eux-mêmes, organisés librement et démocratiquement pour être à la fois les dirigeants et dirigés ». (Almeyra, 2006, p.77) L'autogestion du travail vise donc à « subalterniser le pouvoir étatique à la société travailleuse » et « transformer un appareil politique dominant la société par la fiction d'une autorité souveraine, en une fonction dépendante de cette société qui l'a engendrée » en « absorbant l'État (subordonateur) dans la société ». (Bancal, 1980, p.87) Au sein de la CRAC, quelques projets autonomes productifs ont été mis en place de manière ponctuelle, comme la culture du café, d'arbres fruitiers et de

mais, et l'élevage de poulets et de petits animaux. Ces projets servaient surtout à l'auto-alimentation et non à la vente.

Un projet autonome d'envergure développé par la figure juridique de la CRAC en collaboration avec un groupe d'étudiants universitaires est celui de communication communautaire¹⁰³. Ce projet a été influencé par deux initiatives dans la région, la Radio *Nomndaa* de Xochistlahuaca¹⁰⁴ qui diffuse en langue amuzga et la radio de la communauté *na savii* de Buenavista, communauté intégrée à la PC-CRAC. Le projet de communication communautaire a une dimension culturelle, sociale et politique. Il vise à former des jeunes (approximativement de 14 à 18 ans) des communautés membres de la PC-CRAC au domaine des communications tout en faisant la promotion de la pensée critique et de la valorisation culturelle. Ce projet s'est construit comme un outil pour le développement et renforcement de l'autonomie considérant que l'autogestion « implique un changement politique et social profond mais aussi une transformation culturelle radicale de ses acteurs ». (Almeyra, 2006, p.78)

Ce projet était composé d'un volet éducatif important pour permettre aux jeunes de mieux connaître les raisons qui ont poussé leurs communautés à incorporer la PC-CRAC tout en encourageant leur participation. En effet, la participation des jeunes était peu sollicitée et, n'ayant pas souvenir de l'impact sur les communautés des hauts niveaux de violence des années 1990, ils semblaient souvent indifférents à la PC-CRAC. Le projet de communication communautaire, à travers la réalisation d'entrevues, le montage de capsules informatives thématiques et la rédaction de petits bulletins, leur a permis de s'approprier l'histoire de l'organisation et de mieux en connaître les valeurs dans le but de favoriser leur participation active dans ses structures à long terme et d'en assurer ainsi la reproduction et l'évolution. Ce projet s'ancre dans une vision de l'éducation comme outil de changement considérant l'éducation comme « l'institution la plus radicale, centrale et fondamentale du projet d'autonomie [...] parce qu'elle est l'opérateur essentiel de la socialisation à l'autonomie »

¹⁰³ L'auteur de ce mémoire a activement participé au développement et à la mise en œuvre de ce projet en 2007 et son appréciation et analyse est donc teintée par cette participation.

¹⁰⁴ La région *nomndaa* de Guerrero se trouve à la frontière avec l'État de Oaxaca. Aucune communauté amuzga n'est affiliée à la PC-CRAC.

(David, 2000, p.81) « formant des individus autonomes qui donnent corps à une collectivité autonome ». (David, 2000, p.78) L'éducation contribue à ce que Fabbri appellerait la formation de la « nouvelle conscience ». (Fabbri, 1979, p.13)

Le projet de communication communautaire comptait aussi une composante interculturelle importante. Il visait à promouvoir la diffusion de capsules informatives audios en langues indigènes. La radio est le moyen de communication le plus répandu dans la région où opère la PC-CRAC, toutefois aucune radio commerciale (la majorité des radios dont les ondes rejoignent la région sont situées à Acapulco) ne diffuse en langues indigènes. Le projet cherchait à valoriser l'usage des langues indigènes tout en améliorant l'accès à une information critique et ancrée dans les réalités locales des personnes qui ne maîtrisent pas la langue espagnole. Pour ce faire, les jeunes promoteurs en communication communautaire ont réalisé et monté des capsules audios qu'ils ont diffusé à travers les systèmes de haut-parleurs reliés aux bureaux téléphoniques (*casetas telefónicas*) des communautés. En 2007, dans le cadre de la Rencontre du 12^e anniversaire de la Police communautaire dans la communauté de Zitlaltepec une antenne a été érigée pour diffuser reportages, entrevues et musique, entre autres en *me'phaa* et en *na savii*, pendant les 4 jours de la rencontre. Ayant pu ériger une antenne permanente sur le toit de la *Casa de seguridad y justicia*, le bureau régional décentralisé, dans la communauté de Espino Blanco, les membres de la PC-CRAC rassemblés ont choisi de baptiser la radio communautaire « *La voz de los pueblos* », la voix des peuples, lors de la rencontre du 13^e anniversaire dans la communauté de Tilapa. La radio communautaire diffuse, de manière intermittente, sur les ondes du 91,9 fm.

Le projet de communication communautaire a finalement aussi mené à la création d'une page web¹⁰⁵ comme véhicule de la diffusion de l'expérience communautaire. La page est maintenue par quelques membres de la figure juridique et par des bénévoles basés à Mexico, DF. Cette dynamique exemplifie bien une certaine critique quant à l'appropriation par les communautés des outils développés par la PC-CRAC. Le projet de communication communautaire a été particulièrement actif de 2006 à 2008 alors qu'un groupe d'étudiants universitaires bénévoles se déplaçaient à Guerrero pour donner des ateliers et appuyer la

¹⁰⁵ www.policiacomunitaria.org

réalisation des activités de la radio. De 2008 à 2011, le projet de radio a eu lieu de manière intermittente. Ce n'est qu'en 2012 que les communautés ont su reprendre, s'approprier et reproduire l'expérience. En juillet 2012, la *Casa de la Justicia y Seguridad* de San Luis Acatlán a été le siège de la première rencontre régionale des radios communautaires. Les représentants de huit radios ont alors décidé de former le Réseau des radios communautaires et des médias libres de Guerrero¹⁰⁶.

Bien que le projet de radio communautaire ne soit qu'un élément, il comporte un caractère clairement subversif (l'usage des ondes radios sans autorisation gouvernementale étant un délit criminel) et représente une pratique autogérée ciblée qui se concentre sur une sphère d'activité, un premier pas vers l'élargissement de l'autogestion dépassant le cadre de la sécurité et de la justice. Ce projet contribue à susciter la construction d'une nouvelle société, régie par des rapports sociaux égalitaires, non hiérarchiques en donnant à l'utopie une « structuration politique et culturelle, avant même de s'occuper d'esquisser un ordre *juste* de la société ». (Buber, 1977, p.28) Nul doute, la radio communautaire *La voz de los pueblos* représente un *germe* de l'autonomie que Castoriadis référence dans sa conception de l'autonomie comme espace de création inaugurant un nouveau type de société.

4.5 Confrontation et cooptation

La prise des armes est souvent perçue comme le plus grand affront à l'État et à ce que Weber qualifierait de « monopole de la violence légitime ». Toutefois, dans l'observation et l'analyse effectuée de la Police communautaire et de la Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC), la prise des armes en 1995 n'a pas réellement mené à une confrontation directe avec l'État. De manière générale de 1995 à 1998, l'État voyait positivement qu'un groupe de communautés assume ses tâches et le déchargent de ses responsabilités. Les communautés qui s'approprièrent à ce moment un rôle fondamental de l'État choisissant d'autogérer leurs mécanismes de sécurité, ressemblaient à ce que Wolff qualifie d'autogestion de la défense interne et externe. Se rapportant à l'armée, celle-ci

¹⁰⁶ <http://desinformemonos.org/2012/07/se-fortalecen-las-radios-libres-en-guerrero/>

« could be run on the basis of voluntary commitments and submission to orders [and with] the idea of voluntary compliance with governmental directives [so that] soldiers were free to choose when and for what they would fight ». (Wolff, 1998, p.80)

La confrontation a éclaté avec l'administration de la justice en 1998, la PC-CRAC remettant en question le contrôle de l'appareil social et économique que représente l'impartition de la justice dans un pays aussi touché par la corruption que le Mexique. Pour démontrer cette confrontation, nous nous pencherons sommairement sur la criminalisation des membres de la PC-CRAC et sur les efforts de cooptation par l'État de la Police communautaire.

4.5.1 Criminalisation de membres de la Police communautaire et la Coordination régionale des autorités communautaires

Depuis l'instauration de la Coordination régionale des autorités communautaires en 1998, plus d'une vingtaine de membres¹⁰⁷ de la PC-CRAC ont été victimes de répression judiciaire pour des actes réalisés en respect leurs fonctions. Des policiers, commandants et coordonnateurs ont été arrêtés et accusés¹⁰⁸ principalement pour privation illégale de la liberté¹⁰⁹ et abus de pouvoir. Plusieurs de ces mandats d'arrêt ont été établis en vertu de plaintes déposées par des membres des familles de personnes détenues et condamnées par la CRAC. Ces plaintes par des habitants de communautés intégrées à la PC-CRAC représente la non-conformation de certains, une minorité, aux préceptes de la justice communautaire qui impliquent d'adresser les litiges à l'intérieur de la communauté ou du système communautaire. Toutefois, il ne s'agit peut-être pas seulement d'un rejet des principes de la CRAC mais aussi d'un rejet plus généralisé du principe de justice égalitaire alors que, informellement, certains ont reproché à la CRAC de ne pas accepter les *mordidas* (pots-de-

¹⁰⁷ Le recensement est celui effectué dans le rapport « *Criminalización de los defensores de derechos humanos y de la protesta social en México* » et actualisé à travers les bulletins d'information diffusés sur le site www.policiacomunitaria.org.

¹⁰⁸ La criminalisation des membres de la PC-CRAC n'a pas mené à des sentences contre ceux-ci mais plusieurs dizaines d'arrestation et détention de courte durée ont eu lieu.

¹⁰⁹ Il s'agit dans le code criminel mexicain d'une infraction moindre reliée à l'enlèvement.

vin) en échange de la libération de prisonniers. Deux événements, de 2002 et de 2012, seront mis en lumière pour aborder cet enjeu.

Tel que le raconte Valentín Hernandez et que le démontre une vidéo qui relate la journée, un des événements importants en lien avec la criminalisation de la Police communautaire et de la CRAC est l'arrestation des cinq coordonnateurs régionaux en 2002. Le 11 février 2002, tous les coordonnateurs régionaux sont arrêtés et détenus dans la prison municipale (CERESO) de San Luis Acatlán, accusés de privation illégale de la liberté dans le cadre de leurs fonctions. Dès le lendemain, les communautés membres de la PC-CRAC manifestèrent contre ce qu'elles dénonçaient comme une violation éhontée de leur droit à administrer la justice selon leurs us et coutumes et la *Agencia del ministerio publico*, l'équivalent du bureau du procureur, fut encerclée par près de 500 policiers communautaires armés et près de 4000 personnes. Une table de négociation fut érigée sur le parvis¹¹⁰ du bureau du procureur et les commandants régionaux négocièrent avec le Sous-procureur la libération des détenue et signèrent le premier Accord de coopération et respect des instances judiciaires de la CRAC. L'Accord était basé sur une coexistence pacifique entre la CRAC et les procureurs locaux de San Luis Acatlán qui acceptaient sommairement de ne pas investiguer des dossiers déjà jugés dans le système communautaire. Dès lors le gouvernement de René Juárez laissa, durant le reste de son mandat comme gouverneur (jusqu'en 2005), la Police communautaire et la CRAC opérer librement dans leurs communautés après avoir promis, dans un premier temps, de faire disparaître la Police communautaire.

Plus récemment, tel que l'informe le Cente de droits humains de la Montagne Tlachinollan dans un communiqué de presse¹¹¹, le 28 août 2012, le coordonnateur régional Máximo Tranquilino Santiago fut détenu par la Police d'enquête ministérielle, également accusé de privation illégale de la liberté pour son rôle dans la détention d'une femme condamnée d'avoir proféré des menaces de mort. Suite à l'arrestation de Máximo Tranquilino Santiago, les 800 policiers de la Police communautaire se mirent en état d'alerte et une

¹¹⁰ Les commandants régionaux qui y participaient racontent en entrevue avoir exigé que la table se tienne à l'extérieur sur le parvis car ils craignaient d'être mis en état d'arrestation s'ils entraient dans le bureau. Ils restent convaincus que leur seule défense contre l'arrestation arbitraire était le support des milliers de personnes et des centaines de policiers présents.

¹¹¹ http://centroprodh.org.mx/sididh_2_0_alfa/?p=19716

commission spéciale de négociation de la PC-CRAC se rendit au bureau du Tribunal de première instance pour rencontrer le juge et lui expliquer que, selon l'interprétation de la CRAC, les actes du coordonnateur régional n'étaient pas des infractions criminelles en vertu de la Loi 701 sur la reconnaissance des droits et de la culture des peuples et communautés indigènes de l'État de Guerrero, adoptée en avril 2011. Devant l'indifférence du juge Filomeno Vázquez Esponzoza quant à la détention du coordonnateur, les membres de la commission spéciale décidèrent de détenir le juge, son secrétaire et le fonctionnaire du bureau du procureur et son assistant qui se trouvaient avec le juge pour la négociation de la libération du coordonnateur. Ces quatre représentants du pouvoir judiciaire furent transférés dans une communauté de la montagne pour empêcher leur localisation et une assemblée régionale urgente fut convoquée le lendemain matin. Le 29 août, le coordonnateur régional fut relâché le procureur reconnaissant qu'il n'y avait pas d'éléments suffisants pour sa détention et les quatre fonctionnaires furent libérés par la CRAC.

Ces tensions démontrent que de 2002 à 2012, malgré l'évolution du cadre légal officiel dans lequel opère la Police communautaire et la CRAC, les relations entre le système communautaire et l'État ont bien peu changé. La Loi 701 sur les droits et de la culture des peuples et communautés indigènes de l'État de Guerrero a beau reconnaître le droit des peuples à la « libre détermination » (article 26), la validité des systèmes normatifs interne des peuples et communautés indigènes basés sur les us et coutumes (articles 35) et l'existence de la Police communautaire et de la Coordination régionale des autorités communautaires comme instances légitimes d'administration de la sécurité et de la justice dans les communautés indigènes (article 37), la pratique ne semble pas être réellement influencée par cette reconnaissance. Dans la pratique, il revient encore aux communautés et aux membres actifs de la PC-CRAC à se mobiliser pour assurer le respect de leurs droits. La reconnaissance étatique sous forme de loi-cadre sur les droits des peuples indigènes dans l'État de Guerrero est un pas vers la reconnaissance du droit à l'autodétermination, mais concrètement, plus d'un an après son adoption les modalités de son application reste vagues. Aucun règlement n'a été adopté pour voir à sa mise en œuvre et, en entrevue suite à la détention du juge de première instance par la PC-CRAC, le Président du tribunal supérieur de

justice de l'État¹¹² a affirmé¹¹³ que bien que la Loi 701 reconnaisse une « série de dispositions généreuses » elle n'établit pas de mécanismes et que constitutionnellement il y a des institutions établies et seulement deux corps policiers – la police de Guerrero et la police municipale – reconnus dans la loi suprême de l'État.

4.5.2 Cooptation et intégration

De 2002 à 2008, plusieurs tentatives de cooptation surgirent autour du statut de la Police communautaire. Depuis 1998, plusieurs autorités, tant municipales qu'au niveau de l'État de Guerrero, ont proposé la « légalisation » de la Police communautaire et ont tenté de la convaincre de s'intégrer aux forces policières étatiques. Au niveau municipal, les municipalités de San Luis Acatlán et Metlatonoc ont proposé aux policiers communautaires de s'intégrer aux rangs de la police préventive municipale, leur assurant ainsi un emploi et un salaire. En février 2007, le Congrès de l'État de Guerrero a adopté la Loi de sécurité publique de l'État de Guerrero qui proposait un plan d'intégration de la Police communautaire aux forces policières locales.

Ces tentatives de cooptation révèlent l'inconfort de l'État face à la Police communautaire et à la CRAC, aux prises toutefois avec une incapacité d'en venir à bout à travers la répression, le système de sécurité, de justice et de rééducation communautaire jouissant d'un appui assez solide dans la population locale et d'une capacité de mobilisation opérative. Le refus de l'intégration de la part de la PC-CRAC exemplifie également le haut niveau d'importance accordé à l'autonomie du système communautaire. Dans les débats¹¹⁴ sur les avantages et les désavantages, l'aspect central de l'autonomie et de la capacité à gérer collectivement soi-même la sécurité et la justice a toujours été défendu comme la pierre angulaire de la Police communautaire et la CRAC. Intégrer la PC-CRAC aux forces

¹¹² Il n'y a pas de concordance exacte de ce poste dans le système juridique québécois ou canadien. Le Président du tribunal supérieur de justice de l'État est l'autorité suprême du système judiciaire nommé par le Congrès sous une proposition du gouverneur.

¹¹³ <http://www.lajornadaguerrero.com.mx/2012/09/24/index.php?section=sociedad&article=005n3soc>

¹¹⁴ Lors du travail de terrain réalisé en août 2006 et de mai à septembre 2007, ce sujet était de particulier intérêt et d'actualité et ont été au cœur de plusieurs discussions, formelles et informelles.

policières municipales reviendrait à cracher sur les sacrifices faits par tous les membres jusqu'à maintenant et niant l'histoire de l'organisation.¹¹⁵

Finalement, un enjeu intéressant à analyser autour de la cooptation est le fait que l'intégration se résume de manière générale à l'incorporation des policiers communautaires – l'aspect sécuritaire du système – aux forces policières « officielles » et à la disparition de la Coordination régionale des autorités communautaires, la composante judiciaire et rééducative. Cette dichotomie quant à l'intégration/disparition de ces deux instances confirme l'idée que l'administration autonome de la justice et la prise en charge de la rééducation est un affront à l'État plus menaçant que la prise des armes. L'État semble accorder moins d'importance au travail de sécurité qu'à la remise en question des systèmes de copinage et de corruption qui gère l'administration de la justice.

Depuis l'adoption en 2011 de la Loi 701 sur la reconnaissance des droits et de la culture des peuples et communautés indigènes de l'État de Guerrero, les tentatives de cooptation de la Police communautaire et de la CRAC se sont transformées en intégration de force. La Loi 701 reconnaît l'existence et la « validité » du système communautaire et établit que « le Conseil¹¹⁶ régional des autorités communautaires et la Police communautaire feront partis du Système de l'État de sécurité publique » (article 37). Cette intégration au système de l'État ne s'est pas encore définie spécifiquement et la CRAC reste perplexe quant à ses modalités et son application¹¹⁷. Dans la pratique bien peu semble avoir changé dans les relations entre la PC-CRAC et l'État. La PC-CRAC a choisi de prendre assise sur les droits proclamés dans la loi pour revendiquer ses actions, comme elle l'a toujours fait, dans son discours, avec la Convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du travail, la Constitution mexicaine ou la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Toutefois, cette nouvelle reconnaissance n'a pas grandement altérée leurs actions et la mobilisation reste au centre de leurs stratégies d'actions.

¹¹⁵ Les propos sont de Valentin Hernandez, avocat de formation, il est membre de la figure juridique et le conseiller juridique (*asesor*) de la PC-CRAC.

¹¹⁶ Il est à noter que la Loi 701 utilise la formulation de « Conseil » plutôt que « Coordonnatrice » tel qu'utilisée par les communautés et le système communautaire.

¹¹⁷ Communiqué de presse du Comité exécutif de la police communautaire, 21 août 2011.

CONCLUSION

L'analyse des concepts d'autodétermination, d'autonomie et d'autogestion nous a permis de mettre en lumière certaines limites des théories dominantes mexicaines sur l'autonomie. Comme nous l'avons vu, il est essentiel de distinguer le droit à l'autodétermination comme droit fondamental qui découle directement du *fait* indigène et qui ne devrait pas être compris comme une concession de l'État, et l'autonomie comme modèle d'opérativité de ce droit. Au Mexique, les théories dominantes en matière d'autonomie ont développé trois courants principaux : l'autonomie régionale, l'autonomie communale et l'autonomie municipale. Ces modèles, bien qu'ils diffèrent quant à la structure qu'ils préconisent comme noyau de construction de l'autonomie, ont en commun une approche étato-centriste où la reconnaissance de l'État est une composante importante – voire fondamentale – du processus puisque c'est l'État qui s'assure que le modèle d'autonomie s'agence avec le cadre politique, législatif et juridique étatique. Les théories dominantes étudiées, bien qu'elles apportent beaucoup quant à une compréhension générale de l'autonomie et de ses processus de construction, semblent manquer une dimension de remise en question philosophique. Le modèle étatique n'est que rarement remis en cause et l'autodétermination semble devoir obligatoirement se soumettre au carcan de l'État.

Les théories sur les mouvements identitaires ou nationalistes indépendantistes – que nous avons volontairement choisi d'éviter dans ce mémoire – n'apportent pas non plus de base de réflexion à cette approche de dépassement de l'État puisque qu'elles ne cherchent pas à s'en défaire mais plutôt à construire un tout nouvel État-Nation. Confrontés à ces limitations théoriques, nous avons choisi de nous pencher sur des théories anarchistes pour nous permettre d'intégrer une analyse critique de l'État dans l'étude de la construction de l'autonomie des peuples indigènes. Nous y avons étudié les ramifications philosophiques de

l'autonomie ainsi que les processus pratiques de l'autogestion pour remettre en question la centralité de l'État dans le but de penser une autonomie qui puisse dépasser les modèles traditionnellement étato-centristes.

L'autogestion s'est avérée le concept clé de ce mémoire, alors qu'il nous permet de faire le lien entre le droit à l'autodétermination et un modèle d'autonomie qui rompt de l'archétype étatique. La notion de projet autonome naît ainsi pour nous permettre de penser l'action collective. Il serait erroné de présenter l'autogestion comme modèle lorsqu'il s'agit davantage d'un processus qui comporte à sa base la rupture avec l'État visant l'abolition de l'autorité. L'autogestion présente un changement de paradigme pour penser l'autonomie des peuples indigènes en élaborant un paradigme qui permet d'analyser à différents niveaux – tant dans les dynamiques internes quant au pouvoir et la prise de décision que dans les relations avec l'État – des cas spécifiques d'autonomie indigène qui opèrent en rupture – totale ou partielle, et habituellement de manière interchangeable – de l'État. Les théories anarchistes nous permettent donc d'ouvrir la porte à un autre univers conceptuel pour repenser l'autonomie des peuples indigènes. Ces théories sont toutefois peu maniées par les peuples indigènes au Mexique, à la différence des théories marxistes beaucoup plus répandues, et semblent souvent, pour plusieurs, déconnectées de la réalité indigène. Un rapprochement de l'anarchisme mexicain ainsi que du concept d'anarcho-indigénisme semble toutefois une voie intéressante pour arrimer la reconceptualisation de l'autonomie en phase avec l'autogestion.

Historiquement, un certain pan de la lutte politique au Mexique, quoique minoritaire, est associé à l'anarchisme alors que Ricardo Flores Magon apparaît comme un acteur central de la révolution mexicaine de 1910. Toutefois, le magonisme classique semble davantage classiste qu'identitaire, bien qu'on puisse soutenir que l'un et l'autre était, à une certaine époque – et dans certaines régions – presque indissociable. De manière intéressante toutefois, les grandes lignes du Parti libéral mexicain (à la base de l'anarchisme magoniste) mettaient de l'avant des grands principes de bases calqués sur les processus révolutionnaires historiques, promouvant l'éducation laïque, obligatoire et gratuite et l'expropriation des grands

propriétaires terriens et la redistribution de la terre¹¹⁸. Ce processus d'expropriation des terres devait mener à la dignification de la « race indigène » et des paysans, leurs « vrais propriétaires », dénonçant le vol, l'appropriation et la répression de ceux qui dénonçaient les dépossessions. Les magonistes promeuvent dès lors une vision clairement anticapitaliste, antiautoritaire et anticléricale. Leur approche communautariste s'inspire de l'adage « de *chacun* selon ses moyens, à *chacun* selon *ses besoins* » mettant également de l'avant la décentralisation et la restructuration des pouvoirs municipaux.

Pour approfondir l'analyse des luttes émancipatrice indigènes, un concept alliant anarchisme et indigénisme a été développé : l'anarcho-indigénisme, qui cherche à dégager des liens entre la philosophie anarchiste et les pratiques sociopolitiques indigènes. L'anarcho-indigénisme met de l'avant une vision holiste, anti-capitaliste et non-étatique de la liberté au cœur d'une société qui maintient une relation soutenable avec la nature¹¹⁹. Taiaiake Alfred reconnaît que ce qu'il nomme l'anarcho-indigénisme n'en est qu'à ses premiers balbutiements théoriques, mais il met de l'avant l'existence de similitudes importantes entre la façon de voir et d'être dans le monde entre les autochtones et les anarchistes, surtout quant à leur rejet des alliances avec les systèmes d'oppression légalisés, la non-participation aux institutions qui structurent la relation coloniale, et un espoir d'amener du changement par l'action directe, la résistance physique, et les confrontations avec le pouvoir de l'État. (Alfred, 2005, p.121) Des liens sont également évidents au niveau de la praxis égalitaire quant à l'exercice du pouvoir. L'anarcho-indigénisme n'est pas également une posture anti-étatique, mais aussi anti-hiérarchique.

C'est cette vision de l'anarcho-indigénisme qui pousse Taiaiake Alfred à dénoncer la voie légaliste de lutte pour la reconnaissance des droits des peuples indigènes qui, selon lui, ne défend nullement la culture, l'éthique et le mode politiques des peuples indigènes. L'approche légaliste représente un retranchement dans le système étatique à titre de citoyens avec des droits définis par la constitution de l'État colonial, ce qui est une défaite de l'idée

¹¹⁸ Le slogan révolutionnaire « *Tierra y libertad* » est une création de Ricardo Flores Magon, bien que souvent attribué, à tort, à Emiliano Zapata.

¹¹⁹ La définition est librement adaptée à la lecture de Taiaiake Alfred, philosophe mohawk et professeur à l'Université de Victoria, en Colombie-Britannique.

d'une existence indigène indépendante. Les peuples indigènes devraient promouvoir le maintien et la construction de leurs propres systèmes organisationnels autonomes.

Cette perspective de l'anarcho-indigénisme, bien que nullement référencer par les communautés de la *Costa-Montaña* nous permet finalement de mettre en relief certaines pratiques concrètes de la Police communautaire et de la Coordinatrice régionale des autorités communautaires (CRAC) de l'État de Guerrero que nous avons étudiées. Elle nous permet aussi de donner une certaine dimension à des pratiques observées qui peuvent paraître contradictoires, surtout en ce qui a trait aux contradictions entre le discours et la pratique au sein de la PC-CRAC. En effet, la Police communautaire et la Coordination régionale des autorités communautaires usent souvent d'un discours légaliste – ou de droits humains – pour défendre certaines de leurs actions. Ils revendiquent leur droit à l'autodétermination tel que défini dans la Convention 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux, dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, ou dans les articles 2, 4 et 115 de la Constitution mexicaine. Nous sommes toutefois d'avis que le recours au discours légaliste ne représente pas une perspective idéologique de soumission à l'État, mais plutôt un usage stratégique du dialogue. En effet, publiquement, la PC-CRAC a choisi de mettre de l'avant un visage plus modéré qui lui permet, dans la pratique, d'opérationnaliser des prises de position profondément radicales, tel que, par exemple, la confrontation ouverte avec l'État lors d'arrestations arbitraires des représentants de l'organisation. Ce recours rappelle les compromis mis de l'avant par Ricardo Flores Magon au sein du Parti libéral mexicain qui opérait comme une organisation à deux têtes, d'un côté étant active sur la scène publique et mettant de l'avant une approche davantage réformiste, tel que dans son « Manifeste et Programme » et de l'autre, en appuyant des actions clandestines et en supportant l'insurrection armée. Ce maniement du discours plus modéré et de l'action plus radicale sert également de moyen de défense contre la répression de l'État, qui serait mieux en vue de réprimer une organisation armée ouvertement révolutionnaire plutôt qu'une organisation indigène revendiquant son droit à l'autodétermination.

La Police communautaire et la CRAC permettent une excellente instanciation de l'autonomie. Par son histoire et son développement en lien (demandes répétées pour des

services), en tension (mobilisation sociale et création de la PC) et puis en rupture (création de la CRAC) de l'État, on constate que l'autonomie se construit comme un processus évolutif (et non linéaire). C'est pas à pas que se construit le projet d'autonomie et non comme un tout constitué et fixe. De plus, l'expérience de la Police Communautaire et de la CRAC nous permet de concevoir l'autonomie comme une série de projets aspirant à former une société autonome. Il serait irréaliste de concevoir la mise en place de l'autonomie dès ses débuts dans une forme achevée (sans lutter pour un changement révolutionnaire de paradigme). L'histoire de la PC-CRAC nous pousse toutefois à avoir espoir en des projets ciblés. Un projet autonome portant spécifiquement sur des enjeux de sécurité et de justice peut servir de tremplin vers une plus grande autonomie dans d'autres champs, comme le démontre la mise sur place du projet de communication communautaire ayant des répercussions sur la formation des jeunes de la région et contribuant au maintien du système communautaire à plus long terme. De ce fait, la pérennité du projet lui permet également de s'adapter à de nouvelles conjonctures et de se redéfinir comme une forme d'autonomie qui peut répondre à plusieurs besoins, non seulement à celui de la crise du banditisme de grand chemin. En effet, lorsque des projets autonomes naissent directement d'une crise contextuelle, on peut douter de sa reproduction. Toutefois, malheureusement, la crise de l'impunité de l'État en matière de justice à Guerrero et au Mexique, n'est pas résolue, mais plus positivement, la PC-CRAC a su faire naître les attentes des communautés envers leurs autorités. De l'organisation de mobilisations sociales de 1992 à 1995, le CAIN s'est transformée en sa propre réponse aux revendications des communautés en réglant, d'emblée, soi-même la crise de sécurité qui menaçait la région.

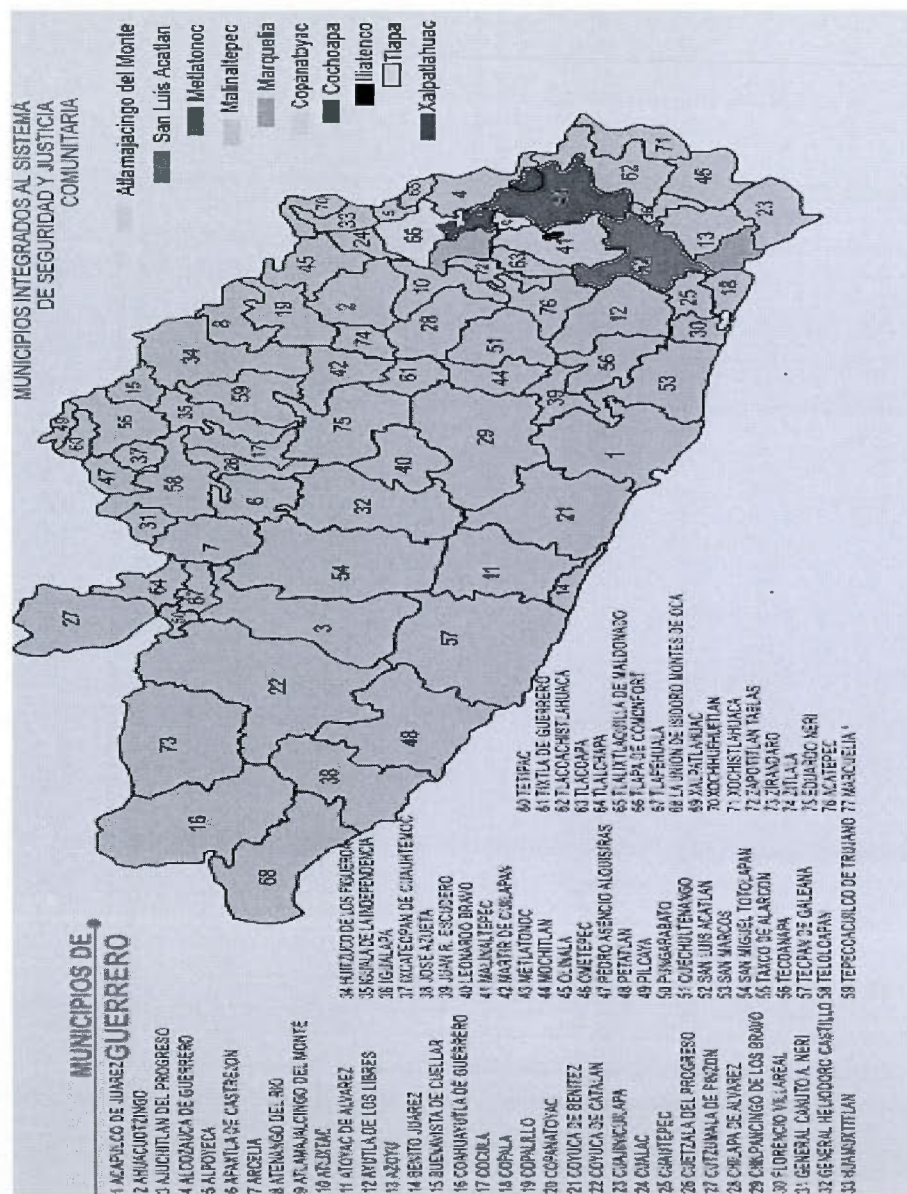
Finalement, les théories anarchistes apparaissent comme des pistes de solution pour promouvoir la reconceptualisation de l'autonomie des peuples indigènes. Sans forcer l'adéquation entre ces théories et des pratiques indigènes, il est toutefois possible de tisser des liens qui permettent de repenser l'autonomie à l'extérieur du modèle étatique. Et là est précisément le but de l'exercice : donner de l'eau au moulin de la réflexion philosophique sur l'autodétermination, l'autonomie et l'autogestion pour alimenter le débat en ouvrant le cadre des possibilités théoriques. Le cas de la Police communautaire et de la Coordonnatrice régionale des autorités communautaires de l'État de Guerrero nourrit cette analyse, en y

démontrant toutes les subtilités et contradictions, mais plus encore en ancrant l'analyse dans une réalité concrète, démontrant de ce fait que des structures autonomes hybrides sont possibles.

ANNEXES

1. Carte de la région
2. Synthèse du Règlement interne de la Coordonnatrice régionale des autorités communautaires et de la Police communautaire

CARTE DU TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE (CRAC-PC)



<http://kuxaelan.blogspot.ca/2012/04/el-proceso-de-formacion-de-la.html>



REGLAMENTO INTERNO

SISTEMA COMUNITARIO DE SEGURIDAD, JUSTICIA Y REEDUCACIÓN

Policía comunitaria y Coordinadora Regional de Autoridades Comunitarias de la Costa Chica y Montaña de Guerrero

VERSION SINTETIZADA, PUBLICADA EN EL MARCO DEL 12º ANIVERSARIO DE LA POLICÍA COMUNITARIA

OCTUBRE 2007



CONTENIDO

- 1. Nuestra organización**
- 2. Nuestro reglamento interno**
- 3. Nuestro territorio comunitario**
- 4. Nuestra estructura**
- 5. Nuestras autoridades**
- 6. Nuestro proceso**
- 7. Nuestras relaciones con las instancias del poder público**
- 8. Nuestras acciones de prevención del delito**

1. NUESTRA ORGANIZACIÓN

Nuestra organización se reconoce como el Sistema comunitario de seguridad, justicia y reeducación. Es mejor conocida por sus dos instancias principales: la Policía Comunitaria y la Coordinadora Regional de Autoridades Comunitarias (CRAC).

En 1995, nace de los esfuerzos de los pueblos a organizarse contra la delincuencia que padecía en nuestra región. Desde su fundación, ha logrado disminuir la violencia y fortalecer los pueblos. AGREGAR ALGO DE HISTORIA

2. NUESTRO REGLAMENTO INTERNO

Nuestro reglamento interno regula la seguridad, la impartición de la justicia y la reeducación en las comunidades integradas y establece la estructura de nuestra organización. (Art.1 y 3)

Se basa en los artículos de la Constitución Mexicana, de las leyes del país, del Convenio 169 de la Organización internacional del trabajo (OIT) y de los Convenios internacionales que reconocen los derechos de los Pueblos Indígenas. (Art.2)

Garantiza el respeto de los derechos humanos y colectivos de las personas y Pueblos que lo integran y el respeto a nuestra cultura, identidad y organización. (Art.4)

Solo puede ser modificado por mandato y resolución de la Asamblea Regional. Cualquier ciudadano en pleno uso de sus derechos civiles y que es miembro de una comunidad que integra el Sistema comunitario puede presentar propuestas de modificaciones al Reglamento Interno ante la Asamblea Regional. (Art.63, 64 y 65)

3. NUESTRO TERRITORIO COMUNITARIO

El Sistema comunitario esta integrado por:

- 72 comunidades de los Pueblos Mixtecos (na savi) con 36 comunidades; Tlapanecos (mee'phaa) con 26 comunidades; Náhuatles con 6 comunidades, y Mestizos con 4 comunidades
- que se encuentran en 10 municipios: San Luis Acatlán, Metlatonoc, Malinaltepec, Iliatenco, Copanatoyac, Marquelia, Atlamajalcingo del Monte, Tlapa, Xalpatlahuac y Cochoapa El Grande, encontrándose el las zonas Costa chica y Montaña del estado de Guerrero.

El territorio comunitario se reparte en tres zonas:

- 1- Zona Montaña Alta (con la sede ubicada en Zitlaltepec, Municipio de Metlatonoc)
- 2- Zona Montaña Baja (con la sede ubicada en Espino Blanco, Municipio de Malinaltepec)

- 3- Zona Costa (con la sede ubicada en San Luis Acatlán, Municipio de San Luis Acatlán)

Mapa (falta que Roberto me la manda)

IMPORTANTE

La Policía comunitaria y la CRAC solo pueden actuar:

- en el territorio y en los caminos de las comunidades integradas,
- en operativos en su territorio,
- o si el Comisario municipal de una comunidad NO integrada permite la intervención.

4. NUESTRA ESTRUCTURA

Las instancias del Sistema comunitario son: (Art.5)

- 1- La Asamblea Comunitaria (de cada comunidad integrada al Sistema comunitario)
- 2- La Asamblea Regional (de todas las comunidades integradas)
- 3- La Coordinadora Regional de Autoridades Comunitarias (CRAC)
- 4- El Comité Ejecutivo de la Policía Comunitaria
- 5- La Figura Jurídica
- 6- La Instancia de Gestión y Coordinación
- 7- Los principales (Art.54)

¿Integrar los consejeros?

LA ASAMBLEA COMUNITARIA (Art.6)

- Reúne a todos los hombres y mujeres mayores de edad o casados y a las autoridades municipales, agrarias y tradicionales de la comunidad.
- En la asamblea, la comunidad discute y decide de los asuntos de la comunidad.
- Nombra o remueve al Comisario Municipal y le da sus mandatos.
- Ayuda el Comisario Municipal a resolver los asuntos de justicia que se le presenta.
- Apoya al Sistema comunitario en lo que se puede y según sus capacidades.
- La convoca el Comisario o Delegado Municipal o la CRAC.

LA ASAMBLEA REGIONAL (Art.6)

Es la máxima instancia de decisión del Sistema Comunitario.



- Elige y tiene la capacidad de revocar a los Coordinadores Regionales, Comandantes

Regionales del Comité Ejecutivo de la Policía Comunitaria y miembros de la Figura Jurídica.

- Resuelve en definitiva los casos graves que se le presenta.
- Escucha a todas las personas que consideren estar afectados en sus derechos por parte del Sistema comunitario.
- Da mandatos a la CRAC, al Comité Ejecutivo y a la Figura Jurídica y vigila su cumplimiento.
- Asegura el respeto del Reglamento Interno.
- Nombra y da mandatos a comisiones especiales.
- Determina los principios del Sistema comunitario y sus relaciones con otras organizaciones e instancias del Gobierno.

LA COORDINADORA REGIONAL DE AUTORIDADES COMUNITARIAS (CRAC) (Art.6)

Es la instancia que imparte la justicia según los usos y costumbres de los Pueblos.

- La integra nueve (9) personas de capacidad y confianza para ser Coordinadores Regionales de la CRAC e impartir justicia, cuales cargos son de 3 años.
- Todos los Coordinadores tiene el mismo rango y nivel y entre ellos se organizan para que siempre estén presentes en la oficina de la CRAC para dar atención.
- Atiende todas las denuncias.
- Lleva el control de la reeducación de los detenidos
- Representa al Sistema comunitario entre las Asambleas Regionales.
- Convoca a la Asamblea Regional.
- Informa la Asamblea Regional de los asuntos del Sistema comunitario.
- Cumple con los mandatos y acuerdos de la Asamblea Regional.
- Frente a la intimidación o represión de miembros del Sistema comunitario, realiza acciones de denuncia y de defensa legal.
- Al fin de su cargo, informa y capacita a los nuevos Coordinadores.

EL COMITÉ EJECUTIVO DE LA POLICÍA COMUNITARIA (Art.6)

Es el órgano máximo de dirección de la Policía Comunitaria que asegura la seguridad en el territorio comunitario.

- Lo integra nueve (9) personas dentro de los Comandantes de la Policía Comunitaria nombrados para ser Comandantes Regionales del Comité Ejecutivo de la Policía Comunitaria, cuales cargos son de 3 años.

- Todos los miembros tiene el rango de Comandantes Regionales y se organizan entre ellos para cumplir sus tareas.
- Responde a las instrucciones de la Asamblea Regional y de la CRAC.
- Organiza y dirige los operativos de seguridad regional, los recorridos y las rutas, con el acuerdo de la Asamblea Regional o de la CRAC y informando los Comisarios municipales.
- Investiga los asuntos asignados por la CRAC.
- Captura las personas bajo las órdenes de aprensión de la CRAC o en flagrancia de delito. No podrá realizar ninguna detención que no esta justificada.
- Asegura con la CRAC el control de la reeducación y del traslado de los detenidos.
- Autoriza las visitas de familiares o amistades de los detenidos.
- Asegura el control de las armas, tiene actualizado los concentrados y procura las credenciales.
- Capacita a los Comandantes y Policías comunitarias.
- Convoca a asambleas de Comandantes y Policías comunitarios.
- Informa la Asamblea Regional.

LA FIGURA JURÍDICA (Art.6)

Es la representación legal del Sistema comunitario.

- La integra seis (6) miembros nombrados por la Asamblea Regional, cuales cargos son de 3 años.
- Tiene sus propios estatutos.
- Promueve proyectos con las comunidades y con las instancias del Sistema comunitario.
- Cumple con sus mandatos y los que le da la Asamblea Regional.

LA INSTANCIA DE GESTIÓN Y COORDINACIÓN *(según los acuerdos de la Evaluación interna, Asamblea de Horcasitas, 24-26 de noviembre de 2006)*

Es el órgano de administración del Sistema comunitario. Asegura la coordinación de los tres (3) comités y de las tres (3) sedes del Sistema comunitario.

- Esta formada por un miembro de la CRAC, uno del Comité ejecutivo, uno del Comité de la Figura Jurídica y un consejero.
- Formula documentos y estrategias de financiamiento.
- Es integrado por personas que estén convencidas del proyecto comunitario y que sepan defenderlo.

LOS PRINCIPALES

Los Principales de las comunidades del Sistema comunitario son las personas de mayor edad que habiendo desempeñado todos o la mayor parte de cargos en la comunidad tienen una gran solvencia moral ante la ciudadanía y actúan como asesores o consejeros del Comisario o delegado municipal. (Art.53)

Sus tareas son: (Art.54)

- brindar consejos al Comisario o delegado municipal,
- dar su opinión ante la Asamblea comunitaria,
- brindar pláticas de reflexión y orientación a los detenidos que estén en proceso de reeducación,
- participar en la Asamblea Regional con pleno derechos de voz y voto.

LAS COMISIONES ESPECIALES

Se establece dos órganos especiales que fortalecen el trabajo del Sistema comunitario: (Art.33)

- El Órgano de desarrollo regional
- El Órgano de comunicación

EL ÓRGANO DE DESARROLLO REGIONAL

Está integrado por un comité de: (Art.34)

- 6 personas
- con instrucción, capacidad de gestión y negociación
- que duran en su cargo 3 años
- nombrados por la Asamblea Regional.

Sus funciones son: (Art.35)

- Elaborar proyectos de carácter productivo, comercial cultural o social para generar mejores posibilidades de empleo, educación y salud a favor de la población.
- Presentar proyectos para su financiamiento antes instancias del poder público como de la iniciativa privada.
- Promover la firma de convenios de colaboración con distintas dependencias de los tres niveles y órdenes de gobierno.
- Coordinarse de manera permanente con los ayuntamientos de los municipios en los que el Sistema comunitario esta presente para vigilar la correcta aplicación de los recursos asignados a las comunidades, presentar propuestas de inversión para obras, servicios y todo tipo de beneficios para la población y obtener ingresos para sustentar las actividades del Sistema comunitario.

Debe: (Art.36)

- Informar la Asamblea Regional de su gestión y de los proyectos y recursos autorizados.
- Coordinarse con el Comité de la Figura Jurídica para la firma de convenios y todo acto jurídico.
- Solicitar la autorización de la Asamblea Regional cuando se toca asuntos de gravedad o de montos importantes.

EL ÓRGANO DE COMUNICACIÓN

Está integrado por un comité de: (Art.37)

- 3 personas
- con instrucción y con capacidad de realizar tareas de redacción de artículos y boletines de prensa
- que duran en su cargo 1 año
- nombrados por la Asamblea Regional.

Sus funciones son: (Art.38)

- Preparar y brindar información del Sistema comunitario a las instancias del poder público como a los medios de comunicación.
- Obtener información de interés general y realizar actividades de difusión en las comunidades para mantenerlas informadas.
- Obtener información de lo que ocurre en las comunidades integradas al Sistema comunitario e informar las instancias del Sistema para mejorar los servicios prestados.
- Convocar a conferencias de prensa cuando lo considera necesario la Organización comunitaria.
- Implementar materiales de difusión (Radios, periódicos, revistas, boletines informativos, volantes, periódicos murales, etc.)

Debe: (Art.39)

- Promover los contactos con los medios de comunicación.
- Solicitar autorización de la Asamblea Regional o en su defecto de la CRAC para la difusión de información a las instancias de gobierno y a los medios de comunicación.
- Garantizar que no se arriesgue la integridad y el buen funcionamiento del Sistema comunitario cuando se otorgue información.
- Promover la difusión, respeto y reconocimiento de la cultura de los Pueblos que integran al Sistema comunitario.

LA COMISIÓN ESPECIALIZADA PARA LOS ASUNTOS AGRARIOS

Cuando se presentan ante la CRAC asuntos de índole agraria, estos son propuestos para su ventilación ante la Asamblea Regional en la que se nombra la Comisión que se encarga de darle solución. (Art.59)

Esta Comisión se puede integrar de 2 maneras: (Art.59)

- Cuando el problema se circunscriba a un núcleo agrario, la Comisión se integra por representantes de dicho núcleo agrario, por representantes de un núcleo agrario que actúa como asesor y aval nombrados por la Asamblea Regional y por la CRAC.
- Cuando el problema implique a diferentes núcleos agrarios, la Comisión se integra por los representantes de los núcleos agrarios involucrados, de un tercer núcleo que actúa como arbitro nombrado por la Asamblea Regional y por la CRAC.

La comisión hace la investigación y determina las resoluciones, de las cuales informa las partes involucradas y la Asamblea Regional. (Art.60)

Las personas que han sometidos su asunto agrario ante la Comisión y que, frente a una determinación al conflicto que no le sea favorable, pretende dar continuidad a su reclamo en otras instancias puede ser sometidas a proceso de reeducación ya que en la investigación del asunto y en la etapa de resolución tuvo los elementos, derechos y tiempo suficiente para acreditar sus pretensiones. (Art.61)

A juicio de los integrantes de la Comisión o a petición de las partes involucradas, las resoluciones que se toman para resolver el asunto planteado podrán ser informadas a la Procuraduría, tribunales o demás instancias del gobierno encargadas de la cuestión agraria, para su confirmación.

5. NUESTRAS AUTORIDADES

El Sistema comunitario tiene dos niveles. Al nivel *local*: la comunidad y al nivel *regional*: la Coordinadora Regional de Autoridades Comunitarias (CRAC).

EN LA COMUNIDAD

El Comisario o Delegado Municipal: (Art.7)

- Es electo por la Asamblea general de su comunidad que tiene la capacidad de removerlo.
- Cumple con el Reglamento Interno.
- Se coordina y se comunica con las instancias del Sistema comunitario.
- Asiste y representa a su comunidad en las Asambleas Regionales.
- Atiende los casos que plantean sus vecinos y trata de solucionarlos.
- Cuando no es de su competencia, turna los casos a la CRAC.
- Ayuda con las investigaciones que se acaban en la comunidad.
- Ayuda con el proceso de reeducación cuando los detenidos están en la comunidad, entregando las constancias a los detenidos y a la CRAC.
- Vigila que los Policías comunitarios de su comunidad cumplen con su servicio sin cometer abusos y en respeto de los derechos humanos y de los usos y costumbres.
- Si esta elegido como Coordinador regional, informa la Asamblea de su pueblo y sea el Comisario suplente que asumirá sus responsabilidades.

El Comisario municipal atiende los delitos: (Art.8)

- | | |
|---|--|
| 1- Problemas familiares o de pareja | 7- Disparos al aire en zonas pobladas |
| 2- Robo menor | 8- Desorden público por alcoholismo |
| 3- Golpes, lesiones o daños menores | 9- Consumo de drogas |
| 4- Insultos y difamación | 10- Incumplimiento de los acuerdos de la Asamblea Comunitaria. |
| 5- Amenazas | |
| 6- No cumplir con cargos, cooperación o trabajos del pueblo | |

Las sanciones en la comunidad: (Art.12)

- 1- Reparación de daño
 - 2- Trabajo comunitario
 - 3- Detención máxima de 3 días
- NO Multas – Insulto - Golpes

EN LA CRAC

La CRAC atiende los delitos de: (Art.10)

- | | |
|--|--|
| 1- Robo mayor | 13- Incumplimiento de acuerdos tomados en la Asamblea Regional. |
| 2- Abigeato y robo de ganado | 14- Violación al Reglamento interno |
| 3- Siembra y tráfico de drogas | 15- En segunda instancia, los casos tratados en la comunidad y que no fueron resueltos de conformidad para las partes en conflicto. (Art.11) |
| 4- Asalto y robo con violencia | 16- Asuntos de familiares o parientes del Comisario o Delegado municipal. (Art.9) |
| 5- Lesiones y daños mayores | |
| 6- Homicidio (e intento) | |
| 7- Secuestro o privación ilegal de la libertad (e intento) | |
| 8- Violación sexual (e intento) | |
| 9- Abuso de autoridad | |
| 10- Fraudes a la comunidad | |
| 11- Mal uso de armas | |
| 12- Tala clandestina del bosque | |

Las sanciones en la CRAC:

- 1- Reparación de daño
- 2- Reeducação con trabajo comunitario
- 3- Decomisos
- NO Multas – Insulto – Golpes
- NO Penas mayores al delito.

IMPORTANTE

1. Si delito no está en el Reglamento interno, se necesita el aval de la Asamblea Regional para que se recibe el caso.
2. Si llegan casos que corresponden al Comisario municipal directamente a la CRAC, la CRAC orienta los demandantes y les regresa a su comunidad y informa el Comisario del asunto.

6. NUESTRO PROCESO

El Sistema Comunitario integra la seguridad, la impartición de justicia y la reeducación.

En los procesos de investigación, sanción y reeducación, las actuaciones y diligencias que se realicen deben hacerse constar con actas requisitadas con las firmas y huellas de los que participen y con

el sello de la autoridad que actúa. (Art.21)

Los requisitos para que la CRAC recibe un caso:

- 1- Qué NO lo esté llevando el Ministerio Público (o el síndico municipal o juez de paz, etc.).
- 2- Qué haya sido en una comunidad integrada al Sistema comunitario,
- 3- Qué el delito se encuentra en el reglamento interno.

LA DENUNCIA

La denuncia se hace: (Art.17)

- de manera verbal y/o por escrito,
- ante la autoridad competente,
- y se apunta en un acta de declaración.

LA INVESTIGACIÓN

Una investigación inicia: (Art.16)

- con la denuncia presentada por la persona agraviada o algún familiar o persona que tenga conocimiento de los hechos o
- con la detención de una persona cometiendo un delito en flagrancia.

El procedimiento

En la comunidad, el Comisario hace la investigación. Cuando el caso se pasa a la CRAC, los Coordinadores se encargan de la investigación.

Los Coordinadores Regionales pueden: (Art.19)

- mandar a citar testigos y recibir testimonios,
- recibir testimonios de la autoridad local donde ocurrieron los hechos,
- recibir pruebas de la parte agraviada.

Tendrán al principio un plazo de 72 horas para la investigación pero se podrá ampliarse en razón de la carga de trabajo o porque así lo requiere la propia investigación. (Art.19)

IMPORTANTE

En el marco de una investigación, si una persona -parte acusada o testigo- no se presenta después de haberla mandado 3 citatorios, se puede girar una orden de presentación. La policía comunitaria permite así que una persona se presenta a dar su testimonio. No es una orden de detención.

La parte acusada

A terminar la primera parte de la investigación, se mandara a citar la persona o las personas demandadas dentro de las 48 horas siguientes

por conducto del comisario o delegado municipal. (Art.20)

Cuando se encuentra la parte acusada:

- se informa de la acusación,
- se le da la oportunidad de defenderse,
- se le permite presentar testigos y dar pruebas que respalden su declaración,
- en un plazo de 72 horas que podrá ampliarse a petición del acusado o a juicio de la autoridad que actúa. (Art.20)

Investigar en una casa

Para entrar en una casa, se necesita:

- que el dueño da permiso,
- que el delito se esta pasando al momento, o
- que los policías comunitarios obtengan una orden de cateo.

La CRAC gira una orden de cateo cuando existen pruebas y que se tiene que extender una investigación o para detener una persona que se ubica en una casa.

La conclusión de la investigación (Art.22)

La autoridad reúna el mayor número de pruebas del caso y da a concluir la investigación.

Los denunciados y agraviados, bajo protesta de decir la verdad, pueden ser acompañados o auxiliados por persona de su confianza en la lectura de las diligencias practicadas. (Art.21)

LA CONCILIACIÓN (Art.22)

En los asuntos menores, los Coordinadores buscan la conciliación entre las partes. La conciliación permite asegurar una mejor paz en la comunidad y permite que todas

las partes participen en la elaboración del acuerdo.

La autoridad cita, en el plazo de los 5 días siguientes, a las partes para una reunión de conciliación que se asentara en una Acta de acuerdo, lo que concluirá el asunto.

Si en la reunión, no se llega a un acuerdo satisfactorio, se invitara las partes a seguir discutiendo y se citaran de nuevo hasta llegar a un acuerdo.

Si una de las partes no se presenta a la primera reunión, se citara solo por una segunda vez dentro de las 48 horas siguientes.

LA APREHENSIÓN

En asuntos graves, la CRAC gira una orden de aprehensión que se cumple por parte del Comité Ejecutivo de la Policía Comunitaria que presenta al detenido ante la CRAC. (Art.23)

Se necesita una orden de aprehensión:

- Cuando la falta o delito se cometió tiempo antes (horas, días, semanas, etc.),
- qué existe una denuncia en contra de una persona por delito grave,
- qué se haya realizado una investigación de los hechos y
- qué existe pruebas suficientes de que la persona es culpable (testigos, evidencias, etc.).

NO se necesita una orden de aprehensión para detener una persona:

- Cuando en ese momento se este cometiendo la falta o el delito (encontrando la

persona "la mano en la maza")

- Cuando en ese momento la persona lleve el cuerpo de la falta o delito (por ejemplo, si maneja un coche robado o una vaca robada se encuentra en su corral).

IMPORTANTES

NO se puede girar una orden de aprehensión:

- Cuando NO hay suficientes pruebas. Se tiene que seguir investigando y se puede girar una orden de cateos, pero sin detener a la persona.

- Cuando la falta es menor (como en la mayor parte de los asuntos que trata el Comisario Municipal).

LA SANCIÓN

La culpabilidad

Si de las investigaciones realizadas, la autoridad observa que el acusado es realmente responsable de la falta que se le acusa, le dictara la sanción correspondiente dentro de las 72 horas siguientes. (Art. 24)

Cuando se detenga a una persona cometiendo una falta en flagrancia, se pone el detenido a disposición de la autoridad, quien recibe su declaración y dentro de las 48 horas siguientes le dicta la sanción correspondiente. (Art.25)

La imposición

El Comisario o delegado municipal y la CRAC son los únicos que pueden imponer sanciones. Impone la pena la instancia que investigó y a quien tocó el caso. En casos de extrema gravedad se decidirá la sanción en la Asamblea Regional y se ejecutara por la CRAC. (Art.27)

La sanción de reeducación se notifica personalmente al detenido en presencia de sus familiares o de personas de su confianza. (Art.44) Una vez notificado, el detenido es trasladado por el Comité Ejecutivo de la Policía Comunitaria para empezar su trabajo comunitario en un plazo de 24 horas. (Art.45)

La verificación

El Comisario o delegado municipal y la CRAC son responsables de verificar el cumplimiento de cada una de las sanciones que imponen a los acusados, sean detenidos o no. (Art.27)

IMPORTANTE

1. Ninguna persona puede ser juzgada dos veces por los mismos hechos. Cuando esta sancionada por el Sistema Comunitario de Seguridad, Justicia y Reeducación, es responsabilidad de la CRAC informar la Agencia del Ministerio Público (MP) que el asunto ya ha sido atendido para evitar la duplicidad de funciones en perjuicio de las personas que son acusadas. (Art.32)

2. En los casos de violación, secuestro y homicidio, no se puede proceder con la reparación del daño porque la vida y la dignidad de las personas no pueden ser valuadas en términos económicos y el agravio no puede ser restablecido de ninguna manera. (Art.13)

3. Si la falta o error es cometido por un policía comunitario, comandante, Coordinador, Comisario o Delegado municipal o miembro de la Figura Jurídica, en su cargo o fuera de él, la sanción será mayor porque los

miembros del Sistema comunitario deben velar con mayores principios y promover su observancia con su propio ejemplo. (Art.15)



LA REEDUCACIÓN

La reeducación es el proceso que da la oportunidad a los detenidos de reconocer sus faltas y mejorar su conducta a través del trabajo comunitario, desarrollando sus capacidades en beneficio de la sociedad. (Art.42) Se efectúa a través del trabajo comunitario y de las pláticas de reflexión.

La reeducación se realiza: (Art.29 y 46)

- presentando el detenido ante el Comisario municipal,
- trabajando 15 días en cada comunidad,
- trabajando el día y siendo recluso en las cárceles comunitarias durante la noche,
- recibiendo pláticas para reflexionar sobre su mala conducta a fin de lograr la recuperación a favor de la sociedad.

Los derechos de los detenidos

Frente a los detenidos, se observa un trato firme y respetuoso que garantice el cumplimiento de la seguridad pero también del respeto a los derechos de las personas con lo cual se sientan las bases y principios fundamentales del proceso de reeducación. (Art.28)

Los derechos de los detenidos bajo proceso de reeducación son: (Art.30)

- ser tratado con respeto,
- recibir alimentos por lo menos 2 veces al día,
- tener un día de descanso a la semana,
- recibir atención medica cuando sea necesario y en la medida de lo posible,
- recibir visita de sus familiares y amistades,
- recibir la constancia de servicio correspondiente por cada 15 días de trabajo a favor de la comunidad.

Los deberes de los detenidos

Los deberes de los detenidos bajo proceso de reeducación son: (Art.31)

- respetar las indicaciones de las autoridades e instancias del sistema comunitario,
- observar buena conducta.

Las constancias

Al término de cada 15 días de trabajo comunitario, el Comisario o delegado municipal entrega a cada detenido con copia a la CRAC una constancia por los servicios prestados en la que señale en grado de cumplimiento de su trabajo. (Art.47)

El detenido conserva cada una de sus constancias con finalidad de acreditar el tiempo que ha permanecido en proceso de reeducación y solicitar su liberación a la CRAC una vez que haya concluido el término de su sanción. (Art.47)

La vigilancia (Art.50)

Los detenidos están bajo vigilancia del Comisario municipal y del grupo de Policías comunitarios. (Art.50)

La alimentación (Art.50)

La alimentación de los detenidos esta a cargo de la comunidad donde prestan su trabajo comunitario.

El horario de trabajo (Art.50)

El horario de trabajo de los detenidos es de las 8 horas de la mañana a las 5 horas de la tarde, de lunes a sábado, con un descanso de una hora para recibir sus alimentos.

Las pláticas de reflexión (Art.50)

Al término de la jornada, después de recibir su alimentación y realizar su aseo diario, el Comisario municipal junto con los principales y personas de la comunidad con amplio reconocimiento moral, dan pláticas con los detenidos para promover la reflexión sobre las faltas cometidas y sensibilizándoles para reintegrar la comunidad como buenos ciudadanos.

Las visitas (Art.50)

Los detenidos pueden recibir visitas de familiares y amigos los domingos.

El consumo de alcohol o droga (Art.50)

Esta prohibido a los detenidos consumir bebidas alcohólicas u otro tipo de droga. En caso de consumación, se la aumentara la sanción. Se sancionara también a las personas o policías que permiten el consumo.

La fuga (Art.50)

A un detenido bajo proceso de reeducación que se fuga se aumenta la sanción. De igual manera se sanciona a los encargados de su vigilancia o traslado cuando se compruebe que el detenido se fugó por negligencia o con su consentimiento. Además, se sanciona a todo policía, comandante, comisario o delegado municipal, miembro del Comité Ejecutivo de la Policía Comunitaria o de la CRAC si se comprueba que recibió dinero o algún bien de cualquier índole para permitir la fuga de un detenido. Estos casos son directamente tratados por la Asamblea Regional y podrán ser castigados por reeducación y expulsión pública y definitiva del Sistema comunitario

LA LIBERACIÓN

El tiempo agotado

Una vez el tiempo asignado a reeducación cumplido, la CRAC ordena el traslado del detenido a las Oficinas para valorar su situación, revisar su expediente y sus constancias de trabajo. (Art.48)

En la Asamblea Regional

Después de la revisión de su caso, si se considera procedente, se hace la propuesta de liberación del detenido en la Asamblea regional. La Asamblea Regional es la instancia encargada de dar el orden de liberación.

El acto de liberación

La liberación aprobada en la Asamblea Regional, el detenido esta entregado, en su propia comunidad, a sus familiares en presencia de su autoridad comunitaria. Se firma una acta de compromiso en la cual el liberado se compromete a no reincidir y a ser un buen ciudadano, firmando de avales sus familiares y la Autoridad comunitaria, quienes se encargan de velar por la conducta del liberado y por el cual se hacen responsables. (Art.47, 48 y 49)

PROCEDIMIENTOS PARA LA INVESTIGACIÓN, SANCIÓN Y REEDUCACIÓN DE MUJERES

El procedimiento para la investigación, sanción y reeducación de las mujeres esta encargada a una Comisión especial de mujeres.

La Comisión especial de mujeres: (Art.55)

- Esta formada por mujeres que han ocupado algún cargo en su comunidad o en las organizaciones sociales que apoyan al Sistema comunitario.
- Esta apoyada en sus funciones por la Asamblea Regional, la CRAC y el Comité Ejecutivo de la Policía comunitaria.
- Esta electa por la Asamblea Regional.
- Dura en su cargo 3 años y sus miembros pueden ser reelectas.

La reeducación

La reeducación se hace a cargo de la CRAC y de la Comisión especial de mujeres, cumpliendo el plazo en tareas domesticas, productivas o administrativas en la Oficina del Sistema comunitario o en otras tareas aprobadas por la Comisión especial de mujeres. (Art.56)

La detención

Por ningún motivo se permite que mujeres sean aprisionadas en las mismas celdas con el resto de los detenidos. (Art.57)

El cuidado de hijos

Cuando las detenidas tienen bajo su cuidado a sus hijos menores de edad, es la obligación de la CRAC y de la Comisión especial de mujeres, junto con el Comisario municipal, asegurar que estos están atendidos por familiares o amistades de la detenida hasta que sea liberada. (Art.58)

7. NUESTRAS RELACIONES CON LAS INSTANCIAS DEL PODER PÚBLICO

El Sistema comunitario establece sus relaciones con las demás instancias del poder público bajo los principios del respeto mutuo, coordinación en el trabajo y tolerancia. (Art.40)

Algo sobre ordenes de aprehensión en contra de coord y excoord.
Legalidad... art. 2 constitucional...

Sin embargo, las Autoridades Comunitarias del Sistema comunitario en el ejercicio de sus cargos, tanto en años pasados que en el año en curso, han sido acusadas principalmente de privación ilegal de libertad. Las órdenes de aprehensión liberadas en contra de esos miembros de nuestra organización van en contra de nuestro derecho a establecer *formas específicas de organización social* establecido en el Artículo 4º Constitucional garantizando nuestro derecho al ejercicio de nuestros usos y costumbres. Además, rompe con las obligaciones internacionales establecidas en el Convenio 169 de la Organización Internacional del Trabajo (OIT).

8. NUESTRAS ACCIONES DE PREVENCIÓN DEL DELITO

Cada instancia realiza acciones de prevención del delito, sean: (Art.52)

- recorridos de vigilancias por los caminos y comunidades,
- resguardos en las fiestas tradicionales de los pueblos,
- desarme de ciudadanos que porten armas sin autorización,
- realización de asambleas para informar de las actividades del Sistema comunitario,
- realización de eventos donde los detenidos en proceso de reeducación hablan con la ciudadanía de sus faltas para crear conciencia en la población,
- orientación a los maestros para la prevención de delitos en sus alumnos,
- capacitación de los Policías comunitarios para el buen uso y manejo de armas,
- promoción de la creación de empleo y de centros de recreación ya que la principal causa de delitos y errores es la ociosidad de la ciudadanía,
- difusión del presente Reglamento interno.

REGLAS GENERALES

Todos los Policías comunitarios darán sus servicios uniformados. (Art.6)

Ningún miembro del Sistema comunitario podrá prestar sus servicios en estado de ebriedad. (Art.6)

Los Coordinadores Regionales y Comandantes Regionales deben observar una conducta de honradez, honestidad, cabalidad y respeto en su cargo y ante la sociedad y deben cumplir con puntualidad sus tareas. (Art.6)

Todos involucrados en el Sistema comunitario deben observar de manera estricta el respeto de los derechos humanos y los usos y costumbres de los Pueblos, sin distinción o privilegio a favor de determinadas personas.

Si la falta o error es cometido por un policía comunitario, comandante, Coordinador, Comisario o Delegado municipal o miembro de la Figura Jurídica, en su cargo o fuera de el, la sanción será mayor porque los miembros del Sistema comunitario deben velar con mayores principios y promover su observancia con su propio ejemplo. (Art.15)

Para promover la impartición de justicia pronta e imparcial y la reconstitución de la armonía en la vida comunitaria, no se acepta:

- participación de abogados,
- cobro de multas,
- cobro de fianzas.

BIBLIOGRAPHIE

Articles

- Barabas, A., 2008. « La rebelión zapatista y el movimiento indio en México ». Série Antropologia. 16 pages.
- Bartolomé, M., 1995. « Movimientos etnopolíticos y autonomías indígenas en México ». *América Indígena*. Vol. 3, no. 1-2, 20 pages.
- Bartra, A., Cobo, R., Meza, M. et Paz, L., 2002. « Sombra y algo más : Hacia un café sustentable mexicano ». s.é. 23 pages.
- Churchill, W., s.d. « False Promises : An Indigenist Examination of Marxist Theory and Practice ». Brooklyn Agit Pamphlet. 16 pages.
- Drapeau, M. et Kruzynski, A., 2005. « Historicité et évolution du concept d'autogestion au Québec ». *Collectif de recherche sur l'autonomie collective*. 49 pages.
- Dupuis-Déri, F., 2005. « "Un autre monde est possible". Il existe déjà! ». *Horizons philosophiques*. Vol. 15, no. 2, p. 63-85.
- Gagnon, G., 1982. « La recherche de l'autonomie : Cornelius Castoriadis ». *Sociologie et Sociétés*. Vol.14, no. 2, 6 pages.
- Katsiaficas, G., 2001. « The Necessity of Autonomy ». *New Political Science*. Vol. 23, no. 4, p.547-555.
- Kruzynski, A. et Sévigny, M., 2005. « Réhabiliter la politique : Une option libertaire ». *Possibles*. Vol. 29, no. 1, p.28-45.
- Sarmiento Silva, S., 2008. « La policía comunitaria y la disminución de la delincuencia en la región Costa-Montaña en Guerrero », *Investigaciones Jurídicas de la UNAM*, octobre, p.7-44.
- Snyder, R., 1999. « After Neoliberalism : The Politics of Reregulation in Mexico ». *World Politics*. Vol. 51, no. 2, p.173-204

Velasco Cruz, S., 2003. « La autonomía indígena en México. Una revisión del debate de las propuestas para su aplicación práctica ». *Revista mexicana de ciencias políticas y sociales*. No.188-89, p.71-103.

Yashar, D., 1998. « Contesting Citizenship: Indigenous Movements and Democracy in Latin America ». *Comparative Politics*. No.31, p.23-42.

Chapitres

Barabas, A., 2005. « Autonomías indígenas en México: ¿utopías posibles? ». Chap. in *Movimiento indígena en América Latina: Resistencia y proyecto alternativo*. Puebla: BUAP, p.151-170.

Bartolomé, M., 2005. « Relaciones interétnicas y autonomías en México ». Chap. in *Movimiento indígena en América Latina: Resistencia y proyecto alternativo*. Puebla: BUAP, p.133-150.

Beaucage, P., 2006. « Éclatement de l'imaginaire de l'indianité : discours et acteurs contemporains ». Chap. in *Les frontières du politique en Amérique latine*. Paris : Éditions Karthala, p.165-184.

Castoriadis, C., 1990. « Pouvoir, politique, autonomie ». Chap. in *Les carrefours du labyrinthe : Le monde morcelé T.3*. Paris: Éd. du Seuil, p.137-17.

Cohen, G.A. et Miller, D., 1991. « Capitalism, freedom, and the proletariat ». Chap. in *Liberty*. Oxford : Oxford University Press, p.162-182.

Corpet, O., 1982. « L'autogestion ». Chap. in *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris : Presses de l'Université de France, s.p.

Covarrubias Dueñas, J., 2004. « Las comunidades autóctonas en México ». Chap. in *La autonomía municipal en México*, Mexico: Porrúa, p.379-396.

Díaz-Polanco, H., 2000. « Autonomía de los pueblos indios ». Chap. in *Autonomía y derechos de los pueblos indios*. Mexico: Instituto de Investigaciones Legislativas, p.237-265.

Estrada Castañón, A., 1994. « Relaciones de poder y cultura política ». Chap. in *Guerrero, Mexico* : CEIICH, p.55-97.

García Linera, Á., 2005. « Autonomías indígenas ». Chap. in *Movimiento indígena en América Latina: Resistencia y proyecto alternativo*. Mexico: Siglo XXI, p.273-290.

- Gutiérrez Ávila, M., 1997. « Los mixtecos ». Chap. in *Derecho consuetudinario y derecho positivo entre los mixtecos, amuzgos y afromestizos de la Costa Chica de Guerrero*, Mexico : CNDH, p.15-33.
- Gutiérrez Ávila, M., 1997. « Lo que dejó Pedro de Alvarado ». Chap. in *Derecho consuetudinario y derecho positivo entre los mixtecos, amuzgos y afromestizos de la Costa Chica de Guerrero*, Mexico : CNDH, p.35-61.
- Hellman, J.A., 1992. «The Study of New Social Movements in Latin America and the Question of Autonomy ». Chap. in *The Making of Social Movements in Latin America. Identity, strategy and democracy*. Boulder: Westview Press, p.52-61.
- León-Portilla, M., 2003. « Autonomía y otras demandas ». Chap. in *Pueblos indígenas de México : autonomía y diferencia cultural (Tomo I)*. Mexico : El Colegio nacional, p.13-28.
- Leyva Solano, X., 2005. « Indigenismo, indianismo y ciudadanía étnica de cara a las redes neo-zapatistas ». Chap. in *Pueblos indígenas, Estado y democracia*. Mexico : CLACSO, p.279-309.
- Lopez Barcenas, F., 2005. « Rostros y caminos de los movimientos indígenas en México ». Chap. in *Movimiento indígena en América Latina: Resistencia y proyecto alternativo*. Puebla: BUAP, p.291-311.
- Lopez y Rivas, G., 2000. « Pueblos indios, autonomia y reforma constitucional ». Chap. in *Autonomia y derechos de los pueblos indios*. Mexico: Instituto de Investigaciones Legislativas, p.257-265.
- Nain, J., 2005. « La lucha mapuche por la autodeterminación ». Chap. In *Movimiento indígena en América Latina: Resistencia y proyecto alternativo*. Puebla: BUAP, p.291-311.
- Patzi Paco, F., 2005. « Sistema comunal, una propuesta alternativa al sistema liberal ». Chap. in *Movimiento indígena en América Latina: Resistencia y proyecto alternativo*. Puebla: BUAP, p.291-311.
- Sandoval, I., 2000. « La utopia de la diversidad cultural ». Chap. in *Autonomia y derechos de los pueblos indios*. Mexico: Instituto de Investigaciones Legislativas, p.321-330.
- Simpson, T., 1997. « Introducción ». Chap. in *Patrimonio indígena y autodeterminación*. Copenhagen: IWGIA, p.18-29.
- Stavenhagen, R., 1990. « Derecho consuetudinario indígena en América Latina ». Chap. in *Entre la ley y la costumbre. El derecho consuetudinario indígena en América Latina*. Mexico: III-IIDH, p.37.

Stavenhagen, R., 2005. « La emergencia de los pueblos indígenas como nuevo actores políticos y sociales en América Latina ». Chap. in *Movimiento indígena en América Latina: Resistencia y proyecto alternativo*. Puebla: BUAP, p.49-62.

Monographies

Alfred, T., 2005. *Wasáse: Indigenous Pathways of Action and Freedom*. Peterborough : Broadview Press, 313 pages.

Alfred, T., 2009. *Peace, Power, Righteousness : An Indigenous Manifesto*. Toronto : Oxford University Press, 202 pages.

Almeyra, G., 2006. *Rebellions d'Argentine: Tiers État, luttes sociales et autogestion*. Paris : Syllepse, 253 pages.

Bancal, J., 1970. *Proudhon : Pluralisme et autogestion, les fondements*. Paris : Mouton, 253 pages.

Bancal, J., 1980. *Proudhon et l'autogestion*. Paris : Fresnes-Antony, 88 pages.

Buber, M., 1977. *Utopie et socialisme*. Paris : Aubier Mouton, 258 pages.

Busino, G., 1989. *Autonomie et autotransformation de la société : La philosophie militante de Cornelius Castoriadis*. Genève : Éd. Droz, 524 pages.

Clastres, P., 1974. *La société contre l'État*. Paris : Les éditions de Minuit, 186 pages.

David, G., 1998. *Cornélius Castoriadis : Le projet d'autonomie*. Paris : Éditions Michalon, 208 pages.

Díaz-Polanco, H., 1991. *Autonomía regional: la autodeterminación de los pueblos indios*. Mexico : SigloXXI, p.111-232.

Díaz-Polanco, H., s.d. *Autonomía y territorialidad*. Mexico : El Colegio de México, p.1-19.

Escarzaga, F. et Gutiérrez, R., 2005. *Movimiento indígena en América Latina: Resistencia y proyecto alternativo*. Puebla : BUAP. 505 pages.

Fabbri, L., 1979. *L'organisation anarchiste*. Paris : Fresnes-Antony, 44 pages.

Flores Félix, J. 2007. *Reinventando la democracia : El sistema de Policía comunitaria y las luchas indias en el estado de Guerrero*. Mexico : Plaza y Valdés, 235 pages.

Flores Magon, R., 2001. *La revolución mexicana*. Mexico : Editores mexicanos unidos, 136 pages.

- Gabriel, L. et López y Rivas, G., 2005. *Autonomías indígenas en América latina : nuevas formas de convivencia política*. Mexico : Plaza y Valdés, 539 pages.
- Graeber, D., 2006. *Fragments pour une anthropologie anarchiste*. Montréal : Lux, 168 pages.
- Gutiérrez, M., 1998. *Violencia en Guerrero*. Mexico : Ediciones La Jornada, 316 pages.
- Holloway, J., 2002. *Change the World Without Taking Power: The Meaning of Revolution Today*. Sterling : Pluto Press, 237 pages.
- Holloway, J., 2007. *Changer le monde sans prendre le pouvoir: Le sens de la revolution aujourd'hui*. Montréal: Lux/Syllepse, 317 pages.
- Jimenez Benitez, W., 2001. *Democracia local y autonomía: falsas expectativas y promesas incumplidas de la descentralización*. Colombia : Escuela Superior de Administracion Publica, p.69-125, 150-155.
- Kraemer Bayer, G., 2003. *Autonomía indígena Región mixe*. Mexico : Plaza y Valdes, p.195-212, 227-233.
- Kropotkine, P., 2001. *L'Entraide, un facteur de l'évolution*. Montréal : Écosociété, 350 pages.
- León-Portilla, M., 2003. *Pueblos indígenas de México: Autonomía y diferencia cultural*. Mexico : UNAM-IIH, p. 13-28.
- Lopez Barcenas, F., 2006. *Autonomía y derechos indígenas en México*. Mexico : Ce-Acatl, 154 pages.
- Lopez Barcenas, F., 2007. *Autonomías indígenas en América Latina*. Mexico : Mc editores, 62 pages.
- Malatesta, E., 2004. *L'anarchie*. Montréal : Lux, 111 pages.
- Martinez Sifuentes, E., 2001. *La policía comunitaria Un sistema de seguridad publica comunitaria indígena en el estado de Guerrero*. Mexico : Instituto Nacional Indigenista (Colección Derecho Indígena), 88 pages.
- Niezen, R., 2003. *The Origins of Indigenism: Human Rights and the Politics of Identity*. Berkeley: University of California Press, 272 pages.
- Oikión Solano, V. et García Ugarte, M., 2006. *Movimientos armados en México: siglo XX*. Mexico : CIESAS.

- Sanchez Serrano, E., 2012. *El proceso de construcción de la identidad política y la creación de la Policía comunitaria en la Costa-Montaña de Guerrero*. Mexico : UACM, 381 pages.
- Snyder, R., 2001. *Politics After Neoliberalism: Reregulation in Mexico*. Cambridge: Cambridge University Press, 245 pages.
- Trejo, R., 2005. *Magonismo: utopía y revolución, 1910-1913*. Mexico : Cultura libre, 275 pages.
- Velasco Cruz, S., 2003. *El movimiento indígena y la autonomía en México*. Mexico : Université nationale autonome de Mexico, 243 pages.
- Wolff, R.P., 1998. *In defense of anarchism*. Berkeley : University of California Press, 82 pages.
- Yashar, D., *Contesting Citizenship in Latin America*. New York : Cambridge University Press, 345 pages.

Thèses et mémoires

- Mattiace, S., 1998. *Peasant and Indian: Political Identity and Indian Autonomy in Chiapas, Mexico, 1970-1996*. Ph. D. University of Texas at Austin, 325 pages.
- Peral Salcido, M., 2007. *Seguridad e impracticación de justicia comunitaria regional en la Costa Montaña de Guerrero : La Policía comunitaria*. B.A. Université nationale autonome de Mexico, 201 pages.
- Sanchez Serrano, E., 2006. *El proceso de construcción de la identidad política y la creación de la Policía comunitaria en la Costa- Montaña de Guerrero*. Ph. D. Université nationale autonome de Mexico, 227 pages.

Rapports

- Asociación Nacional Indígena Plural por la Autonomía, 1996. « Proyecto de decreto para la creación de las regiones autónomas ». Chap. in *La autonomía de los pueblos indios*. Mexico : PRD, Cámara de diputados, 56 Legislatura, p.159.
- Centro de derechos humanos Miguel Augustin Pro Juarez, 1996. *Guerrero '95: Represion y muerte*. Mexico : Centro de derechos humanos Miguel Augustin Pro Juarez, 12 pages.
- Centro de derechos humanos Tlachinollan, 2005. *Agenda estatal para el desarrollo y la autonomía de los pueblos indígenas de Guerrero*. Mexico : Centro de derechos humanos Tlachinollan, 84 pages.

Comisión de pastoral social de la Diócesis de Tlapa, 2003. *Promoviendo la esperanza, 8º aniversario: Impartición de justicia y Policía comunitaria*. Tlapa: Comisión de pastoral social de la Diócesis de Tlapa, 23 pages.

Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, 2009. *Noche y niebla. Por los caminos de la impunidad en México : Un estudio sobre tortura, desaparición forzada y justicia militar*. Mexico : Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, 152 pages.

Comisión nacional de los derechos humanos, 2011. *El derecho a defender : Informe especial sobre la situación de las y los defensores de derechos humanos en México*. Mexico : CNDH, 86 pages.

Due Process of Law Foundation, 2010. *Criminalización de los defensores de derechos humanos y de la protesta social en México*. Washington, DC : Due Process of Law Foundation, 76 pages.

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'Homme, 2013. *Informe sobre la situación de las y los defensores de derechos humanos en México : actualización 2012 y balance 2013*. Mexico : ONU-DH Mexico, 58 pages.

Trans Border Institute, 2013. *Drug Violence in Mexico : Data and Analysis Through 2012*. San Diego : Joan B. Kroc School of Peace Studies, University of San Diego, 50 pages.

Déclarations et traités

Accords de San Andres. 16 février 1996. [Comisión de Concordia y Pacificación].

Convention (no.169) concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants. 27 juin 1989. (Entrée en vigueur : 5 septembre 1991) [Organisation internationale du Travail (OIT)].

Déclaration de principes sur les droits des peuples autochtones. 23 septembre 1984. 4^e Assemblée générale. [Conseil mondial des peuples indigènes (CMPI)].

Déclaration de Quito. 21 juillet 1990. [Première Rencontre Continentale des Peuples Indigènes].

Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (Déclaration des Nations unies sur les défenseurs). (A/53/625/Add.2). 1998. [Assemblée générale des Nations Unies].

Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones. 13 septembre 2007. [Assemblée générale des Nations Unies].

Projet de la Déclaration interaméricaine relative aux droits des peuples autochtones. 18 septembre 1995. AG/RES.1022 (XIX-O/89). [Commission interaméricaine des droits de l'Homme].

« Une définition des peuples autochtones? ». Quatorzième session, 29 juillet - 2 août 1996. [Commission des droits de l'Homme, Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (Groupe de travail sur les populations autochtones)].

Documents internes

Policía comunitaria, 1995. *Acta constitutiva de la Policía comunitaria*. San Luis Acatlán : Policía comunitaria, 1 page.

Coordination régionale des autorités communautaire, 2007. *Reglamento interno*. San Luis Acatlán : CRAC, 16 page.

Coordination régionale des autorités communautaire, 2007. *Sintesis del Reglamento interno*. San Luis Acatlán : CRAC, 12 page.

Coordination régionale des autorités communautaire, 2009. *Mirada desde las mujeres : Historia y participación de las mujeres en la Comunitaria*. San Luis Acatlán : CRAC, 8 pages.